R G B WH GR BL Grey Scale #13 C M Y K DANES-PICTA.COM
A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19

26 9

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE LA GUERRE
TROISIÈME SÉRIE

CHARLES APPUHN
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ
CHEF DE SECTION A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE

La Politique allemande pendant la guerre

PARIS
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8
1926
Tous droits réservés

Colour Chart #13
Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black
Inches Centimetres
DANES-PICTA.COM

21 1

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE LA GUERRE
TROISIÈME SÉRIE

CHARLES APPUHN
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ
CHEF DE SECTION A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE

La Politique allemande pendant la guerre

PARIS
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1926
Tous droits réservés

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE LA GUERRE

Reconnue d'utilité publique par décret du 8 Juillet 1924

Pavillon de la Reine. Château de Vincennes (Seine).

EXTRAIT DES STATUTS

ARTICLE 1er. — L'Association dite *Société de l'Histoire de la Guerre de 1914 et des Amis des Bibliothèque-Musée de la Guerre*, fondée en 1918, a pour but :

1° de favoriser l'étude de l'histoire de la guerre de 1914 sous ses divers aspects politique, militaire, économique, social, littéraire et artistique, et de ses effets sur la vie des nations ;

2° d'apporter à l'Etat son concours pour l'entretien des collections qu'il possède relativement à cette histoire, en particulier celles qui constituent le fonds des *Bibliothèque-Musée de la Guerre* ;

3° d'entreprendre des publications sur l'histoire de la guerre de 1914.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Paris.

ARTICLE 2. — Les moyens d'action de l'Association sont : un bulletin, des publications, des conférences, des subventions, des acquisitions de documents et d'objets.

ARTICLE 3. — L'Association se compose de membres adhérents, membres titulaires, membres fondateurs, membres d'honneur.

Pour être membre, il faut être présenté par deux membres de l'Association et agréé par le Conseil d'administration.

La cotisation annuelle minimum est de *cinq* francs pour les membres adhérents, de *vingt* francs pour les membres titulaires.

Les membres peuvent racheter leur cotisation en versant une somme de *cinq cents* francs au minimum. Ils prennent alors le titre de membres fondateurs.

Les membres fondateurs et titulaires recoivent le service de la Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale.

Ils ont droit, en outre, à une réduction de 20 0/0 sur tous les ouvrages édités par la Société.

LA

POLITIQUE ALLEMANDE

PENDANT LA GUERRE

Publications de la Société de l'Histoire de la Guerre.
TROISIÈME SÉRIE

CHARLES APPUHN
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ
CHEF DE SECTION A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE

La Politique allemande pendant la guerre

Pa 435

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1926
Tous droits réservés

32(43):9(43):32 W1

Biblioteka Wojsk. Akad. Polit.
58001/2
im. F. Dzierżyńskiego

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Des morceaux dont se compose le présent volume, le premier « Sur les variations de l'opinion allemande » a été publié en 1920 dans le premier numéro, demeuré unique, du Bulletin de la Société de l'Histoire de la Guerre. *Il nous a paru garder même aujourd'hui quelque intérêt et nous le réimprimons sans y apporter aucun changement, à part deux ou trois petites corrections de pure forme. Les études sur « Le gouvernement allemand et la paix en* 1917 » *et sur « L'agonie de l'Allemagne impériale » ont été publiées dans la* Revue de l'Histoire de la Guerre mondiale (*avril 1923, janvier 1924, juillet et octobre 1924*). *M. Camille Bloch, directeur des* Bibliothèque et Musée de la Guerre, *a bien voulu en proposer la réunion en volume. Nous le remercions de cette marque d'amitié et remercions aussi la* Société de l'Histoire de la Guerre, *en particulier son président, M. Honnorat, de s'être prêtés à cette publication. Nous nous excusons auprès du lecteur de présenter un recueil d'articles sur quelques aspects de la politique allemande pendant la guerre sous un titre qui promet beaucoup plus.*

Les variations de l'opinion allemande
sur la France depuis 1914

Dans un écrit publié à l'occasion de la Conférence de la paix, Joachim Kühn rappelle le bon vouloir dont Guillaume II a fait preuve pendant un quart de siècle envers la France, les amabilités prodiguées à ses représentants, officiels ou autres (1). Il continue en ces termes : « Le peuple allemand a, de tout son cœur, donné son assentiment à la politique de l'Empereur. Il n'est pas vrai que ce peuple ait nourri contre la France des sentiments hostiles. Sauf dans quelques cercles étroitement limités, la prédilection de l'Allemand pour la France, vieille de plusieurs siècles, s'était réveillée avec une force accrue. On croyait pouvoir se permettre ce luxe devenu inoffensif, les sympathies françaises n'ayant plus le caractère d'un manquement à la patrie. On souhaitait loyalement comprendre, connaître, apprécier l'adversaire de la veille. Et cela non seulement dans les cercles des cours, de la haute finance ou adonnés aux choses de l'esprit, mais aussi dans la bourgeoisie, allemande cependant avec une conviction toute particulière. Le vieux mot d'ennemi héréditaire était tombé dans l'oubli, la *Wacht am Rhein* avait pris rang parmi les antiquités musicales, l'état de choses qu'elle implique ayant depuis longtemps cessé d'être. »

(1) Il omet, cela va sans dire, les paroles, les gestes et les actes comminatoires.

(2) Joachim Kühn, *Deutschland und Frankreich : ein Wort zur Friedenskonferenz*. Il n'est pas inutile de faire observer que cet auteur avait, en 1916, publié, sous le pseudonyme de Justus Keller, un pamphlet intitulé : *Französische*

Ce langage n'était assurément pas dépourvu de toute sincérité : avant le mois de juillet 1914, la pensée de beaucoup d'Allemands sur la France était à peu près la suivante (1) : la France a un grand passé, nous ne le savons que trop, nous autres Allemands ; elle n'a point d'avenir, d'avenir politique du moins. Elle est encore de nom une grande puissance ; en fait, elle comptera de moins en moins. Les intérêts très considérables qu'elle a dans le monde, le vaste domaine colonial que, dans leur sagesse, Bismarck et notre Empereur lui ont permis de constituer, loin d'être une force pour elle, sont une charge, une cause de faiblesse, car elle n'est pas en état de défendre les uns et d'exploiter l'autre. Sa flotte de guerre, qui lui coûte très cher, est loin de lui assurer même le troisième rang sur mer ; sa flotte marchande le cède en importance à celle de tous les Etats maritimes. Son armée, il est vrai, paraît forte ; dans son fol orgueil, elle s'épuise en armements (2); mais ses soldats, capables encore, nous n'en doutons pas, de bien mourir, seront fatalement de moins en moins nombreux puisque les familles françaises ne veulent plus avoir d'enfants. D'ailleurs, les institutions qu'elle s'est données sont à elles seules une cause de désordre, pour ne rien dire des mœurs dont la corruption est manifeste. L'industrie française, en dehors des modes et de quelques articles de luxe, ne peut avoir aucune prétention à rivaliser avec la nôtre; un peu partout et même dans les pays tels que le proche Orient, où la France garde quelque prestige, nos commerçants, plus actifs, plus capables, évincent peu à peu les siens. En vérité, qu'aurions-nous à lui envier ? Non seulement elle a cessé d'être redoutable, mais elle peut nous rendre bien des services. En premier lieu, les territoires qu'elle occupe en Asie, en Afrique, en

Menschlichkeit, humanité française, par antiphrase bien entendu ; une lettre du Dr Martin Hohohm, impérialiste assez connu, collaborateur de Rohrbach, à M. Ernest Lavisse servait de préface. Du même auteur, sous le même pseudonyme : *Die Hölle von Casablanca, L'enfer de Casablanca*, d'après le témoignage d'un Allemand résidant au Maroc.

(1) Il convient de rappeler à ce sujet un article de M. Henri Lichtenberger publié, le 1er janvier 1914, dans la *Revue politique internationale*, sous ce titre : *France et Allemagne*. Nous sommes, en outre, redevable à M. Lichtenberger d'indications précieuses et le prions ici de recevoir nos remerciements.

(2) C'est un non-sens pour la France, dira, par exemple, Thomas Mann, l'écrivain bien connu, de s'obstiner à conserver un prestige militaire.

Océanie, ne sont pas occupés par les Anglais, et c'est beaucoup. Et puis la civilisation française, plus vieille que la nôtre, est aussi plus raffinée; elle produit certains fruits dont il y aurait danger à trop user, injustice à méconnaître la saveur. Si les Français pouvaient une bonne fois renoncer à leur fameuse « revanche » (1), il y aurait plaisir à nouer avec eux des relations d'amitié : le sentiment profond de l'obligation morale et la piété vraie leur ont toujours fait défaut, mais ils sont aimables, au moins superficiellement. Notre Gœthe le proclama jadis, et cela reste vrai, comme tout ce qu'il a dit. Nous autres Allemands, nous avons toujours eu, en dépit du mal qu'ils nous ont fait, un coin de tendresse pour les Français. Bismarck lui-même, cet homme fort, ce sur-Germain, ne s'en défendait pas; notre Empereur s'en défend encore moins. Et ce n'est pas pure faiblesse, car leurs qualités d'esprit, d'ordre évidemment inférieur, ne laissent pas dans leur limitation d'être appréciables : la grande poésie leur est totalement étrangère, les hauts sommets sont pour eux inaccessibles, mais ils savent parler et écrire, peut-être mieux que nous; le talent est répandu chez eux; ils sont logiciens-nés, bien doués pour l'analyse; leurs livres, avouons-le, sont souvent mieux composés que les nôtres, moins riches de substance, mais de lecture plus aisée; leur théâtre a de l'agrément, leur art, et aussi leur cuisine, de la délicatesse. Nous pouvons encore tirer d'eux quelques enseignements profitables, et cela sans danger pour l'âme allemande, heureusement revenue à sa nature propre : elle gardera toute sa force, toute sa solidité en se parant d'un peu d'élégance française (2).

Si telle était la manière voir d'un bon Allemand, d'intelligence et de culture moyennes, joignant, comme il sied, au sentiment de sa supériorité, une humeur accueillante et une curiosité assez large, il ne manquait pas en Allemagne d'hom-

(1) Les Allemands usent constamment dans leurs discours et leurs écrits de ce mot français; avec raison, fait observer le pangermaniste Houston Chamberlain, car l'idée de revanche est toute française, et il n'y a pas de terme allemand qui l'exprime.

(2) Innombrables sont les publications allemandes contenant des jugements sur la France, sur sa situation dans le monde, sur le caractère et l'esprit français, sur les productions françaises de toute nature, mais elles se répètent généralement. Voici quelques titres pris presque au hasard : Schnitz, *Was*

mes disposés à concéder davantage et qui, connaissant mieux la France, faisaient d'elle un peu plus de cas. En dehors des pacifistes et des internationalistes déclarés, il y avait les libéraux à tendances démocratiques, les « avancés » en littérature, les lecteurs de Jean-Christophe et de la *Nouvelle Revue française*, les disciples de Mallarmé et de nos symbolistes (1). On eût pu trouver, surtout parmi les libéraux, plus d'un partisan d'un rapprochement qui ne coutât rien à la fierté française, qui même guérît, si faire se pouvait, la blessure de 1871. Evidemment, pensaient-ils (disaient-ils même parfois), nous ne pouvons *à présent* rendre à la France l'Alsace et la Lorraine, mais nous avons eu tort de les prendre. Bismarck, d'ailleurs, ne voulait pas de Metz, ne l'oublions pas; ce sont les militaires qui ont exigé cette annexion; méfions-nous des militaires.

A ces dispositions favorables à la France, et qu'on pourrait appeler occidentales, s'en opposaient d'autres très contraires, prussiennes et conservatrices. Affaiblir la Russie, la détacher de l'alliance française, amener par force ou par persuasion l'autocrate qui règne sur les bords de la Néva à être notre ami comme son grand-père a été l'ami de l'inoubliable aïeul, maintenir, surtout en Allemagne, la discipline qui fait notre force, un régime aussi éloigné que possible du parlementaire, et, quand l'occasion s'en présentera, étendre à l'ouest les limites de l'Empire, nous emparer des colonies françaises, défier l'Angleterre, ce pays d'enrichis, tel était le programme, sinon de tous les impérialistes, au moins de ceux qui représentaient le mieux la vieille tradition prussienne, de ceux dont le comte Reventlow, dans la *Deutsche Tageszeitung*, exprimait l'opinion. Chez ceux-là, point de sympathie pour la France, mais un mépris superbe.

Ces tendances diverses, antérieures à la guerre, n'ont pas cessé de se combattre *pendant la guerre* et, tour à tour, ont prévalu; il convient de se le rappeler quand on étudie, comme nous l'avons entrepris, les fluctuations de l'opinion allemande.

uns Frankreich war; Wechssler, *Die Franzosen und wir*; même auteur, *Deutsche und französische Kultur*; Wundt, *Die Nationen und ihre Philosophie*; Nœtze, *Der französische und der deutsche Geist*.

(1) Le poète Stephan George, par exemple.

Il y a eu en Allemagne, même contre nous, beaucoup moins d'unanimité qu'on ne l'a généralement cru en France; la politique intérieure, les luttes de partis ont eu sur l'attitude prise par le gouvernement, et aussi sur les sentiments de la nation à l'égard de tel ou tel de ses ennemis, une influence qu'on ne doit pas négliger. Nous ne pouvons ici, cela va sans dire, présenter qu'une esquisse, et nous nous attacherons à mettre en lumière un petit nombre de faits importants. On sait que de nombreux écrits insultants, diffamatoires à l'égard de la France, ont été répandus en Allemagne. Leur abondance même prouve que leurs auteurs cherchaient à *agir sur l'opinion publique* beaucoup plus peut-être qu'ils ne la représentaient ; ils faisaient tous leurs efforts pour exciter à la haine la masse de la population. Il y a lieu d'observer aussi que beaucoup de ces brochures, de ces articles de journaux, répondent à des écrits parus chez nous ; que l'Allemagne avait à se défendre contre des accusations trop souvent justifiées : méconnaissance du droit des gens, emploi d'armes imprévues, dévastations, ravages inutiles, mauvais traitements infligés aux civils et aux prisonniers, massacres, incendies, viols, atrocités. Elle riposte en dirigeant contre ses adversaires les mêmes accusations, et, tour à tour, les Russes, les Anglais, les Français sont les plus barbares, les plus méprisables, les plus ignobles de ses ennemis (1). Aux Français en particulier, on reproche, outre l'alliance avec la Russie tzarienne et l'emploi des troupes de couleur, leurs mensonges abominables, leur « campagne de calomnie », leur cruauté « sadique », et peut-être plus encore les termes de mépris injurieux dont ils accablent l'Allemagne, ses troupes, son Empereur. L'appellation de « Boche », d'usage devenu courant chez nous, met les Allemands en fureur (2). Nous n'insisterons pas sur ces violences

(1) Voir, par exemple, *Neueste Hamburger Nachrichten*, 25 mars 1915, ou encore *Kölnische Volkszeitung*, 6 mars 1916 : « Les mœurs des Français et des Françaises de ce jour ne dépassent pas celles des Hottentots et de leurs femmes. Dans chaque Française habite le dévergondage de la pétroleuse, comme dans tout Français la méchanceté raffinée du fou et du polichinelle. » En revanche, M. Grautoff, dans la revue *Das Grössere Deutschland*, avait dit: « La France, notre plus noble ennemie ».

(2) Un de leurs publicistes, Bovenschen, dans un pamphlet intitulé *Frankreichs Schande*, attribue même à ce mot une signification ignorée en France

de langage. Il importe davantage de déterminer, avec précision s'il est possible, les points d'inflexion de ce qu'on pourrait appeler la courbe de l'opinion allemande moyenne. Nous distinguerons, en conséquence, jusqu'à cinq périodes :

1° De la déclaration de guerre à fin février 1916 (offensive allemande contre Verdun) ;

2° De l'offensive contre Verdun au 13 juillet 1917 (démission du chancelier Bethmann-Hollweg) ;

3° Du 13 juillet 1917 au 9 octobre de la même année (discours retentissant du ministre von Kühlmann) ;

4° Du 9 octobre 1917 au 11 novembre 1918 (armistice) ;

5° De l'armistice à la signature du traité de paix.

I

Le sentiment qui nous paraît à l'origine dominer dans cette première période, est une sorte d'apitoiement sur la France, victime de quelques politiciens ambitieux, MM. Poincaré et Delcassé en toute première ligne. A cet apitoiement se joint le désir d'une paix qui amoindrirait à peine ou même laisserait intact le territoire occupé par la France en Europe, mais la mettrait définitivement hors de cause comme rivale de l'Allemagne. Nous verrons à cet apitoiement succéder une estime grandissante à mesure que, la guerre se prolongeant, la force de résistance française éclatera davantage.

Le peuple français, quelques « revanchards » mis à part, ne voulait pas la guerre, il y a été précipité ; c'est le thème le plus souvent développé. La grande coupable, c'est l'Angleterre, la perfide Albion, férocement égoïste et bassement jalouse; l'Angleterre qui a poursuivi avec ténacité la politique d'encerclement d'Edouard VII, qui exploite la vanité, l'ignorance françaises, leurre la France de l'espoir de recouvrer ses provinces perdues, se servira d'elle pour nuire jusqu'à épuisement complet. Il suffit de rappeler ici le *Gott strafe England*, le *Hassgesang* de Lissauer. Plus grave peut-être, parce qu'elle vient de

(celle qu'avait autrefois le mot de *bougre*), et prétend qu'en l'employant, les Français ont eu le dessein de faire croire que tous les Allemands avaient des mœurs contre nature.

plus haut, la déclaration insérée par le grand historien Eduard Meyer dans la préface de son livre sur l'Angleterre, dont il fait paraître une édition populaire : « Notre peuple sait que l'Angleterre est notre ennemie mortelle, une ennemie avec laquelle il n'est pas de réconciliation possible tant que nous n'aurons pas brisé sa prétention à la domination universelle (1). » Ce n'est plus l'ennemi héréditaire, *Erbfeind*, c'est l'archi-ennemi, *Erzfeind*, qu'il faut abattre. L'immense majorité des Allemands souhaite que la France comprenne son véritable intérêt, rompe le pacte qui l'unit à l'Angleterre et à la Russie, conclue une paix séparée. Sa qualité de vieille nation civilisée, le peu de crainte qu'elle inspire, réduite à ses propres forces, et aussi le courage qu'elle dépense inutilement, le sang qu'elle verse à flots, lui donnent quelque droit à des ménagements. L'Allemagne fera preuve à son égard de la même générosité intelligente que Bismarck après Sadowa à l'égard de l'Autriche, car l'Allemagne n'a aucune raison de vouloir la destruction de la France.

Tel est, par exemple, le sentiment de Naumann dans sa brochure *Deutschland und Frankreich* (2). Il écrit en septembre 1914, au moment même où se livre la bataille de la Marne, dont il ignore peut-être encore l'issue. Pour lui, entre la France et l'Allemagne, la partie est jouée, et la France l'a perdue. La magnifique armée allemande a pénétré au cœur du territoire français, et l'on ne saurait trop admirer cette avance calculée, cette marche rythmée (*Es klappt alles!*), cette force qu'on peut dire irrésistible parce qu'elle est faite à la fois d'intelligence organisatrice, de science et de dévouement. La France, il est vrai, vient de signer le pacte de Londres (5 septembre), mais de tels accords entre diplomates n'ont de sens qu'autant qu'une au moins des parties a quelque penchant à ne pas se croire liée. Que la France, revenue à la raison, se hâte donc de traiter! On lui fera un « pont d'or (3) ». Elle conservera

(1) Eduard Meyer, *England, seine Staatlage und politische Entwickelung und der Krieg gegen Deutschland*, p. xv.

(2) Cette brochure fait partie de la collection : *Der deutsche Krieg. Politische Flugschriften*, publiée sous la direction du Dr E. Jackh.

(3) L'expression sera reprise plus tard par Maximilien Harden : *Zukunft* 30 octobre 1915.

quelques-unes de ses colonies; il se peut qu'en Afrique son domaine s'accroisse sur certains points aux dépens de l'Angleterre, et qui sait si en Belgique, une fois que l'Allemagne se sera taillé sa part, il n'y aura pas pour la France quelque compensation à recevoir ? Quant à sa situation dans le monde, elle sera en rapport avec sa condition présente, avec l'affaiblissement de sa natalité, avec le besoin de vie tranquille et douce que ressentent, malgré qu'ils en aient, la plupart des Français. Comme l'Espagne, comme les Etats scandinaves, la France est destinée à devenir un pays se tenant à l'écart des grands conflits. Que gagnerait-elle d'ailleurs à faire la méchante ? Même au cas d'une victoire improbable de ses alliés, elle ne sera jamais plus un Etat vraiment souverain, puisqu'elle se sera montrée incapable de se défendre par elle-même.

Une France subsistant par la grâce de l'Allemagne, servant désormais les desseins de l'Allemagne, une sorte d'Autriche occidentale, tel est le rêve (1); on voit combien il est magnanime, et nous croyons que les vues de Naumann s'accordaient avec celles de beaucoup de ses compatriotes.

La pitié pour la France est partout. Ecoutons le vieux philosophe Wundt dans son discours du 10 septembre à l'Albert-Halle de Leipzig : « Qui de nous n'éprouve une pitié sincère pour la belle France ? Dans l'immense majorité de sa population, elle n'a pas voulu la guerre, elle y a été précipitée par une poignée d'aventuriers politiques sans scrupules (2). » Et combien de voix font entendre semblable note, depuis le poète altier Richard Dehmel, descendu pour un temps de son Olympe d'ivoire, qui plaint les Français dégénérés, gâtés par le bien-être, devenus incapables même de comprendre l'humour allemand, « mélange d'âpreté et de tendresse (3) », jusqu'au député socialiste Fendrich, dont l'âme plus vulgaire déborde de commisération : « Pauvre peuple français! Comme

(1) Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que Naumann est l'auteur du livre célèbre *Mitteleuropa*. Suivant l'opinion de beaucoup d'Allemands, la France se rattache à l'Europe centrale, si elle n'en fait pas expressément partie.

(2) W. Wundt, *Ueber den wahrhaften Krieg*.

(3) Richard Dehmel, *Zwischen Volk und Menschheit*.

tes chefs d'armée, comme tes gouvernants t'ont trompé ! Comme ils t'ont menti ! Ils envoient tes fils à la boucherie dans une guerre insensée, ils ont jeté ton or dans le gouffre russe, et la seule nation qui éprouvât pour toi la pitié du fort pour le faible, il l'ont blessée, couverte d'opprobre (1). » Il n'est pas jusqu'au wagnérien Houston Chamberlain, « d'un délire *germain* longuement transporté », qui à de certains moments ne dénonce avec une nuance de regret la « folie » des Français (2).

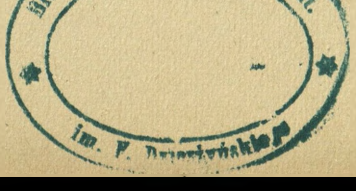
Joachim Kühn, que nous avons cité plus haut, donne, comme preuve du bon vouloir allemand, même pendant la guerre, le geste « symbolique » de l'empereur Guillaume, qui, à Metz, le 14 décembre 1914, entre, le casque à la main, dans une chambre occupée par des officiers français blessés et prisonniers, après leur avoir fait demander s'il leur plaisait de le recevoir, leur parle avec sympathie, déplore la guerre terrible, exprime l'espoir d'une alliance future entre Français et Allemands (3). Nul doute qu'en cette occasion l'empereur Guillaume n'ait tenu le langage le plus courtois : le terme d'allié, dans sa pensée et dans celle de son peuple, a une signification que les Austro-Hongrois, plus tard les Turcs et les Bulgares, ont appris à connaître et que le mot français de vassal rend peut-être avec plus d'exactitude.

On conçoit avec quel soin, dans cette première période de la guerre, les Allemands suivent les mouvements de l'opinion publique en France, comme le moindre symptôme de lassitude et de découragement, la moindre marque de mécontentement à l'égard des Alliés, renouvellent en eux l'espoir d'un accord. Quand M. Briand remplace M. Viviani à la présidence du Conseil, les Allemands de se demander aussitôt : comprendra-t-il, celui-là ? Sera-t-il l'homme intelligent que nous attendons ? Bientôt déçus, ils se consolent en disant que cet homme, ce bon Français existe cependant, que son heure

(1) Fendrich, *Gegen Frankreich und Albion.* 2 : Von der Marneschlacht bis zum Fall Antwerpens, p. 46.

(2) Par exemple, dans un article intitulé : *Deutschlands Kriegsziel*, qui fait partie du recueil *Hammer und Amboss. Dritte Reihe der Kriegsaufsätze*, p. 54.

(3) *Ouvr. cité.* L'auteur dit qu'il traduit le carnet d'un lieutenant d'infanterie français.



sonnera, et qu'alors la France fera la paix pour sauver ce qui peut encore être sauvé (1).

Au cours de l'année 1915, il importe de noter la lutte qui s'est engagée et se poursuit, sourdement et au grand jour, entre partisans et adversaires d'annexions faites par l'Allemagne sur sa frontière occidentale. Le manifeste célèbre des six grandes Associations économiques n'a pas été publié par les journaux, mais il a été répandu à des milliers d'exemplaires. Il répond au vœu des représentants de la grande industrie (le parti national-libéral), et aussi des conservateurs qui ne cessent de prendre à partie le chancelier, le gourmandent, le harcèlent pour qu'il se prononce enfin en faveur des annexions réclamées (avant tout celle du bassin de Briey-Longwy). M. de Bethmann-Hollweg parle au Reichstag le 28 mai : « Il est nécessaire, déclare-t-il, que nous continuions la guerre jusqu'à ce que nous ayons obtenu toutes les garanties possibles pour qu'aucun de nos ennemis à l'avenir ne puisse à nouveau engager la lutte contre nous. » Cette phrase, qui paraît contenir un engagement, est très applaudie par les conservateurs. Une note publiée aussitôt dans les *Leipziger Neueste Nachrichten* confirme ce que certains articles faisaient pressentir depuis plusieurs mois : les conservateurs reprochaient à l'Empereur de songer à une paix rapide sans agrandissement territorial. Mais les journaux libéraux, le *Berliner Tageblatt*, la *Frankfurter Zeitung*, gardent un silence significatif (2) ; les socialistes protestent (3). Les Allemands de gauche sentent bien que, si le parti conservateur l'emporte en ce qui concerne la politique extérieure, eux-mêmes sont menacés.

Et cependant la guerre se poursuit avec des alternatives

(1) Voir, dans les *Münchner Neueste Nachrichten* du 5 janvier 1916, la reproduction d'un curieux article paru quelques jours auparavant en Suisse (dans les *Zürcher Nachrichten*) où le nom de M. Caillaux figure en toutes lettres.

(2) Le *Berliner Tageblatt* combattra, le 16 août 1915, le programme d'annexions des six grandes Associations.

(3) Observons cependant que le 8 août le *Vorwärts* publie un article de Südekum admettant au profit de l'Allemagne des rectifications de frontière et parlant de « connexions économiques ». La *Chemnitzer Volksstimme* prend parfois un ton très menaçant à l'égard de la France : ce ne sont pas seulement des hommes qu'elle perdra si elle s'obstine à faire la guerre.

diverses : la bataille d'Artois en mai, la grande offensive de Champagne en septembre, l'envoi de corps de troupes à Salonique ne laissent pas d'inquiéter l'opinion. La France paraît plus forte qu'on ne croyait ; elle se raidit, ne consent pas à la défaite ; il faut donc lui porter un coup mortel : dès le commencement de l'hiver, l'offensive contre Verdun se prépare.

II

La défense vigoureuse du camp retranché de Verdun achève de détromper les Allemands. Décidément, se disent beaucoup d'entre eux, ces Français ne sont pas le peuple dégénéré que nous croyions et, puisqu'ils se sont si bien battus contre nous, il faut qu'à l'avenir nous les ayons avec nous, non plus comme vassaux, mais comme alliés véritables. Il nous en coûtera évidemment quelque chose : peut-être devrons-nous non seulement renoncer à nous agrandir à leurs dépens, mais leur restituer une partie de ce que nous leur avons pris en 1871. Eh bien, soit ; nous nous payerons sur la Russie. Tel est, nous ne disons pas le langage, mais la pensée que dissimule, si nous l'entendons bien, le langage tenu par les partis allemands de gauche, les bourgeois libéraux ou radicaux (beaucoup plus nettement que par les socialistes majoritaires) (1). Bien entendu, les partis adverses, les conservateurs, les nationaux-libéraux défendent avec énergie leurs positions ; il attaquent violemment le chancelier, qui s'est laissé gagner à l'idée d'une paix favorable à la France, agissent par tous les moyens sur l'Empereur, et, en fin de compte, après l'échec de l'offensive française en avril 1917, alors que le moral de l'armée française paraît sérieusement atteint et l'opinion française en désarroi, ils l'emportent : le 13 juillet, M. de Bethmann-Hollweg abandonne la direction des affaires.

Maximilien Harden, qui aime à prendre les devants et à qui

(1) Nous avons déjà vu dans une note précédente que les socialistes majoritaires, au moins l'aile droite du parti, sont plus voisins de l'impérialisme que les démocrates non socialistes (tendance du *Berliner Tageblatt*) ; ils semblent parfois aussi en rapports plus étroits avec le chancelier.

son impudence permet toutes les virevoltes, dès le 26 février 1916, écrit dans la *Zukunft :* « La France s'est révélée au monde. Nul ne pourra à l'avenir l'accuser de décadence et de dégénérescence, la guerre l'a purifiée... Un *grand homme d'Etat* (1) ne laisserait point s'éloigner sans la saisir l'occasion de sauver la France et l'Europe, la France *pour* l'Europe. Par la grâce du génie, il lui serait révélé qu'un peuple encore vigoureux n'a pas le droit de se laisser égorger pour une erreur, et qu'un traité qui ordonne le suicide est immoral. Dans la froide vallée de la sagesse, il apprendrait à connaître que l'Allemagne doit *obtenir de la France* une paix honorable ou la saigner aux quatre veines, mais qu'elle ne peut plus retarder la décision finale. De *part et d'autre des Vosges,* il y a eu péché et expiation. Seule la réconciliation des survivants éveillerait dans l'immense caveau funéraire de la France cet écho consolateur : O héros, le souffle de vos exploits a dissipé les brouillards, a dégagé le ciel, a mué des hôtels en une patrie (2)! »

Les témoignages d'estime et même d'admiration pour la valeur française se multiplient bientôt dans la presse :

Münchner Neueste Nachrichten, 29 février : « Pourquoi les Français s'obstinent-ils à se faire massacrer ?

Vossische Zeitung, 29 février : « Nous savons, par l'expérience de cent combats, avec quel courage extraordinaire les fils de France attaquent. »

Même la *Kölnische Volkszeitung,* organe d'ordinaire très injurieux pour la France, lui rend cet hommage : « Nous ne devons pas oublier que le Français est notre ennemi le plus intelligent, le plus habile, le plus convaincu. »

Mais la note la plus significative est celle que fait entendre le *Berliner Tageblatt* du 2 mars : « Les Français ont été magnifiques ; quel dommage que ces deux nations se déchirent, qui, unies, auraient pu gouverner le monde ; aucun motif essentiel ne les forçait à se battre, sauf le fanatisme de quelques milliers de Français ; mais la haine contre l'Alle-

(1) C'est nous qui soulignons ces mots et quelques autres qu'on lira par la suite.

(2) La France était devenue, dans l'opinion de Harden, un pays pour étrangers en quête de délassements, Paris un grand caravansérail.

magne et la culture allemande ne sera qu'une ivresse passagère, et les soldats allemands, de leur côté, souhaitent que la paix fasse disparaître à jamais le titre d'ennemi héréditaire. »

Le 5 avril, le chancelier, parlant au Reichstag, dira (1) : « Quelqu'un peut-il croire un instant que ce soit un désir d'annexion qui anime nos colonnes d'assaut devant Verdun ? » Dans tout le discours on sent le désir de ménager la France; alors que, le 9 décembre 1915, M. de Bethmann-Hollweg avait représenté la revendication de l'Alsace-Lorraine comme une volonté de conquête, il y a cette fois un silence complet sur ce sujet. M. Scheidemann ne soulève aucune protestation quand il dit qu'on n'a jamais entendu en Allemagne une parole de haine contre la France, que toute l'Allemagne souhaite vivre en paix avec sa voisine.

Le jour même où le chancelier prononçait son discours, l'officieuse *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* reproduisait des articles de journaux roumains exprimant l'assurance que la France se tirerait du guêpier, qu'elle conserverait son rang, que, dans l'intérêt de l'humanité, il ne fallait pas qu'elle périt.

Notons encore les articles parus dans la *Vossische Zeitung* du 12 avril, même dans la *Tägliche Rundschau* (2) du 14, où s'exprime le regret que la France paraisse irréconciliable, où l'on donne à entendre que l'Allemagne est prête à offrir des conditions honorables ; d'autres articles de périodiques non quotidiens, *Nord und Süd* (numéro du mois de mai), *Deutsche Politik* (28 avril) : on y garde l'espoir que « les deux premiers d'entre les peuples civilisés » marcheront un jour la main dans la main.

La bataille de la Somme, l' « ouragan de la Somme », dira plus tard un Allemand, en montrant l'armée française, malgré le sang versé à Verdun, encore capable d'une offensive inquiétante, ne pouvait qu'encourager ces dispositions. Pendant

(1) On observera que le départ de l'amiral von Tirpitz, le 15 mars, peut être considéré comme une victoire remportée par les libéraux, partisans d'une paix de conciliation, sur les conservateurs, qui voulaient dès ce moment, malgré l'Amérique, « la guerre sous-marine sans limitation ».

(2) Journal à peine moins pangermaniste que la *Deutsche Tageszeitung*.

les derniers mois de 1916, en dépit de la résistance toujours vive des irréconciliables, les partisans d'un accommodement avec la France ne cessent de gagner du terrain. Le mot de « paix d'affaires » a été lancé dès le mois d'avril par le *Berliner Tageblatt*, et le gouvernement paraît acquis à cette idée. C'est pourquoi le chancelier est violemment attaqué par le parti conservateur et les pangermanistes. Deux pamphlets, qui avaient déjà provoqué des incidents au Reichstag, sont réimprimés (1). Dès le mois de juillet, le *Comité indépendant pour une paix allemande*, présidé par Dietrich Schäfer, fait signer une pétition contre M. de Bethmann-Hollweg. En revanche, le parti du centre, toujours habile manœuvrier, se rapproche du chancelier ; M. de Zedlitz publie des articles remarqués dans la *Post* et dans le *Tag* (2) ; il étudie le programme des six grandes Associations : très beau programme, oui, sans doute, dit-il ; mais il faut voir ce qui est possible et ne pas être trop gourmand ; les discussions sur la paix à conclure sont inopportunes ; dans tous les cas, le programme des six Associations devra être révisé. A peu près au même moment, se constitue un *Comité national pour une paix honorable* destinée à combattre le pangermanisme.

Le maréchal Hindenburg cependant, et avec lui Ludendorff, prend au mois d'août le commandement général des armées. Toute l'Allemagne voit en lui l'homme fort à qui l'on devra la victoire (3). Pour les conservateurs, il représente en outre le principe d'autorité, de résistance à la poussée démocratique; bientôt une lutte sourde s'engagera entre le pouvoir militaire, prétendant à la dictature, et le pouvoir civil. Mais provisoirement des satisfactions sont accordées, d'autres promises, aux partis de gauche et au centre; la politique du chancelier, dont le rôle est difficile, est un jeu de bascule.

(1) L'un d'eux : *Deutsches Reichs Politik seit 14 Juli 1909* (arrivée au pouvoir de M. de Bethmann-Hollweg), est signé *Junius alter* ; l'autre est de Kapp : *Die nationalem Kreise und der Reichskanzler*.

(2) Feuilles catholiques.

(3) Il semble que Hindenburg, dans les premiers temps de son élévation, ait lui-même admis la possibilité de détacher la France de la coalition. Il vante le courage, et même les talents militaires des Français, déprécie les Anglais : les Français se font massacrer, sont sacrifiés par leurs alliés ; comment ne s'en aperçoivent-ils pas ? (Voir *Neue Freie Presse*, 29 octobre 1916). La presse allemande développe abondamment le même thème.

Ce qui montre bien qu'en haut lieu on est assez flottant, de curieuses divergences s'observent parmi les progressistes et les socialistes. France, Angleterre ou Russie ? Avec lequel des pays ennemis cherchera-t-on à s'entendre ? Auquel fera-ton payer les frais de la guerre ? La *Vossische Zeitung* (articles de Georg Bernhard) est surtout hostile à l'Angleterre et souhaite un rapprochement avec la Russie ; les *Sozialistische Monatshefte* (articles de Quessel) sont également russophiles; mais le *Berliner Tageblatt* (Théodore Wolff) reste obstinément russophobe et favorable aux puissances occidentales ; la *Frankfurter Zeitung* suit à peu près la même ligne ; Bernstein, dans la *Neue Zeit* (15 septembre), attaque vigoureusement Quessel.

Un peu plus tard, il semble que l'accord soit fait entre le chancelier et le gros du parti socialiste ; Scheidemann l'affirme dans la *Leipziger Volkszeitung* (20 décembre), et il est à remarquer que ce sont des journaux socialistes, le *Vorwärts*, la *Chemnitzer Volksstimme*, qui avaient annoncé dès la veille la déclaration à effet portée le 12 décembre à la tribune du Reichstag (1) : le gouvernement impérial est disposé à traiter, il offre la paix à ses ennemis.

Nous n'avons pas à raconter ici comment cette offre fut accueillie par les Alliés (2), sous quelle forme le président Wilson intervint et tout ce qui s'ensuivit. Au mois de janvier, la publication des notes de M. Briand met fin à tout espoir d'une paix prochaine, et il se produit naturellement en Allemagne une explosion de sentiments hostiles à la France, la France ayant pris la parole au nom de l'Entente. Il ne reste plus, semble-t-il, qu'à écraser ces gens qui refusent de

(1) Il est clair d'ailleurs qu'après la lettre de Guillaume II à son *cher* Bethmann-Hollweg, antérieure de quelques jours, cette déclaration devait être attendue.

(2) Il n'est pas de notre sujet de rechercher quelles conditions l'Allemagne eût offertes à la France en cas que la France eût consenti à négocier; nous n'avons d'ailleurs pas la possibilité de le savoir. Rappelons cependant l'article paru dans le *Times* le 21 décembre : *More Bernstorff bait*. Le comte Bernstorff aurait déclaré à un représentant de la *Tribune*, à Washington, que l'Allemagne, dans son désir de paix, était prête à de grandes concessions. Le démenti de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (organe du chancelier) n'est venu que le 11 janvier 1917, alors que tout espoir de négociations était abandonné, et il ne laisse pas d'être assez embarrassé.

traiter. Dès le 2 février 1917, la guerre sous-marine prend le caractère qui doit consommer la rupture avec les Etats-Unis. Cet acte si grave ne doit pas faire oublier qu'en même temps qu'elle se déclare prête à affronter un ennemi de plus et à imposer sa volonté par la force, l'Allemagne continue d'avoir besoin de la paix, au moins sur un front, et que beaucoup le savent. La victoire du parti militaire, du parti de la guerre à outrance, est loin d'être complète. Le successeur de François-Joseph (mort le 21 novembre) a proclamé qu'il userait de tout son pouvoir pour rétablir la paix ; ce jeune empereur n'a pas grande consistance à la vérité, son pouvoir n'est pas très étendu ; mais l'Autriche est bien lasse, bien affaiblie. Nous savons aujourd'hui, sinon ce qui s'est passé entre l'empereur Charles et l'empereur Guillaume, du moins qu'il s'est passé quelque chose de grave (1). Comme il s'y engageait par sa fameuse lettre au prince Sixte, communiquée à M. Poincaré le 3 avril 1917, l'empereur Charles a formellement demandé à son impérial frère et allié la rétrocession à la France de l'Alsace-Lorraine. Et si Guillaume a refusé, des négociations se sont poursuivies entre les ministres des deux Empires. M. de Bethmann-Hollweg a fini par se laisser convaincre ; il est le premier Allemand, quelques ultra-pacifistes mis à part, qui ait envisagé comme possible la rétrocession au moins partielle du *Reichsland* à la France.

Il n'est certainement pas le seul. Il suffit de parcourir les journaux allemands pendant la première moitié de 1917 pour voir à quel point l'Alsace-Lorraine préoccupe l'opinion. Tout le monde en parle et, sans doute, c'est pour proclamer qu'elle est allemande et doit rester allemande; les plus hardis admettent tout au plus une petite rectification de frontière, au profit de la France, en Lorraine (2); bien rares sont ceux qui acceptent ouvertement l'idée d'un plébiscite, d'une consultation du peuple alsacien-lorrain (3). Au contraire, les partisans de la

(1) Voir en particulier les révélations de Schlager dans la *Reichspost*, le 21 mai 1920.

(2) Wendel, par exemple, dans le *Vorwärts*, 6 juin. Au mois de mai, le *Vorwärts* s'était déclaré pour le maintien du *statu quo* en principe ; il admettait cependant un accord *amical* au sujet des rectifications de frontières, quelles qu'elles fussent.

(3) Bernstein se prononce dans ce sens, mais c'est dans un journal suisse.

manière forte ne cessent d'affirmer la nécessité d'un rattachement plus étroit de l'Alsace-Lorraine à la Prusse, ou encore d'un morcellement du pays. En même temps, comme à un signal donné, les journaux se déchaînent de temps à autre contre la France. Tout ce bruit ne serait-il pas destiné à couvrir des voix qu'on n'entend guère, mais qu'on croit deviner? Il faudrait trouver moyen, disent-elles, de donner une demi-satisfaction ; peut-être céder la Lorraine, peut-être accorder aux deux provinces une autonomie complète. Faisons du moins preuve de bonne volonté. Scheidemann, revenant de Stockholm, après avoir pris contact avec les socialistes des pays neutres, laisse échapper un mot digne d'être retenu : « La voie de la paix est semée d'épines (1). » Tandis que le *Berliner Tageblatt* qui, au mois de janvier, acceptait le programme de paix de Wilson, continue à mener campagne contre toute annexion, un article étrangement embarrassé paraît le 4 juillet dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (2) : l'Alsace-Lorraine est la seule cause de dissentiment qui existe entre l'Allemagne et la France ; la Russie et l'Angleterre l'ont exploitée pour provoquer en France une politique agressive. La conclusion naturelle de l'article semble être qu'il y a un moyen de se concilier la France et que le moment est peut-être venu d'en user. La *Deutsche Tageszeitung* l'entend bien ainsi, et le jour même éclate en reproches : il n'y a pas de question d'Alsace-Lorraine, il est maladroit au suprême degré de laisser croire un instant que l'Allemagne en est à craindre de ne pouvoir maintenir le *statu quo*.

Toutefois, reproduisant le programme de paix de la *Correspondance socialiste internationale* qui propose le plébiscite dans certaines régions contestées, le *Vorwärts* déclare qu'il n'y a pas d'opposition irréductible entre ce programme et le sien propre (voir note précédente).

(1) Rapport présenté au parti socialiste le 26 juin au sujet du Congrès de Stockholm. Notons encore la scission devenue complète entre la majorité du parti socialiste et la minorité qui, à Gotha, au commencement de juin, s'est constituée en parti indépendant.

(2) Il s'en fallait que ce fût le premier; déjà, le 4 avril, nous trouvons dans ce même organe un article jugé volontairement obscur par le *Berliner Tageblatt*. On pourrait signaler encore l'étrange communication faite par l'agence Wolf à Berne sur des propos tenus par Fouchard, chargé d'affaires de Haïti ; le but de cette communication paraît être d'apprendre au peuple allemand que la question d'Alsace-Lorraine n'est pas purement intérieure, comme le soutiennent tous ceux qui parlent d'annexer le *Reichsland* à la Prusse ou de le diviser entre la Prusse et la Bavière.

Si la situation militaire avait à ce moment paru plus favorable à l'Entente, il est probable que le chancelier eût fini par avoir gain de cause; au moins se fût-il maintenu au pouvoir. Mais, au commencement de juillet, l'armée russe est définitivement hors de combat, et l'armée française se remet à peine de la crise pénible qu'elle a traversée. Le 7 juillet, M. Painlevé déclarait à la Chambre que d'assez longtemps nulle grande opération n'était possible. Peu de jours avant que Clemenceau prît au Sénat l'offensive contre M. Malvy, l'empereur Guillaume se laissait enfin convaincre par le parti militaire. Le 13 juillet, M. de Bethmann-Hollweg donnait sa démission ; avec lui allait disparaître le dernier espoir d'un accommodement avec la France (1). Cette démission fut naturellement saluée avec enthousiasme par le parti conservateur : l'Allemagne *respire,* dit la *Kreuzzeitung ;* la *Deutsche Tageszeitung* éprouve un *soulagement;* dans l'une et l'autre feuilles on parle des fautes, des maladresses, de l'incapacité du chancelier démissionnaire. En revanche, le *Berliner Tageblatt* assure que l'histoire rendra justice à Bethmann-Hollweg et vante les services qu'il a rendus — ou voulu rendre — au peuple, à l'Empereur, à la dynastie des Hohenzollern.

III

Les trois mois compris entre la démission de M. de Bethmann-Hollweg et le discours de M. de Kühlmann au Reichstag (13 juillet-9 octobre) sont décisifs dans l'histoire des sentiments de l'Allemagne à l'égard de la France et dans l'histoire de la guerre en général. Pendant vingt-neuf mois (1er août 1914 à la fin décembre 1916), nous avons essayé de le montrer, le désir d'une paix ménageant la France avait été assez général en Allemagne, et cette paix, qui devait à l'origine faire déchoir la France de son rang de grande puissance indépendante, était peu à peu devenue, dans l'esprit des Allemands, une paix réellement honorable pour la France : on consentait

(1) La crise se préparait d'ailleurs depuis quelque temps ; la lettre par laquelle Hindenburg mettait en quelque sorte en demeure l'empereur Guillaume de congédier le chancelier, affirmant la nécessité, pour ne pas perdre la guerre, de relever le moral du pays, est du 27 juin.

à traiter avec elle d'égal à égal. En 1917, jusqu'au 9 juillet, la lutte entre deux tendances, l'une favorable, l'autre hostile à une réconciliation avec la France, devient particulièrement aiguë. Le départ de M. de Bethmann-Hollweg est le signe que la tendance hostile prévaut. Au 9 octobre, la rupture, si l'on peut dire, est consommée : l'Allemagne déclare la guerre à la France pour la deuxième fois, et c'est maintenant une guerre à mort. A cette déclaration, la France répondra un peu plus tard en élevant au pouvoir un homme qui, lui aussi, veut « faire la guerre (1) ».

Comme s'il eût voulu enlever au départ de M. de Bethmann-Hollweg et à son remplacement par le Dr Michaëlis leur signification véritable, le Reichstag vote, le 19 juillet, sur la proposition de Fehrenbach, député du centre, la motion célèbre par laquelle il se prononce en faveur d'une paix sans annexions ni indemnités. La majorité (214 voix contre 116) comprend les socialistes, les progressistes et le centre ; seuls les conservateurs et les nationaux-libéraux ont voté contre la motion. On en reparlera souvent par la suite : toutes les fois qu'il sera utile d'étaler le désintéressement de l'Allemagne et de l'opposer à l'esprit de conquête ennemi. En fait, ni le centre, ni les progressistes ne se croient liés par cette motion ; plusieurs parmi ceux qui l'ont votée le déclareront expressément, et il est difficile de voir, dans cette séance du 19 juillet, beaucoup plus qu'une comédie bien machinée (2). Cela n'empêche pas les pangermanistes de protester avec véhémence.

Le 28 juillet, le nouveau chancelier, dans un discours au Reichstag, pose nettement une question à la France. Renoncez-vous, lui demande-t-il, à toute prétention sur l'Alsace-Lorraine ? M. Ribot répond en affirmant la nécessité de « désannexer » l'Alsace-Lorraine. Les Allemands s'indignent,

(1) Le 27 juin, offensive de Hindenburg-Ludendorff contre Bethmann-Hollweg ; le 10 juillet, offensive de Clemenceau contre Malvy. Le 9 octobre, par la voix de Kühlmann, déclaration de guerre à mort de l'Allemagne à la France. Le 13 novembre, chute du cabinet Painlevé : *incipit* Clemenceau.

(2) Au mot de comédie nous substituerions aujourd'hui celui d'intrigue. La « motion de paix » du 19 juillet, dont Erzberger fut l'auteur principal, devait faciliter les négociations déjà engagées avec le Saint-Siège à la demande, semble-t-il, de l'Autriche. Voir dans le présent volume notre étude sur *L'offre de médiation pontificale (1917)*.

et c'est l'occasion d'un nouveau déchaînement contre la France, dont la folie constitue le seul empêchement véritable à la paix. Dès ce moment, la presse allemande, la *Kreuzzeitung* en tête, manifeste une disposition à ménager l'Angleterre, tandis que, de plus en plus, elle charge la France. Alors que, dans les premières années de la guerre, l'espoir plus ou moins avoué de la majorité des Allemands était de détacher la France de l'Angleterre (et aussi de la Russie), dorénavant ce sera l'inverse : on s'efforcera de détacher l'Angleterre de la France. Cette tendance nouvelle, bien marquée dans l'accueil fait à la note du pape (1), ne cessera de se développer par la suite. Le gouvernement impérial avait donné le signal en appelant, le 5 août, M. de Kühlmann à remplacer au ministère des affaires étrangères M. Zimmerman ; toutes les personnes renseignées avaient, non sans raison, considéré cette nomination comme une sorte d'avance faite à l'Angleterre.

La politique de l'Allemagne, dans les mois qui suivent, est facile à comprendre : comme c'est l'empereur d'Autriche, son ministre Czernin, et aussi certains hommes politiques hongrois (2) qui appuient la France dans sa revendication, il faut prêter à l'Autriche-Hongrie un vigoureux appui contre son seul ennemi qui est l'Italie, puisque la Russie est hors de cause ; une grande offensive se prépare en conséquence contre les armées italiennes, et la propagande allemande use de tous les moyens pour amener un fléchissement de l'opinion dans la péninsule. On sait quel fut l'effet de cette double manœuvre : le désastre de Caporetto (24 octobre), Venise menacée, l'armée italienne refoulée sur la ligne de la Piave, où elle se renforce d'éléments français et anglais ; l'Autriche contrainte par le succès de ses armes de redevenir une alliée très loyale. En même temps, le 9 octobre, éclate au Reichstag la parole déci-

(1) On reproche au pape de vouloir remettre en discussion des questions réglées de façon définitive, comme celle d'Alsace-Lorraine, et qui n'intéressent pas *directement* l'Angleterre. La *Germania*, cependant, organe catholique, paraît admettre un instant la possibilité d'engager la conversation même sur l'Alsace-Lorraine, mais c'est une concession de pure forme, une marque de déférence donnée au pape : l'Alsace-Lorraine est allemande et doit rester allemande.

(2) Les députés hongrois dont il s'agit sont Hollo, Giesswein, le comte Karolyi, avec qui M. von Kühlmann s'entretient à Budapest en septembre ; il avait également passé à Vienne et conféré avec le comte Czernin.

sive, attendue, réclamée par les conservateurs, les nationaux-libéraux, les pangermanistes, le nouveau « parti de la patrie allemande (1) » : « La question qui met aux prises les peuples de l'Europe et leur fait répandre leur sang, ce n'est pas en première ligne la question de la Belgique (sur laquelle on savait en Allemagne que l'Angleterre ne transigerait jamais, ne pouvant accepter qu'Anvers et la côte flamande vinssent au pouvoir de l'Allemagne), c'est la question d'Alsace-Lorraine. L'Angleterre s'est engagée envers la France, cela ressort d'informations dignes de foi, à lui prêter son concours diplomatique et militaire pour obtenir la rétrocession de l'Alsace-Lorraine aussi longtemps que la France elle-même maintiendra son exigence. Telle est la situation véritable, et le moment semble venu de définir, avec calme et clarté, mais aussi avec fermeté, la manière de voir de l'Allemagne sur cette situation. A cette question : l'Allemagne peut-elle accorder à la France quoi que ce soit en Alsace-Lorraine, nous ne pouvons faire qu'une réponse : Non ! jamais (2)! »

Le sens de cette parole est très net : nous sommes prêts, dit M. de Kühlmann, à négocier avec l'Angleterre si elle renonce à soutenir les prétentions françaises. Beaucoup d'Allemands complètent sa pensée en ajoutant : nous savons que, si la France n'obtient rien en Alsace-Lorraine, elle ne fera pas la paix ou, en cas qu'elle soit obligée à la faire, recommencera la guerre tôt ou tard ; nous devons donc l'affaiblir à ce point qu'elle soit désormais impuissante. Il faut, en d'autres termes, *en finir* avec la France (3).

IV

Dans la quatrième période, la France redevient de plus en plus pour l'Allemagne l'adversaire irréconciliable et, de plus en plus aussi, ce sont les militaires qui gouvernent l'Al-

(1) Fondé à Kœnisberg, la ville prussienne par excellence, le 2 septembre, jour anniversaire de la bataille de Sedan.

(2) Discours de von Kühlmann au Reichstag, 9 octobre 1917.

(3) *Ich oder du*, en français : il faut que l'un de nous y passe, dira bientôt un écrivain allemand : G. Ost, *Unser Irrtum über Frankreich*.

lemagne. A lire les journaux d'ailleurs, les déclarations des hommes politiques notables qui représentent les partis officiellement reconnus, on constate une poussée pangermaniste, un glissement à droite (1), les socialistes indépendants faisant seuls exception. Mais, en même temps, se prépare dans l'ombre la révolution qui mettra fin au régime et précipitera la défaite. Il semble, au surplus, que les plus éclairés d'entre les auteurs de cette révolution aient eu l'espoir d'une entente avec la France.

Le discours du 9 octobre ne pouvait manquer d'avoir un grand retentissement en Allemagne. Les insatiables ne savent évidemment pas très bon gré au ministre de paraître disposé à l'abandon de la Belgique (2). En revanche, l'unanimité se refait ou a l'air de se refaire contre la France : la France est atteinte d'hystérie, de folie furieuse ; il ne reste plus qu'à lui mettre la camisole de force; son cas relève de la psychologie (ou de la pathologie) des foules. L'arrivée au pouvoir de Clemenceau est le dernier sursaut du chauvinisme français ; mais, désormais, c'est « la guerre au couteau » (*Vossische Zeitung*). D'ailleurs, la France ne mérite plus en aucune façon de ménagement : même le grand homme, si longtemps attendu, ne la sauverait pas ; elle est épuisée en hommes, en ressources; économiquement aussi elle aura cessé de compter quand la guerre prendra fin, et l'Allemagne n'a plus aucune raison d'envisager la possibilité d'une entente ultérieure avec elle.

Tel est le langage que tient une partie de la presse. Ceux-là mêmes qui ne croient pas que la France doive sortir de la guerre tellement épuisée, ne lui sont pas en général plus favorables. On lui impute à crime la vigueur même de sa résistance, on veut lui faire payer le plus cher possible l'admiration qu'elle a inspirée après Verdun. Oui, c'est vrai, ira-ton répé-

(1) Nous ne tenons compte que de la politique extérieure; à l'intérieur, le gouvernement cherche par des concessions nouvelles à se concilier les libéraux et les socialistes.

(2) Que tel soit bien le sens du discours, c'est ce que montre en particulier le langage tenu par le comte Czernin le 6 et le 7 décembre. Le ministre d'Autriche-Hongrie tient la promesse qu'on avait dû exiger de lui avant l'offensive de Caporetto. Il est plein de loyalisme allemand. « Me demande-t-on, dit-il, si nous combattons pour l'Alsace-Lorraine, je reponds : oui, certes,

tant, nous nous sommes trompés sur la France (1). Elle est redevenue l'insolente nation qu'elle fut jadis ; il y a en elle une vitalité que nous ne soupçonnions pas. D'autant plus est-il nécessaire de la briser à jamais, de la vaincre si complètement qu'elle ne puisse se relever.

Ce n'est pas un journaliste de combat, c'est un grave professeur d'université qui s'exprime comme il suit dans un discours à l'Ecole supérieure de commerce de Kœnigsberg (le 8 décembre 1917) (2) : « Les Français ont accompli de grandes prouesses dans cette guerre et ont montré une âpre endurance dont nous jugions peu capable ce peuple mobile. Le souvenir de la bataille de la Marne, celui de Verdun demeureront dans leur âme et ajouteront encore à sa fierté. La haine contre nous deviendra plus vive, prendra davantage le caractère d'une force élémentaire ; plus que jamais ils s'accrocheront à leur idée de revanche. » Conclusion : nous ne pouvons moins faire que de prendre Briey, Longwy, Belfort et le versant occidental des Vosges. Un peu plus tard, le grand industriel Thyssen réclamera Nancy.

L'attention des Allemands avisés ne cesse de se porter sur l'Angleterre, de qui l'on croit pouvoir encore attendre un retour à la raison. M. Lloyd George, à la vérité, subit, à ce que prétendent les journaux allemands, l'influence de Clemenceau, qui le « galvanise » ; cependant, le 5 janvier 1918, parlant de

nous com ttons pour l'Alsace-Lorraine, comme l'Allemagne a combattu pour Lemberg et Trieste. » Mais il admet que la Belgique reste indépendante, et, le 25 décembre, à Brest-Litowsk, se prononce pour une paix conforme à la motion Fehrenbach du 19 juillet (point d'annexions ni d'indemnités). S'il reçoit pour son discours des félicitations et des remerciements de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, il est pris à partie par les journaux allemands de droite (et même par la *Vossische Zeitung*), ce qui amène la *Neue Freie Presse* (de Vienne) à s'étonner du « manque de psychologie » des Allemands. Quant à sa déclaration de Brest-Litowsk, elle lui vaut des attaques violentes plusieurs fois renouvelées par la suite, jusqu'au jour où les révélations de Clemenceau sur son rôle dans l'affaire de la lettre au prince Sixte détermineront sa chute.

(1) Voir, par exemple, la brochure de G. Ost : *Unser Irrtum über Frankreich*, qui conclut à la nécessité d'un écrasement. L'auteur assure d'ailleurs que « l'obstination courageuse des Français s'explique en partie par une lâcheté morale profonde » ; ils ne veulent ni reconnaître leurs torts ni s'avouer vaincus ; ils n'ont pas assez de grandeur d'âme pour cela.

(2) Le professeur Erich Brandenburg.

l'Alsace-Lorraine à la Chambre des Communes, il n'a pas été bien affirmatif : il s'est borné à dire qu'il y avait lieu à une revision (*reconsideration*) de l'injustice commise en 1871. N'y aurait-il pas là une indication? On concevrait mal que l'Angleterre, si elle était rassurée sur la Belgique, voulût continuer la guerre pour donner à la France l'Alsace-Lorraine. Entre partisans et adversaires d'une paix de conciliation, la lutte se poursuit, aussi vive que par le passé ; mais ce n'est plus un rapprochement avec la France qu'on envisage, c'est une entente avec l'Angleterre. Les attaques dirigées contre M. de Bethmann-Hollweg pendant les premiers mois de 1917 se renouvellent contre le comte Hertling, le « vieux monsieur » (qui a remplacé le Dr Michaëlis au commencement de novembre), et contre M. de Kühlmann, beaucoup trop favorable à l'Angleterre, et qui, pour cette raison, devra se démettre à la fin du mois de juin.

La publication par le gouvernement Lenine-Trotsky des accords secrets de la France avec la Russie fournit, bien entendu, de nouveaux arguments à tous ceux qui ne cessent de dénoncer l'impérialisme français, tandis que la paix de Brest-Litowsk et la paix avec la Roumanie exaltent encore le sentiment que l'Allemagne a de sa force. Les révélations de M. Pichon (sur les conditions auxquelles la France aurait pu éviter la guerre), la publication du prince Lichnowsky, celle de Muehlon restent sans grand effet apparent.

Si les partis de gauche au Reichstag, à part quelques indépendants, semblent découragés (1) ; si le centre d'abord, puis les progressistes, abandonnent à l'envi l'idée d'une paix blanche ; si les socialistes eux-mêmes saluent l'offensive du printemps comme une « marche vers la paix » (*Vorwärts*), parce qu'il faut écraser un ennemi refusant de s'avouer vaincu ; si enfin les efforts des modérés se bornent à souhaiter un

(1) C'est à peine si le *Berliner Tageblatt* (3 juin 1918) ose encore conseiller la France de renoncer à son rêve décevant et lui rappeler que, « si la postérité loue le courage, elle blâme la déraison poussée jusqu'au suicide ». Le *Tag* rouge publie contre la France des articles sarcastiques. La presse en général applaudit au bombardement de Paris qui aura peut-être sur le moral des Français une action salutaire. Il est inutile de rapporter le langage des journaux pangermanistes : « Puissent, dit la *Täglische Rundschau*, les destinées de cette nation (la France) s'accomplir ! »

compromis avec l'Angleterre (1), en revanche bien des incidents tumultueux annoncent qu'une partie très considérable de la population est très lasse de la guerre. Dès le mois de janvier, des grèves, durement réprimées, ont éclaté dans les usines de munitions. Quand le parti de la Patrie allemande organise des réunions et qu'elle y convie la Ligue des mutilés et des anciens combattants, sur le patriotisme de laquelle il semble naturel de compter, au chant de *Deutschland über alles*, c'est par la *Marseillaise* que répond une partie des assistants (2). Les grandes victoires de mars-avril et fin mai, les promesses réitérées d'une « puissante paix allemande » faites par Hindenburg n'empêchent pas le découragement de se répandre de plus en plus dans la masse des travailleurs, le mécontentement de grandir dans la marine et dans l'armée (3). L'Allemagne, nous n'avons pas à le rappeler, épuisée par plus de quatre années de victoires vraies ou fausses, ne put supporter trois mois de revers militaires. Dès la fin d'octobre, les équipages de la flotte, sachant quels sacrifices nouveaux on s'apprête à leur demander, se mutinent, et c'est le commencement de la fin. Bientôt l'Empereur prend la fuite, rois et princes allemands tombent les uns après les autres, l'Allemagne capitule, et, humiliation suprême, c'est un général français victorieux qui fixe les conditions de l'armistice reconnu nécessaire par les chefs de l'armée allemande.

V

C'est la France qui a vaincu, et c'est aussi la France qui, ayant le plus souffert, demande le plus de réparations. Les

(1) Naumann, dont nous avons analysé la brochure *Deutschland und Frankreich*, écrite en 1914, et qui est en politique extérieure partisan de la modération, prononce le 25 juin un discours dans lequel il cherche à montrer qu'en dépit des grands succès militaires obtenus en mars, avril, mai, juin, il vaudrait mieux tâcher de s'arranger avec l'Angleterre. De la France il n'est plus question. La France, dit Cleinow dans les *Grenzboten*, le 28 juin, est prisonnière de l'Angleterre; sa faiblesse ne lui permet plus de conclure une paix séparée, Paris ne peut être sauvé que par les armes allemandes.

(2) A Munich.

(3) Trop de victoires, disait-on. Sur l'effet produit à l'arrière, bien avant les derniers mois de la guerre, par l'annonce constamment répétée de succès éclatants, on trouvera quelques indications dans le roman de Mme Clara Viebig : *Töchter der Hekuba*.

exigences françaises exaspèrent les Allemands. La haine de la France, constamment ravivée par un grand nombre de publicistes, croît en intensité dans presque toutes les classes de la société.

Nul développement n'est ici nécessaire ; la situation n'est que trop claire : l'entrée des troupes françaises en Lorraine et en Alsace et l'accueil que leur fait la population, les prétentions de la France sur le bassin de la Sarre et celles qu'on lui attribue sur toute la rive gauche du Rhin, l'appui donné aux Danois et surtout aux Polonais, la volonté hautement exprimée de châtier les crimes des « héros » allemands, celle de faire supporter par l'Allemagne les conséquences financières de la guerre, autant de griefs nouveaux. C'est la France, la France de Clemenceau qui empêche le ravitaillement de l'Allemagne, le relèvement économique de l'Allemagne ; c'est la France qui veut priver l'industrie allemande des matières premières les plus indispensables ; c'est la France qui s'oppose à ce que l'Autriche allemande soit rattachée à l'Allemagne ; c'est la France enfin qui, non contente de retenir indûment en captivité des soldats allemands, a entrepris une lutte criminelle contre la culture allemande, l'âme allemande, la science, l'art, l'honneur allemands. L'Angleterre, tant haïe en 1914, n'excite plus, à beaucoup près, les mêmes passions : elle est uniquement soucieuse de ses intérêts matériels, pensent les Allemands, et cette attitude, conforme à son génie, outre qu'on la *comprend,* laisse entrevoir un terrain d'entente possible (1). Les Etats-Unis, en dépit des sarcasmes dont le président Wilson a été accablé pendant la guerre, demeurent le principal espoir. Quelques-uns parmi les Allemands vont jusqu'à accepter l'idée d'un protectorat anglo-américain s'exerçant sur l'Allemagne, qui serait ainsi défendue contre les ambitions françaises (2).

Ne négligeons pas de signaler cependant le langage beaucoup moins hostile tenu par quelques Allemands. Avant même

(1) Des publications comme celle de M. Keynes sur la paix de Versailles, et le succès qu'elles obtiennent en Angleterre, montrent que ce terrain existe en effet, et bien d'autres faits pourraient être allégués.

(2) Ossenbrück, *Deutschland-Protektoral Englands und Amerikas, Flugschrift zur Erlösung aus dem Elend des Deutschen Volkes.*

la signature de l'armistice, alors que l'issue de la lutte peut paraitre encore douteuse, le *Berliner Tageblatt,* souvent accusé, il est vrai, de complaisances intéressées pour la France, parle d'un rapprochement possible entre la France démocratique et l'Allemagne, devenue elle-même un Etat démocratique ; l'idée, souvent exprimée antérieurement, que la France et l'Allemagne sont complémentaires l'une de l'autre et ont par suite besoin l'une de l'autre, fait sa réapparition dans la *Frankfurter Zeitung*et dans le *Deutsches Volksblatt,* Dans la *Vossische Zeitung* du 1er décembre 1918, Redlich s'élève contre la propagande antifrançaise et attaque au contraire l'Angleterre. Rendre la France seule responsable du malheur qui s'est abattu sur l'Allemagne, c'est alimenter la haine ; l'Angleterre n'a-t-elle pas été l'ouvrière principale de la coalition ? Et, si elle a su tirer parti dans le passé de l'idée française de la revanche, ne serait-ce pas faire son jeu dans l'avenir que d'entretenir en Allemagne la volonté d'une guerre nouvelle contre la France (1)? Nous signalerons encore le discours de Cohen-Reuss, socialiste indépendant, au Congrès des Conseils d'ouvriers tenu à Berlin le 9 avril 1919. « Nous ne voulons pas, dit-il, nous laisser entraîner à une haine sans nom contre la France... L'Alsace-Lorraine, qu'on reproche à la France d'avoir considérée comme sienne avant la signature du traité de paix, est bien réellement française en dépit de la langue... Nous voulons la réconciliation. » Ces paroles sont vigoureusement applaudies par l'auditoire qui, bien entendu, ne se compose pas de bourgeois, mais d'ouvriers ; on n'aurait pas de peine à trouver d'autres manitestations analogues. Bien que la France n'ait pas rempli l'attente des socialistes révolutionnaires, elle ne s'est pas encore aliéné toutes leurs sympathies.

(1) Le 11 novembre 1919, la même *Vossische Zeitung* publiait un article de Georg Bernhard (qui à un certain moment, avant la révolution russe, avait souhaité un rapprochement avec la Russie) et était frappée pour cette publication d'une suspension de trois jours. Georg Bernhard est partisan d'une politique dirigée contre l'Angleterre et favorable à la France; il cherche à justifier l'attitude de la France au sujet des prisonniers de guerre ; fait observer qu'Arthur Fontaine, délégué français, a, le premier, demandé l'admission des Allemands à la Conférence du travail; montre que certains Français souhaitent la collaboration de l'industrie allemande et de la française.

Il ne nous appartient pas de préjuger l'avenir et nous devons arrêter ici cette étude. Peut-être l'Allemagne continuera-t-elle de nous haïr. Comme en 1870, suivant le mot connu de l'historien Ranke, elle a « fait la guerre à Louis XIV »; peut-être voudra-t-elle, dans un avenir plus ou moins rapproché, faire la guerre à Clemenceau. Il semble cependant qu'aux yeux de certains Allemands, entre une Allemagne guérie de la Prusse et une France libérée de Sedan un accord soit au moins concevable. Un philosophe allemand, aujourd'hui décédé (1), déplorait, au commencement de la guerre, la disparition, inévitable selon lui, de ce qu'il appelait « l'idée Europe ». Mais, ajoutait-il, cette disparition ne doit pas être sans retour.

POST-SCRIPTUM

Ces lignes furent écrites, il faut le rappeler, en 1920. Depuis cinq ans la situation s'est assurément modifiée. D'une part, l'occupation de la Rhénanie, celle de Francfort, qui ne fut que momentanée, mais produisit une impression très forte, celle enfin du bassin de la Ruhr, ont fourni aux colères et aux rancunes d'innombrables occasions de se déchaîner : les moindres faits ont, comme il fallait s'y attendre, été grossis et dénaturés, la calomnie a fait son œuvre, usant de tous les moyens : presse, brochures, cinéma, théâtre. Des ligues se sont constituées tout exprès pour diffamer la France dans le monde et surexciter contre elle la haine des Allemands. D'autre part, la présence même des Français dans les régions occupées, les relations généralement correctes, parfois amicales, qui ont pu s'établir entre Français et Allemands, n'ont pas laissé d'amener un certain apaisement local et partiel. Et surtout, pour des raisons d'ordre économique et aussi d'ordre politique, l'utilité, la nécessité même d'un rapprochement franco-allemand sont, croyons-nous, clairement aperçues par beaucoup d'esprits. On ne cesse de parler

(1) Georg Simmel.

en Allemagne de *l'impérialisme* français, on prête, assez gratuitement, à la France toute sorte de prétentions à l'hégémonie, il est, pour ainsi dire, entendu qu'elle est depuis des siècles le grand trouble-fête de l'Europe; mais, en même temps, on redoute en Allemagne comme ailleurs, peut-être plus qu'ailleurs, l'affaiblissement irrémédiable, la ruine définitive qu'engendreraient pour l'Europe de nouveaux conflits, et l'on y sent de plus en plus le besoin d'une entente entre les vieilles nations européennes.

Des articles comme celui qu'a récemment publié dans les *Deutsche Stimmen* (organe bi-mensuel de la *Volkspartel*) le Dr Becker sur les *Etats-Unis d'Europe*, ne laissent pas d'avoir une certaine valeur symptomatique.

Le Gouvernement allemand et la paix

PREMIÈRE PARTIE

L'offre de médiation pontificale (1917)

Plusieurs auteurs allemands, Erzberger, MM. Hans Delbrück et Scheidemann, pour ne citer que ceux-là, ont soutenu qu'il était possible au gouvernement du Reich de conclure en 1917 une paix très acceptable ; Bethmann-Hollweg lui-même paraît assez enclin à l'admettre. Sans doute cette paix n'eût pas répondu aux désirs ambitieux des pangermanistes et du haut commandement, mais du moins elle n'eût pas imposé à l'Allemagne de sacrifices douloureux. C'eût été, pour reprendre une formule connue, « la paix sans annexions ni indemnité », et, aux yeux d'un Allemand comme M. Delbrück, une paix qui eût conservé au Reich ses limites de 1914, qui n'eût pas fait peser sur lui le fardeau des réparations, qui lui eût restitué la plus grande partie, sinon la totalité de ses colonies et n'eût contenu aucune clause de nature à contrarier son développement économique, eût été avantageuse non seulement par comparaison avec la paix de Versailles, mais même en soi et absolument. Outre qu'en 1917 la force de l'Allemagne apparaissait très grande, la coalition de ses ennemis n'ayant pu l'abattre, elle restait formidablement armée et conservait intact son outillage ; ses régions industrielles n'avaient pas souffert de la guerre ; elle fût devenue en quelques années de paix ce qu'elle était

ou tendait à être avant la guerre : la première puissance du monde dans l'ordre économique et dans l'ordre politique.

Rien d'étonnant dès lors à ce que M. Delbrück juge bien coupables les hommes qui n'ont pas su ou pas voulu faire la paix alors que l'occasion s'en offrait. Ces hommes, quels sont-ils ? L'empereur Guillaume, impulsif et changeant ; le chancelier Michaëlis, dépourvu de toute autorité personnelle, docile aux injonctions de l'état-major ; le ministre von Kühlmann, caractère peu ferme, diplomate retors, mais trop hésitant ; les chefs de l'armée enfin, Ludendorff au tout premier rang, présomptueux et malavisé.

Pour ne rien dire de Guillaume lui-même qui s'est mis en quelque sorte hors de cause par la publication de son livre *Ereignisse und Gestalten* — les mémoires d'un homme mêlé aux plus grands événements et croyant les diriger, mais à peu près incapable, semble-t-il, d'y rien comprendre, — il va de soi que Ludendorff, son second le colonel Bauer, le chancelier Michaëlis, M. von Kühlmann enfin, par la plume de son confident Nowak, repoussent ces accusations : ils ont fait tout ce qu'ils ont pu et, s'ils n'ont pas conclu la paix en 1917, c'est que la paix, à cette date, une paix sans sacrifices, n'était pas possible (1).

Nous ne prétendons pas, dans le présent travail, apporter une réponse définitive à la question pendante. Nous ne savons pas en effet si les Alliés, si la France en particulier, eussent accepté la paix sans la victoire ; c'est assez peu probable. Notre seul but est de définir, aussi exactement qu'il se pourra, l'attitude du gouvernement allemand pendant l'été de 1917. Nous nous proposons de montrer que cette attitude a manqué de netteté ; que les hommes au pouvoir ont été constamment partagés entre le désir de conclure une paix reconnue nécessaire et la crainte de faire à l'ennemi des concessions qui ne fussent pas indispensables ; qu'étant donné cet état d'esprit, leurs velléités d'un moment devaient fatalement demeurer

(1) Le docteur Helfferich (*Der Weltkrieg*, t. III) va plus loin : d'après cet auteur, si la paix ne s'est pas faite en 1917, la faute en est, non du tout au chancelier Michaëlis ou au général Ludendorff, mais à Erzberger. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette thèse.

sans résultats, si réel et si fort qu'eût pu être dans le camp adverse le courant d'opinion favorable à une paix de conciliation.

I

Il convient de résumer d'abord en quelques traits la situation de l'Allemagne vers la fin de juin 1917.

Militairement elle pouvait encore se dire, sinon se croire, victorieuse. Elle détenait à l'Est de vastes territoires conquis sur la Russie, la plus grande partie de la Roumanie, toute la Serbie ; il ne paraissait pas que les Russes fussent très longtemps en mesure de se maintenir en Galicie et en Bukovine. Sur le front occidental, l'Allemagne avait dû, à la vérité, ramener ses troupes à quelques kilomètres en arrière des positions qu'elles occupaient au commencement de l'année ; toutefois la Belgique presque entière et une large bande du territoire français demeuraient en son pouvoir. Elle disposait encore de quelques réserves, bien qu'à cet égard elle eût de justes motifs d'inquiétude ; son matériel de guerre, malgré les grèves et la rareté de certaines matières premières, ne cessait de s'accroître.

De nombreux symptômes de lassitude et de découragement s'observaient dans l'armée russe, surtout depuis la révolution, bien que numériquement elle pût paraître encore redoutable. La grande offensive franco-anglaise du mois d'avril avait à peu près complètement échoué ; le moral de l'armée française semblait sérieusement atteint par cet échec, l'opinion anglaise trahissait du mécontentement, et parfois de la méfiance, à l'égard des chefs. Les contingents américains n'arrivaient encore que par petits paquets, et des doutes étaient permis sur la valeur militaire de ces troupes inexpérimentées. La guerre sous-marine sans limitation enfin, si elle n'avait pas eu l'effet prompt et décisif promis par les « bourreurs de crânes », si elle n'avait pas en trois mois « mis l'Angleterre à genoux », avait porté à cette puissance des coups singulièrement rudes et, peut-être, fortement refroidi le désir du peuple anglais de continuer la guerre jusqu'à la victoire. L'appel solennel par lequel, le 2 mai, le roi George

invitait ses sujets à ménager les vivres, à ménager la farine, certaines phrases du discours prononcé le 29 juin à Glasgow par M. Lloyd George pouvaient passer pour des manifestations d'inquiétude. Il ne manquait ni en Angleterre ni en France d'hommes politiques très enclins à chercher avec l'ennemi un accommodement, et le « défaitisme » exerçait son action malfaisante sur l'opinion publique dans tous les pays de l'Entente.

A d'autres égards, la situation du Reich était beaucoup moins brillante. Le peuple allemand était visiblement très las de la guerre, très las des victoires sans résultat ; les souffrances causées par le blocus, la rareté des vivres, devenaient de moins en moins supportables. Surtout depuis la révolution russe, un esprit nouveau se répandait dans les masses; on l'avait bien vu au cours de la grève à laquelle, au mois d'avril, à Berlin, avaient pris part, d'après M. Scheidemann, 125.000 ouvriers des usines de munitions, réclamant la *paix*, du *pain*, une constitution *démocratique* (1). Plus exigeants encore s'étaient montrés les grévistes de Leipzig, et le chancelier Bethmann-Hollweg avait entendu de la bouche des députés socialistes, Ebert et Scheidemann, cette parole grave : la cause de cette manifestation est, à la lettre, la faim (2). Il déclare lui-même dans son livre (3) : « Le haut commandement pouvait bien tenter d'enflammer la population en faisant miroiter à ses yeux des buts de guerre grandioses. Ce n'était ni la promesse de la côte flamande, ni celle des provinces baltiques, qui pouvaient rassasier un peuple affamé, alors que s'évanouissaient les espoirs fondés sur la guerre sous-marine. On risquait au contraire de le pousser au désespoir. »

Plus terrible encore la situation de l'Autriche : le rapport adressé au souverain par le comte Czernin, le 12 avril 1917, et transmis à l'empereur Guillaume le 14, contenait ces paroles inquiétantes : « Votre Majesté m'a donné mission de faire savoir aux hommes d'Etat de l'empire allemand que

(1) SCHEIDEMANN, *Der Zusammenbruch*, p. 64.
(2) *Ibid.*, p. 63.
(3) *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 210.

nous sommes à bout de forces et que l'Allemagne n'a plus à compter sur nous à dater de la fin de l'été (1). »»

Aussi le chancelier Bethmann-Hollweg désirait-il très sincèrement qu'une voie s'ouvrît aux négociations. Sans être un homme d'Etat de grande envergure, il ne manquait pas de bon sens et voyait très clairement que « le temps travaillait pour l'Entente », surtout depuis l'entrée des Etats-Unis dans la guerre ; il comprenait à merveille quel intérêt suprême avait l'Allemagne à faire la paix, sinon en puissance victorieuse, du moins *avant* d'avoir été vaincue. Il savait aussi que la première condition à remplir était l'évacuation par les troupes allemandes et la pleine restauration de la Belgique ; cela pour lui « allait de soi (2) ». Il savait enfin que la France, avant de déposer les armes, exigerait la rétrocession au moins partielle de l'Alsace-Lorraine, et, dit-il, « la situation générale ne permettait pas l'intransigeance sur ce point (3) ». Depuis un an déjà, il en avait ou croyait en avoir l'assurance, l'empereur était disposé en principe à rendre à la France quelques districts-frontières, en cas que, par cette concession, il pût acheter la paix, et le kronprinz, en 1917, faisait plus que partager cette manière de voir.

Indépendamment des négociations engagées par l'intermédiaire du prince Sixte, négociations dont l'initiative appartenait à l'Autriche et dont le détail n'a été connu que plus tard en Allemagne, il y avait eu de divers côtés quelques efforts timides pour entrer en pourparlers avec la France et l'Angleterre quand, le 26 juin, le nonce apostolique Pacelli vint à Berlin porteur d'un message du pape Benoît XV pour l'empereur Guillaume. Bien qu'il n'y eût pas de relations diplomatiques officielles et régulières entre le gouvernement du Reich et le Saint-Siège, il importe de noter que des intermédiaires officieux avaient depuis longtemps essayé de relier par quelques fils plus ou moins secrets le Vatican et la Wilhelmstrasse. Le plus important de ces intermédiaires semble bien avoir été Erzberger, le véritable chef du parti catholique allemand. Nous le voyons dès le mois d'avril 1915

(1) Czernin, *Im Weltkriege*, p. 203.
(2) Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 209.
(3) *Ibid.*, p. 209.

entretenir le chancelier Bethmann-Hollweg et le ministre des affaires étrangères Jagow de l'intention qu'avait le pape de faire une démarche préparatoire en vue de la paix. Dans ces entretiens, l'on convint que la meilleure voie à suivre était l'envoi par le pape d'une lettre personnelle aux chefs des Etats belligérants ; et Erzberger reçut mission d'informer le Vatican que si l'empereur recevait une lettre du Saint-Père, il s'empresserait de répondre que l'Allemagne était prête à négocier (1).

En juin 1916, Erzberger est prié de communiquer officieusement au Saint-Siège que le gouvernement allemand verrait avec plaisir une intervention du pape en faveur de la paix et lui en serait reconnaissant (2).

Au mois de novembre 1916, nouveaux pourparlers ; un peu plus tard, lorsque l'Allemagne, le 12 décembre, fait son « offre de paix », le texte de cette offre est, sur le conseil d'Erzberger, envoyé au pape, « qui a saisi toute occasion d'agir dans l'intérêt de l'humanité pour mettre fin à un conflit sanglant », dans l'espoir « que l'initiative des quatre puissances (Allemagne, Autriche, Turquie, Bulgarie) trouverait auprès de Sa Sainteté un écho bienveillant, et que, dans l'œuvre de paix, elles pourraient compter sur l'appui du Siège apostolique (3) ». A la suite de cette démarche, il y eut, par l'entremise de la nonciature de Vienne, échange de dépêches entre le gouvernement du Reich et le cardinal secrétaire d'Etat Gasparri (4). Nous savons enfin par le Père Leiber, de la Compagnie de Jésus, que le cardinal Gasparri adressait le 7 mars 1917 une lettre au cardinal Hartmann, archevêque de Breslau, sur la position prise par le pape à l'égard de l'offre de paix des puissances centrales (5).

Il ne faut pas non plus perdre de vue que, depuis l'élection de Benoît XV, le parti catholique allemand, *d'accord avec le gouvernement,* cherchait à gagner le Saint-Siège à la cause de l'Allemagne, à s'assurer au moins sa neutralité bienveil-

(1) Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, p. 270.
(2) Erzberger, *ouvr. cité*, p. 271.
(3) *Ibid.*, p. 272.
(4) *Ibid* , p. 273.
(5) *Stimmen der Zeit*, janvier 1921.

lante ; des tentatives avaient été faites pour que, lors du règlement à intervenir entre les belligérants, il fût possible au pape de poser devant les puissances assemblées la question romaine et d'en lier la solution à celle des autres problèmes qu'elles auraient à résoudre. Des projets de rétablissement du pouvoir temporel avaient été élaborés (1); l'un d'eux, très détaillé, était l'œuvre personnelle d'Erzberger et avait obtenu l'agrément tant du gouvernement allemand que de l'Autriche. Erzberger s'était, en outre, ingénié à trouver quelque moyen d'assurer au pape une certaine participation, à titre de souverain indépendant, au congrès qui mettrait fin aux hostilités. C'est, semble-t-il, faire une conjecture tout à fait vraisemblable que de supposer la curie romaine au courant de tous ces projets et y prenant quelque intérêt.

Pour compléter l'histoire des négociations qui ont précédé la démarche du Saint-Siège, il faut signaler ici le voyage d'Erzberger à Vienne au mois d'avril 1917. Il a dit lui-même à l'assemblée de Weimar, le 25 juillet 1919, qu'il y avait été envoyé en mission par le gouvernement du Reich ; si, comme l'en ont accusé ses adversaires, il a en cela outrepassé la vérité (2), encore est-il certain que le chancelier et le ministre des affaires étrangères (c'était alors M. Zimmermann) ont eu connaissance de ce voyage, l'ont approuvé et facilité. A Vienne, Erzberger a conféré avec Czernin, a été reçu en audience par l'empereur Charles, *qui lui a donné connaissance du rapport si grave présenté par Czernin quelques jours avant* (3). A dater de ce moment, Erzberger peut être considéré comme définitivement acquis à la cause de la paix la

(1) Pour le détail de ces projets, voir Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, chap. XI : *Die römische Frage*. Il convient de rappeler ici que, par l'article XV du traité secret de 1915 qui liait à l'Italie la France, l'Angleterre et la Russie, ces trois pays s'engageaient *à appuyer l'Italie dans son désir de n'admettre aucune démarche diplomatique du Saint-Siège en vue de la paix, non plus qu'aucune intervention du pape* pour le règlement des questions en litige.

(2) C'est ce que dit M. de Wedel, alors ambassadeur d'Allemagne à Vienne, dans un article des *Hamburger Nachrichten*, 23 juin 1919.

(3) On a beaucoup reproché à Erzberger d'avoir divulgué le rapport dont il reconnaît avoir fait usage dans une réunion d'hommes politiques appartenant comme lui au Centre, réunion qui s'est tenue à Francfort à la fin de juillet. Si l'empereur Charles le lui avait communiqué (sous la condition de ne pas, révéler de qui il le tenait), c'était apparemment pour qu'il s'en servît.

plus prochaine et comme soutenant en Allemagne la politique de conciliation qui était celle de l'Autriche (1).

Un peu après son voyage à Vienne, Erzberger se rend en Suisse, s'y rencontre à Lucerne avec le prince de Bülow, prend contact à Olten avec les membres dirigeants de l'« Union catholique internationale » récemment constituée. Tout aussitôt, dans certains journaux catholiques de langue allemande, on commence à parler de la paix ; dès le 17 mai, la *Bayerische Staatszeitung*, organe du comte Hertling, chef du gouvernement bavarois, se prononce pour une paix sans annexions (2), et, à partir du 1er juin, il est souvent fait allusion dans la presse catholique à une méditation du pape. Déjà le 5 mai, le pape avait adressé au cardinal Gasparri une lettre, reproduite le 6 dans l'*Osservatore romano* (3), où il annonçait en quelque sorte l'intention d'intervenir. A la fin du mois, l'archevêque Pacelli, prenant possession de son poste de nonce à Münich, prononçait un discours contenant ces phrases : « Il n'a jamais paru aussi clairement qu'en cette heure de cruels soucis, combien il est nécessaire de reconstruire la société humaine sur le fondement assuré de la sagesse chrétienne, et que seul le droit public chrétien peut servir de base à une paix juste et durable. La mission de travailler à cette œuvre de pacification a été confiée à mes faibles forces à un moment peut-être unique de l'histoire. Avec le bienveillant concours de Votre Majesté (le roi de Bavière) auquel se joindra certainement la puissante collaboration du gouvernement royal, j'espère que les sages et généreux efforts du pape, mon auguste Seigneur, atteindront leur but (4). »

(1) Les ennemis d'Erzberger, l'ambassadeur von Wedel (article précité), M. de Graefe à l'Assemblée de Weimar, le docteur Helfferich enfin, l'ont accusé de s'être laissé corrompre par le gouvernement autrichien ; nous ne chercherons pas à éclaircir ce point de détail. Il est fort admissible, bornons nous à cette observation, qu'Erzberger ait cru en toute sincérité servir la cause de l'Allemagne en adoptant le point de vue autrichien.

(2) *Après* la publication de l'article toutefois, le comte Hertling déclara n'en pas vouloir assumer la responsabilité.

(3) Une traduction de cette lettre a paru le 27 mai dans la *Germania*, le grand journal catholique allemand. On la trouvera dans l'opuscule intitulé *Papst Kurie und Weltkrieg, historisch-kristische Studie von einem Deutschen.*

(4) D'après le texte donné par la *Germania*, 3 juin 1917.

Ce discours du nonce à son entrée en fonctions peut être considéré comme préparant l'entretien fort important qu'il eut le 26 juin avec le chancelier Bethmann-Hollweg (1). L'envoyé du Saint-Siège fit ressortir l'intérêt qu'il y aurait à ce que le pape fût pleinement renseigné sur les intentions de l'Allemagne, afin de pouvoir, le moment venu, agir avec sûreté en vue de la paix. « Encouragé, dit Bethmann-Hollweg, par mon approbation, le nonce me posa une série de questions précises sur nos buts de guerre et nos conditions de paix. A la façon dont se succédèrent ces questions, j'eus l'impression, qui se confirma plus tard, qu'il ne s'agissait pas d'une conversation n'engageant à rien sur les possibilités de paix, mais que le nonce s'acquittait auprès de moi d'une mission bien définie. Comme, d'autre part, la situation générale, telle que je la voyais, n'excluait nullement toute possibilité de négociations, je fus convaincu que, par des réponses aussi précises que possible aux questions posées, je pouvais établir les bases sur lesquelles on traiterait de la paix, et que cette paix, l'Angleterre et ses alliés l'accepteraient (2). »

Dans ses réponses, Bethmann-Hollweg vise trois points principaux :

1° *Limitation des armements.* — L'Allemagne l'accepte en principe, pourvu qu'elle soit commune à toutes les puissances.

2° *Indépendance de la Belgique.* — L'Allemagne est prête à la restaurer, mais n'admettra pas que la Belgique tombe dans la dépendance politique, militaire et financière de l'Angleterre et de la France.

3° *Alsace-Lorraine.* — Si la France est disposée à s'entendre avec l'Allemagne, ce n'est pas l'Alsace-Lorraine qui sera un obstacle insurmontable. L'Allemagne consentira à faire certaines concessions en échange de certaines autres. Des rectifications de frontière peuvent être envisagées.

Après son entretien avec le chancelier, le nonce se rendit

(1) Bethmann-Hollweg a raconté cet entretien : 1° dans un article de la *Deutsche Allegemeine Zeitung*, 29 février 1920, article reproduit dans Ludendorff, *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 419 ; 2° dans les *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 210. Les deux récits ne diffèrent pas sensiblement.

(2) Bethmann-Hollweg *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 211, 212.

au G. Q. G., où il fut reçu par Guillaume le 29 juin; l'entrevue a été racontée par Guillaume lui-même dans *Ereignisse und Gestalten*, chapitre XI ; son récit, assez amusant, concorde à peu près avec le compte rendu donné par M. Scheidemann dans la brochure *Papst, Kaiser und Sozialdemokratie in ihren Friedensbemühungen im Sommer* 1917. Ce qui en ressort le plus clairement, c'est que Guillaume désire très fort une intervention du pape en faveur de la paix et fait valoir pour l'obtenir trois arguments principaux :

1° Le Saint-Siège ne peut, par cette intervention, que gagner en importance politique. Une occasion superbe s'offre à lui de soumettre au monde et de régler de façon satisfaisante son litige avec l'Italie pendant depuis un demi-siècle.

2° Ce que l'Eglise romaine ne ferait pas, une autre organisation internationale pourrait le faire. Déjà il y a eu le Congrès de Stockholm ; un peu partout, les socialistes multiplient leurs efforts pour amener la cessation des hostilités. Or il serait désastreux pour Rome qu'une organisation internationale à visées révolutionnaires rendît à l'humanité un service que le chef de l'Eglise aurait refusé de lui rendre.

3° Nul plus que le Souverain Pontife, vicaire de Jésus-Christ, n'est qualifié pour restaurer la paix parmi les hommes. Alors même qu'il y aurait péril à intervenir, le pape se doit à lui-même, doit à son divin maître, de braver ce péril.

L'entretien du nonce avec Bethmann-Hollweg avait eu un tour sérieux (1). Avec ce personnage de théâtre qu'est Guillaume II, l'entrevue tourne à la comédie. Le contraste est plaisant entre l'enflure impériale et les propos prudents du vicaire qui accompagne monsignore Pacelli, paraît craindre que son chef ne s'engage trop, redoute une explosion de colère de la populace romaine et ne cesse de s'exclamer : *La Piazza! La Piazza!* Sans nous arrêter à ce côté du sujet, observons que Bethmann-Hollweg ne pouvait manquer de se poser et s'est posé en effet des questions graves. Le nonce, représentant officiel du Saint-Père, n'avait-il pas reçu des puissances ennemies mission de pressentir l'Alle-

(1) D'après Bethmann-Hollweg, le langage qu'il tint au nonce parut lui plaire, et Helfferich dit tenir du nonce lui même qu'il en fut très satisfait (*Der Weltkrieg*, t. III, p. 147).

magne ? Fallait-il voir dans sa démarche une sorte de première ouverture faite indirectement par l'Entente ? A défaut d'un accord défini, n'y avait-il pas eu du moins échange de vues entre le Vatican et le gouvernement soit de la Grande-Bretagne, soit de la France? Il semblait naturel d'admettre, dit Bethmann-Hollweg, qu'une diplomatie aussi prudente et avisée que la diplomatie pontificale, avant de rien tenter du côté allemand, avait dû s'assurer que dans le camp adverse existait le désir de traiter à des conditions acceptables pour l'Allemagne. Toutefois le chancelier se garde de rien affirmer, et le Père Leiber, dans l'article ci-dessus cité, observe la même prudence. Autant qu'on en peut juger d'après les documents publiés jusqu'ici, le Saint-Siège agissait sans accord préalable avec aucune des puissances de l'Entente, bien qu'il eût évidemment cherché à se renseigner sur l'état des esprits en France et en Angleterre. Parmi les Etats belligérants, le seul qui ait pu connaître d'avance et même solliciter la démarche du pape est l'Autriche (1).

II

La visite du nonce à Berlin, ses entretiens avec le chancelier et l'empereur ont eu pour suite, à un mois de distance, la note du 1er août par laquelle le pape, s'adressant aux chefs

(1) Il paraît assez vraisemblable que la visite du nonce Pacelli et l'envoi par le pape d'une lettre à l'empereur Guillaume aient été sollicités par le gouvernement autrichien après l'échec des tentatives faites pour négocier avec la France et l'Angleterre par l'intermédiaire du prince de Parme. Ludendorff (*Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 418) fait observer que, dans un discours prononcé, le 11 décembre 1918, Czernin présente la résolution votée par le Reichstag, le 19 juillet, comme une réponse à la démarche du Saint-Père, et, d'autre part, prétend avoir poussé Erzberger à proposer au Reichtag le vote de cette résolution. C'est pourquoi Ludendorff, d'accord en cela avec plusieurs journalistes français, considère l'action du Saint-Siège comme une manœuvre concertée avec l'Autriche. Le sénateur américain Sherman, dans un discours du 10 juin 1919, a nettement affirmé que la note papale du 1er août, dont nous allons avoir à nous occuper, fut rédigée à l'instigation de l'Autriche. Le cardinal Gasparri a protesté, sans donner d'autres preuves que le texte même de la note où il est dit que le pape ne vise aucun but politique et agit dans l'intérêt non d'une puissance, mais de toute l'humanité. L'intérêt de l'humanité ne pouvait-il, aux yeux du pape, s'accorder pleinement avec celui de l'Autriche et celui de la papauté?

des Etats belligérants, traçait à grands traits un tableau de ce que pourrait être la paix. Toutefois plusieurs événements graves s'intercalent entre le 29 juin et le 1er août, et, avant d'en venir à la note du pape, il nous faut examiner ces faits et en mesurer la portée. Nous voulons parler de la démission de Bethmann-Hollweg remplacé par Michaëlis, de la résolution de paix votée par le Reichstag, enfin des succès remportés par les armes allemandes et autrichiennes contre les Russes.

Sans entrer ici dans aucun détail, il importe de noter :

1° Que le départ de Bethmann-Hollweg a été demandé, voire exigé par le haut commandement (1).

2° Que, loin de soutenir le chancelier, le parti du Centre et, en particulier, Erzberger l'ont combattu (2).

3° Qu'après le départ de Bethmann-Hollweg, l'intention première de l'empereur fut de confier le poste de chancelier au comte Hertling, et que ce dernier refusa, parce qu'il ne se sentait pas de force à mener le combat contre le haut commandement, c'est-à-dire comte Ludendorff (3).

4° Que le docteur Michaëlis, désigné après le refus de Hertling, semble avoir été choisi en raison même de ce qu'on pourrait appeler sa neutralité : personnage de second plan, témoin et non acteur jusque-là du drame européen, il avait pour mission de trouver quelque accommodement entre la majorité du Reichstag résignée à une paix de *statu quo* et

(1) Le 12 juillet, le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff adressaient à l'empereur des lettres par lesquelles ils déclaraient se démettre de leur commandement en cas que Bethmann-Hollweg restât au pouvoir.

(2) Le 12 juillet également, le parti du Centre déclare que le maintien du chancelier Bethmann-Hollweg, au pouvoir quand la guerre avait éclaté, est de nature à rendre plus difficile le rétablissement de la paix. C'est en grande partie sur cette déclaration que se fonde Helfferich pour accuser Erzberger d'avoir, par ses louches manœuvres, empêché l'ouverture des négociations en 1917. Bethmann-Hollweg, dit-il, inspirait confiance, et il invoque à ce propos le témoignage de M Gérard, ex-ambassadeur des Etats-Unis à Berlin : *It would have been easier for Germany to make peace with von Betmann-Hollweg at the helm. The whole world knows him and honours him for his honesty.* Mais Helfferich oublie ou feint d'oublier l'hostilité déclarée du haut commandement contre ce même Bethmann-Hollweg et la paix de renoncement dont il était partisan. Helfferich lui-même eût-il, en 1917, accepté les conditions auxquelles la paix semblait possible ?

(3) D'après le livre publié par le capitaine de cavalerie, comte Hertling, fils du chancelier : *Ein Jahr in der Reichskkanzlei*, p. 12, 13.

l'état-major qui ne voulait pas renoncer à tout accroissement de territoire.

5° Que la « résolution de paix sans annexions » votée par le Reichstag le 19 juillet, sur l'initiative du parti catholique, malgré son accord apparent avec la politique du chancelier démissionnaire, ne pouvait guère servir efficacement la cause de la paix. Les ennemis de l'Allemagne devaient y voir ou bien une manœuvre trompeuse ou bien un aveu de faiblesse, et, à l'intérieur, c'était la fin de l' « union sacrée » (*Burgfrieden*). Le commentaire dont Michaëlis accompagna le vote n'était pas de nature à inspirer confiance. Que dit-il en effet ? Après avoir parlé des frontières du Reich dont la sécurité devait être assurée à perpétuité (*für alle Zeit sichergestellt*), d'une paix de conciliation et de compromis (*Ausgleich*) excluant toute guerre économique future, il ajoute : Ces buts de guerre, il est possible de les atteindre dans le cadre de votre résolution telle que je l'interprète (*wie ich sie auffasse*). Comment la comprenait-il ? La suite de cette étude le montrera. Il suffit pour le moment de signaler la *prudence* de ce langage : nous sommes prêts à faire une paix sans annexion, mais nous voulons assurer à jamais la sécurité de nos frontières ; nous sommes tout disposés à nous montrer conciliants, mais si nous renonçons à quelque chose que nous tenons déjà ou espérons prendre, il nous faut des compensations ; j'approuve les termes de votre résolution, mais je me réserve de les interpréter à ma façon (1). Il était évident que non seulement les conditions acceptées ou offertes par l'Allemagne ainsi représentée dépendraient de la situation militaire et des espérances qu'elle paraitrait justifier, mais qu'en outre la marche des négociations serait hésitante et tortueuse : le chancelier éviterait le plus possible de s'engager, reprendrait d'une main ce qu'il donnerait de l'autre, et verrait venir les adversaires plutôt qu'il n'irait au-devant d'eux.

Il faut ajouter que, militairement, le mois de juillet fut marqué par des succès qui ne pouvaient manquer d'apporter une force nouvelle au parti de la guerre, et qu'au cours de

(1) Dès le 21 juillet, fêtant au Queenshall l'indépendance de la Belgique, Lloyd George, dans un grand discours, montrait sans peine ce que ce langage avait d'équivoque.

son voyage au front oriental où il assista aux combats victorieux livrés par ses troupes sur le Sereth, l'empereur Guillaume se rencontra près de Cracovie avec l'empereur Charles ; il est permis de croire que le souverain allemand ne négligea rien pour fortifier le moral de son allié et lui donna dès ce moment l'assurance d'un secours efficace contre l'Italie ; peut-être fut-il déjà question entre eux de l'offensive vigoureuse qui, au mois d'octobre, devait aboutir pour l'Italie au désastre de Caporetto.

En provoquant enfin dans les rangs du parti conservateur et militaire un mouvement d'indignation, le vote du Reichstag avait déterminé un raffermissement au moins momentané de l'opinion, et plusieurs, parmi ceux-là mêmes qui avaient voté la résolution, ont paru ensuite disposés à se rétracter, ou du moins à se réserver, à l'exemple du chancelier Michaëlis, une très grande liberté d'interprétation (1).

Si le pape Benoît XV, dit le Père Leiber (2), crut devoir, en dépit des circonstances peu favorables, rédiger le 1er août la note aux chefs des Etats belligérants, c'est qu'il ne voulait rien négliger de ce qui pouvait servir la cause de la paix, mais il était sans illusions sur le succès réservé à sa tentative. Peut-être le Père Leiber exagère-t-il un peu : dans le courant du mois d'août, la curie romaine paraît avoir eu tout le moins un moment d'espoir. Les négociations entre le Saint-Siège et le gouvernement du Reich s'étaient d'ailleurs poursuivies pendant le mois de juillet. D'après Erzberger (3), le nonce Pacelli aurait même fait un nouveau voyage à Berlin et eu, à la date du 24 juillet, un entretien avec le chancelier Michaëlis, récemment entré en fonctions. A tout le moins une note sur les conditions de la paix fut-elle remise par le nonce au gouvernement allemand peu de jours après le vote du Reichstag et cette note donna lieu à une correspondance

(1) Il y a lieu de signaler ici la formation d'un *parti de la patrie* hostile à toute paix de renoncement. L'assemblée constitutive se tint, dans la ville prussienne par excellence de Kœnigsberg, le 2 septembre, jour anniversaire de Sedan, mais elle fut l'aboutissement d'un travail de propagande commencé depuis plusieurs semaines et où se distingua M. Kapp, futur auteur du « putsch » militaire de 1920.

(2) Article cité.

(3) *Erlebnisse in Weltkriege*, p. 294.

assez active entre le ministère des affaires étrangères et le représentant du Saint-Siège (1). Ainsi préparée l'intervention désirée par Guillaume et sollicitée selon toute vraisemblance par l'Autriche se produisit à peu près dans la forme que faisait prévoir l'entretien du nonce Pacelli avec Bethmann-Hollweg.

Après avoir célébré les mérites peu contestables d'une paix juste et durable, le pape parlait, pour l'avenir, d'un désarmement partiel et du recours à l'arbitrage pour régler les différends d'Etat à Etat. Quant au présent et pour mettre fin à la guerre, il préconisait en premier lieu le renoncement des puissances à toute indemnité ou réparation, l'évacuation de la Belgique et la reconnaissance de sa souveraineté pleine et entière, la restitution à l'Allemagne de ses colonies; pour les territoires contestés entre la France et l'Allemagne d'une part, l'Italie et l'Autriche de l'autre, il concevait la possibilité d'un arrangement amiable. Au total, les conditions de

(1) Sur le contenu de la note et la correspondance qui suivit nous sommes renseignés par la brochure de Scheidemann : *Papst. Kaiser und Sozialdemokratie in ihren Friedensbemühungen im Sommer 1917*. Dans la note sept points étaient visés : 1° liberté des mers ; 2° limitation des armements ; 3° institution d'un tribunal d'arbitrage ; 4° Belgique ; 5° intérêts économiques ; 6° frontières italo-autrichienne et franco-allemande ; 7° Pologne, Serbie, etc. Au sujet du plus important de ces sept points, le quatrième, la note du Vatican disait : « L'Angleterre rend à l'Allemagne les colonies allemandes. En échange l'Allemagne évacue : *a*) le territoire français actuellement occupé ; *b*) la Belgique dans toute son étendue. La pleine indépendance militaire, politique, économique, de la Belgique tant à l'égard de l'Allemagne qu'à l'égard de l'Angleterre et de la France, devra être assurée par des garanties appropriées à établir de concert. » Là-dessus le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Zimmermann, aurait fait, le 24 juillet, l'observation suivante : « Il n'est point parlé de la restitution de *toutes* les colonies allemandes. De plus la concession demandée à l'Allemagne, même au cas que toutes ses colonies lui soient restituées, n'est pas en rapport avec celle de l'ennemi. Il nous faudrait en effet, en ce qui concerne la Belgique, stipuler des garanties pour *nous* et non pour la Belgique. »

Le 23 juillet, M. von Bergen, directeur au ministère des affaires étrangères, déclare au chancelier qu'il a remercié le représentant du pape de la démarche faite par le Saint-Siège et annoncé l'envoi, après examen approfondi, d'une réponse aux questions posées dans la note. Cette réponse tardant à venir, le nonce télégraphie le 4 août qu'il a reçu du cardinal secrétaire d'Etat mission de venir à Berlin pour poursuivre oralement l'entretien. Le même jour, il est prié télégraphiquement de ne pas se déranger, et on lui fait espérer que la réponse attendue lui sera envoyée au bout d'une semaine.

paix proposées par le pape ne différaient guère de celles qui paraissaient avoir obtenu l'agrément du Reichstag le 19 juillet. C'est pourquoi on a, dans les pays de l'Entente, été enclin à considérer le Saint-Siège comme ayant agi sinon à l'instigation de l'Allemagne, du moins de concert avec elle, ce qui n'est pas vrai à la lettre, la réponse à la note préparatoire du 24 juillet n'étant pas encore arrivée au Vatican le 1er août (1), mais n'est pas non plus entièrement faux.

Il convient, avant d'examiner l'accueil fait par l'Allemagne à la note du pape, de signaler l'échange de lettres et de télégrammes dont elle fut l'occasion entre le gouvernement de la Grande-Bretagne et son représentant auprès du Saint-Siège, le comte de Salis (2).

Le 9 août (3), le comte de Salis transmettait au Foreign

(1) Voir p. 51 note.

(2) Pour toute cette partie de notre travail, nous nous appuyons sur le fascicule des *Papers presented to Parliament by Command of His Majesty* (alias *Blue Book*) qui porte comme titre spécial : *The Peace proposals made by His Holiness the Pope to the belligerent powers in August 1917 and Correspondence relative thereto.* Ce fascicule a été publié en 1919 et porte le n° 261.

(3) On peut se demander pourquoi la note du pape étant rédigée le 1er août, on a attendu plus d'une semaine pour la porter à la connaissance du gouvernement britanique et de ses alliés. Nous croyons trouver dans les documents cités et en partie reproduits par M. Scheidemann (*loc. cit.*) l'explication de ce retard.

Le Saint-Siège désirait pouvoir annoncer à l'Entente que l'Allemagne était prête à restituer à la Belgique son territoire et à reconnaître son indépendance. Il attendait donc très impatiemment une réponse du gouvernement allemand aux conditions proposées par le nonce dans sa note du 24 juillet. Or, le 4 août, cette réponse n'était pas encore arrivée, et le cardinal Gasparri avait chargé Pacelli d'aller la chercher à Berlin ; mais de Berlin on demande un nouveau délai d'une semaine. Le 5, le nonce télégraphie au chancelier : « Veuillez me faire savoir sans retard si vous avez quelque objection à présenter aux principales propositions du Saint-Siège. » L'urgence était d'autant plus grande qu'une conférence des chefs des gouvernements alliés (MM. Lloyd George, Ribot, Sonnino, etc.) allait s'ouvrir à Londres. Il ne paraît pas qu'aucune réponse ait été envoyée de Berlin avant le 8, mais, le 8, M. von Bergen télégraphie au nonce : « Nous demandons d'attendre, avant toute démarche nouvelle, d'avoir reçu notre réponse. J'espère pouvoir samedi prochain (le 11) m'entretenir avec Votre Excellence à Münich. » Le représentant du Saint-Siège répond télégraphiquement : « Il est maintenant douteux que nous obtenions le résultat souhaité, car, d'après les journaux, la conférence des ministres de l'Entente s'est réunie le 7 à Londres. » En même temps, il avise évidemment du retard le cardinal Gasparri, qui se décide le 9 à communiquer officiellement la note papale au gouvernement britannique *avant* d'avoir reçu la déclaration nette qu'il attendait de l'Allemagne.

Office, en même temps que la note papale, une lettre d'envoi du cardinal Gasparri au roi George; dans cette lettre, le cardinal demandait au souverain britannique de vouloir bien communiquer la note au président de la République française, au roi d'Italie, au président des Etats-Unis, ainsi qu'à d'autres chefs d'Etats alliés.

Le 21, télégramme de M. Balfour au comte de Salis : une note sur papier sans en-tête (1) contenant une version française de ce télégramme fut remise, le 23 semble-t-il (2), par

Peut-être espérait-il que cette déclaration serait faite le 11 ou le 12, alors que sa lettre au roi George, envoyée par la poste, ne serait pas encore parvenue à destination. Du moins comptait-il pouvoir la produire quand le représentant de la Grande-Bretagne auprès du Vatican viendrait s'entretenir avec lui.

(1) On a prétendu en France, et aussi en Italie, que le comte de Salis avait remis au cardinal Gasparri la lettre même de M. Balfour, après avoir pris soin de couper l'en-tête avec des ciseaux qui, par une heureuse coïncidence, se seraient trouvés sur la table du cardinal. L'absurdité de ce récit est flagrante : le comte de Salis avait reçu de Londres un *télégramme chiffré rédigé en anglais* ; il a donné au cardinal une note en français reproduisant les instructions venues de Londres. Le seul détail dont on puisse admettre l'exactitude est que le papier sur lequel M. de Salis avait d'avance rédigé la note ne portait pas d'en-tête (cf. Spahn, *Die päpstliche Vermittlung* p. 101).

(2) La date du 23 est celle qui ressort des documents anglais que nous avons sous les yeux. Mais n'y a-t-il eu, avant le 23, aucune communication *verbale* faite par le comte de Salis au cardinal Gasparri ? Il paraît naturel d'admettre que le gouvernement anglais, ayant reçu le 13 les propositions du pape, n'a pas attendu jusqu'au 21 pour donner à tout le moins un avis de réception. Or M. Scheidemann (*loc. cit.*, p. 17) reproduit le texte d'un télégramme expédié *le 22* par Michaëlis à M. von Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, et ainsi conçu : « D'après une communication confidentielle du cardinal Gasparri, transmise par le représentant du Saint-Siège, le ministre anglais auprès du Saint-Siège aurait déclaré : le roi d'Angleterre a fait aux propositions de paix du Saint-Père un accueil qui témoigne de sa sincère admiration pour les sentiments élevés et bienveillants qui les ont inspirées Le gouvernement anglais les examinera avec le plus grand soin, et la plus sérieuse attention. »

C'est là évidemment une réponse toute de convenance diplomatique et fort peu compromettante, que le comte de Salis a pu transmettre au Vatican *avant* d'avoir reçu les instructions qui lui étaient nécessairee pour engager une conversation sérieuse. On observera que Michaëlis continue en ces termes : « A mon avis nous devons nous efforcer de faire retomber tout l'odieux de l'échec éventuel de la tentative sur nos ennemis et de les mettre dans leur tort, comme ce fut le cas au mois de décembre quand nous offrimes la paix. Je me propose donc de conduire cette affaire d'une façon assez *dilatoire*, d'attendre, avant d'envoyer notre réponse définitive, qu'une connaissance exacte des dispositions [ennemies] nous permette de prendre une position conforme à nos intérêts, etc. »

le comte de Salis au cardinal Gasparri. Nous croyons devoir, en raison de son importance, reproduire intégralement ce document :

« Nous n'avons pas encore eu l'occasion de consulter nos Alliés au sujet de la note de Sa Sainteté, et nous ne sommes pas à même de nous prononcer au sujet d'une réponse à donner aux propositions de Sa Sainteté quant aux conditions pouvant assurer une paix durable.

« A notre avis, aucun acheminement vers ce but n'est possible tant que les Puissances centrales et leurs Alliés n'auront pas déclaré officiellement les fins qu'ils poursuivent par la guerre, ainsi que les restaurations et réparations qu'ils sont prêts à faire, et les moyens qui pourraient garantir désormais le monde contre le renouvellement des horreurs dont il souffre actuellement. Même pour ce qui concerne la Belgique — et dans ce cas ces Puissances ont reconnu elles-mêmes être dans leur tort, — nous n'avons jamais eu connaissance d'une déclaration précise de leurs intentions de rétablir sa complète indépendance et de réparer les dommages qu'elles lui ont fait subir.

« Son Eminence n'aura sans doute pas perdu de vue les déclarations faites par les Alliés en réponse à la note du président Wilson. Ni de l'Autriche, ni de l'Allemagne, il n'y a jamais eu de déclaration équivalente. Un essai de mettre d'accord les belligérants paraîtrait inutile jusqu'à ce que nous connaissions clairement leurs points de divergence (1). »

Quand le comte de Salis eut communiqué cette note au cardinal Gasparri, Son Eminence crut pouvoir répliquer que l'Allemagne avait *déjà* annoncé l'intention de restituer à la Belgique son territoire et de reconnaître son indépendance, et, comme le comte de Salis le contestait, le cardinal invoqua la résolution votée le 19 juillet par le Reichstag en faveur d'une paix sans annexion (2). « Le Reichstag ne gouverne

(1) Ce document est donné en français par Michaelis, *Für Staad und Volk*, p. 343. Si l'on en compare le texte au texte anglais reproduit dans le *Blue Book*, on constate qu'il n'y a aucune différence quant au sens du message. Seul l'ordre des mots et des phrases n'est pas rigoureusement le même.

(2) Cette réponse du cardinal Gasparri montre clairement qu'il n'avait pas

pas l'Allemagne, fit observer avec grande raison le comte de Salis, et nous ne possédons aucun texte authentique de la résolution du Reichstag. »

La France cependant ne pouvait évidemment pas se désintéresser des conversations qui s'engageaient entre le gouvernement anglais et le Saint-Siège : l'entente, sinon l'unité de front, était nécessaire sur le terrain diplomatique aussi bien que sur les champs de bataille.

Le gouvernement français, qui avait à Rome, sinon auprès du Saint-Siège, un représentant, eut, sans aucun retard, connaissance des instructions envoyées le 21 au comte de Salis : le 22, M. de Fleuriau, chargé d'affaires de France à Londres, allait trouver lord Robert Cecil; il était chargé par M. Ribot d'exprimer le regret qu'éprouvait le gouvernement français de n'avoir pas été consulté avant l'envoi de ces instructions. Il ajouta que le gouvernement français désirait fort s'associer à la démarche faite auprès du Saint-Siège par le représentant de la Grande-Bretagne. Lord Robert Cecil télégraphia donc le 23 au comte de Salis : « Veuillez informer le cardinal secrétaire d'Etat que le gouvernement français m'a fait part de son désir d'être associé aux vues contenues dans le télégramme de M. Balfour du 21. »

C'est ainsi que le comte de Salis put avoir, dès le 24, avec le cardinal Gasparri, un nouvel entretien, où il lui fit part du désir manifesté par la France. Le cardinal pria le représentant de l'Angleterre de transmettre à son gouvernement la réponse suivante : « Le secrétaire d'Etat se réserve de répondre au télégramme [de M. Balfour] après avoir reçu du gouvernement allemand la déclaration officielle qu'il lui a demandée concernant la Belgique. »

Le comte de Salis fait suivre ce message des lignes suivantes, qu'il faut lire avec grand soin :

« Je désirais éviter toute déclaration qui aurait pu être prise comme un encouragement donné à une discussion, de quelque sorte qu'elle fût, avec le gouvernement allemand, et cependant je ne pensais pas pouvoir opposer d'objection

reçu du gouvernement allemand la déclaration si instamment réclamée par le nonce Pacelli.

directe à ce mode d'action; c'est pourquoi, comme le cardinal me demandait ce que j'en pensais, je répondis qu'une déclaration relative à la Belgique paraissait désirable. Toutefois Son Eminence devait se rappeler que ce n'était qu'un des nombreux points en litige entre les Puissances belligérantes; un point qui avait assurément pour nous, Anglais, une importance toute spéciale (1). »

Quiconque a un peu l'habitude de lire et d'interpréter les documents du genre de celui que nous avons ici (un télégramme chiffré que le gouvernement qui le publie ne reproduit jamais textuellement) comprendra quelle a été l'attitude du comte de Salis et en reconnaîtra la loyauté à l'égard de la France. Il remplit sa mission, qui est de faire comprendre que, pour l'Angleterre, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Belgique est de beaucoup ce qui importe le plus, peut-être la seule condition essentielle; il sait que le Vatican transmettra la nouvelle à l'Allemagne et que le gouvernement du Reich sera tenté d'y voir une ouverture faite par l'Angleterre. Il sait aussi que la France ne peut se contenter à si bon marché. En conséquence, il ne veut point paraître encourager le cardinal Gasparri à engager des négociations, et il ne peut pas non plus le lui interdire (2).

(1) Voici le texte anglais : *I was desirous of avoiding any statement which might seem to give encouragement to any kind of discussion with the German Government — a course to which however, I did not consider I could property offer any direct objection, — and therefore, on his enquiring my views, I replied that a declaration on the question of Belgium appeared to be desirable. He should remember that this point was only one of many at issue between the belligerent Powers ; it was however one of special importance to us.*

(2) Si réservée qu'ait été l'attitude du comte de Salis, le gouvernement français ne laissa pas de s'émouvoir. Le 26, l'ambassade de France à Londres envoyait au Foreign Office une note à ce sujet : « Mon gouvernement s'était associé à la communication faite par M. de Salis au Vatican parce qu'elle devait être verbale et qu'elle avait chance de rendre inutile une réponse plus explicite. Or la démarche faite a comporté la remise au cardinal Gasparri d'un document écrit et a entraîné une discussion au sujet du sort de la Belgique. Ce n'est pas ce que nous désirions, et il est à craindre que nous soyons entraînés beaucoup plus loin que nous ne le voudrions. M. Ribot me prie de vous faire connaître ses appréhensions et de vous dire qu'il ne saurait se laisser conduire dans la voie où le Vatican paraît vouloir l'entraîner. Il espère que le gouvernement britannique partage ses appréhensions et donnera à M. de Salis des instructions en vue de décourager toute tentative ultérieure du cardinal secrétaire d'Etat tendant à une intervention officieuse entre les belligérants. » Lord Robert Cecil adressa aussitôt au comte de Salis

Le Saint-Siège se trouvait donc en possession d'une note exprimant plus ou moins complètement la manière de voir du gouvernement britannique sur les conditions auxquelles les puissances de l'Entente pourraient entrer en pourparlers avec les puissances centrales. Et d'après les termes de la communication transmise par M. de Salis, il pouvait dire que la

un nouveau télégramme répondant à la fois au désir de la France et, autant qu'on en peut juger, à celui du comte lui-même. « En cas que l'on vous demande votre opinion, vous devrez vous abstenir d'en exprimer aucune. Il n'est pas désirable que nous intervenions en aucune façon dans les négociations entre le pape et le gouvernement allemand. »

Il n'est pas de notre sujet de rechercher si le cabinet anglais présidé par M. Lloyd George fut, pendant cet été de 1917, réellement sur le point d'entrer en pourparlers avec l'Allemagne, en se contentant d'une déclaration formelle relative à la Belgique. Quelques Allemands, en particulier Erzberger, et aussi quelques Anglais, l'ont affirmé. Nous ne pouvons que citer ici un article de Leo Maxse paru dans la *National Review* en septembre 1919 : *What every German does not know.* Le ton de cet article, qui est tout de polémique, et de polémique violente, ne nous permet pas d'y voir autre chose qu'une interprétation propre à son auteur, et sans doute abusive, des documents publiés par le gouvernement anglais. Tout ce que l'on peut dire à notre avis, c'est qu'il eût été difficile au gouvernement britannique de résister au courant pacifique déjà fort en Angleterre, si l'Allemagne avait eu l'habileté de répondre à la note du pape comme l'espérait le cardinal Gasparri.

Nous ajouterons cependant que les attaques de M. Leo Maxse reposent au moins en partie sur une erreur de date. Cet auteur, nous ne savons pourquoi, prétend que, dès le 13 août, un représentant du Saint-Siège communiquait à l'Allemagne la note remise par le comte de Salis au cardinal seulement le 23 d'après les documents officiels. Il y aurait donc eu entre Londres et Rome une correspondonce secrète *non publiée*. Mais la lettre du nonce Pacelli à Michaëlis (voir plus bas) est du 30 août, et il n'y a en conséquence aucune raison d'admettre un échange de télégrammes restés secrets entre le Foreign Office et son représentant auprès du Vatican.

Observons encore que M. Leo Maxse, qui attaque violemment le cabinet Lloyd George, reconnaît en même temps la correction d'attitude du comte de Salis. Si nous insistons sur ce point, c'est qu'à un certain moment il a été mis en cause. Lorsque, le 25 juillet 1919, Erzberger eut, devant l'Assemblée constituante de Weimar, fait certaines révélations sur les possibilités de paix offertes à l'Allemagne en 1917, une question fut posée le 5 août à la Chambre des Communes par le lieutenant-commender Kennedy au sujet des négociations de la Grande-Bretagne avec le Vatican. Le sous-secrétaire d'État Harmsworth répondit en annonçant la publication prochaine de la correspondance échangée ; c'est à cette publication que nous nous sommes constamment référé. M. Ribot, en France, avait dit quelques jours avant à un rédacteur du *Temps* (numéro du 29 juillet 1919) : « Le ministre britannique prit sur lui de laisser une note au cardinal Gasparri. » Et un journal parisien accusa, injustement, croyons-nous, le comte de Salis d'avoir encouragé le Saint-Siège à négocier.

manière de voir de l'Angleterre était aussi celle de la France. Ainsi s'explique la lettre adressée le 30 août par le nonce Pacelli au chancelier Michaëlis (1) :

« Münich, le 3 août 1917.

« EXCELLENCE,

« J'ai le grand honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'un télégramme qui a été communiqué à Son Eminence le cardinal secrétaire d'Etat par Son Excellence le ministre de Sa Majesté le roi d'Angleterre auprès du Saint-Siège; le gouvernement français s'associe aux vues contenues dans ce télégramme.

« Son Eminence est pleine du désir de poursuivre efficacement ses efforts pour parvenir promptement à une paix juste et durable, efforts auxquels le gouvernement impérial s'est montré si bien disposé à faire un accueil favorable. C'est pourquoi Son Eminence m'a chargé d'attirer tout particulièrement l'attention de Votre Excellence sur le point qui a trait à la Belgique, et d'obtenir : 1° une déclaration précise sur les desseins du gouvernement impérial touchant la pleine indépendance de la Belgique et l'indemnité destinée à compenser les maux qu'elle a soufferts; 2° une indication également précise sur les garanties d'indépendance politique, économique et militaire que demande l'Allemagne. Si cette déclaration est satisfaisante, Son Eminence est d'avis qu'un pas important aura été fait en vue d'un développement ultérieur des négociations. En fait, le ministre ci-dessus visé de Grande-Bretagne a déjà averti son gouvernement que le Saint-Siège répondra aux communications contenues dans le télégramme ci-joint, sitôt qu'il aura reçu par mon intermédiaire la réponse du gouvernement impérial.

« De mon côté, qu'il me soit permis d'exprimer encore une fois la conviction ferme où je suis que Votre Excellence, dont l'entrée dans les hautes fonctions qu'elle occupe a si heureusement coïncidé avec l'offre d'une auguste médiation et qui a fait preuve de dispositions si favorables à cette œuvre

(1) Nous traduisons cette lettre d'après le texte donné par MICHAELIS, *Für Staat und Volk*, p. 342.

de paix, rendrait à sa patrie et à toute l'humanité un service impérissable si, par une réponse conciliante, elle facilitait la poursuite des négociations.

« Dans cette attente, il m'est très agréable d'exprimer, etc. »

Cette lettre et la copie de la note remise au cardinal Gasparri, le 23 août, par le comte de Salis parvinrent à Michaëlis le 5 septembre. Il en conféra aussitôt avec le ministre des affaires étrangères de Prusse, M. von Kühlmann, et le résultat de l'entretien fut qu'il fallait avant tout se renseigner par l'intermédiaire d'un neutre autre que le Saint-Siège sur les dispositions réelles du gouvernement britannique (1). Le ministre d'Espagne à Bruxelles, le marquis de Villalobar, servit de truchement, et l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid apprit un jour du ministre espagnol des affaires étrangères, qu'une « très haute personnalité de Berlin » avait exprimé le désir d'engager avec l'Angleterre des négociations en vue de la paix. Le cabinet anglais, mis au courant, avertit les représentants à Londres des grandes puissances alliées et répondit : « Le gouvernement de Sa Majesté est disposé à accueillir toute communication qui lui serait faite par le gouvernement allemand et à la discuter avec ses alliés (2). »

Quand cet avis parvint au chancelier Michaëlis (probablement dans le courant d'octobre), la réponse officielle du gouvernement allemand à la note du pape et la réponse du chancelier à la lettre particulière du nonce Pacelli étaient déjà expédiées depuis quelque temps : l'offre de médiation avait échoué.

(1) C'est ce que dit du moins Michaelis, *Für Staat und Volk*, p. 344. D'après Hermann Müller, qui, étant en 1919 ministre des affaires étrangères, a pu être bien renseigné, l'appel fait au concours du marquis de Villalobar, ministre d'Espagne à Bruxelles, est antérieur au 5 septembre. Voir *Verhandlungen der verfassunggebenden Deutschen Nationalversammlung*, Bd. 328, p. 2009 B.

(2) Le secret des ouvertures allemandes ne fut pas gardé longtemps. Le chargé d'affaires de Russie à Londres, informé comme ses collègues des États alliés, instruisit son gouvernement, et, quelques semaines plus tard, les bolcheviks, devenus les maîtres en Russie, publièrent sa dépêche. Cette publication donna lieu à une question posée le 13 décembre par M. Pringle à la Chambre des Communes. M. Balfour reproduisit à cette occasion la réponse faite par le cabinet anglais à la communication venue d'Espagne.

DEUXIÈME PARTIE

Le Conseil de Bellevue et la question belge.

I

Nous avons parlé des négociations auxquelles se rattache l'offre de médiation du Saint-Siège, survenue le 1er août 1917, et montré le lien qui existe entre cette démarche pontificale et le vote par le Reichstag de la « résolution de paix ». Nous avons tenté d'éclaircir le rôle, dans toute cette affaire, du député Erzberger, meneur principal du parti catholique allemand, en relations très étroites avec le gouvernement autrichien. Nous avons dit quelle attitude prudente, mais non décourageante, l'Angleterre avait prise, et reproduit la conversation de son représentant auprès du Saint-Siège avec le cardinal Gasparri. Comment la situation vue d'Allemagne se présentait-elle dans les premiers jours de septembre, c'est-à-dire au moment où le chancelier Michaëlis reçut, du nonce Pacelli, la lettre dont nous avons donné la traduction, et la note du comte de Salis qui s'y trouvait jointe?

1° — On pouvait douter que l'Angleterre fût, comme l'envoyé du Saint-Siège le donnait à entendre, prête à négocier (1) ; mais on savait avec la plus entière certitude que, si elle y consentait, ce serait seulement *après* que l'Allemagne aurait pris l'engagement net de restaurer la Belgique. Aux informations données à ce sujet par le nonce, d'autres avis étaient venus se joindre.

(1) En fait, quoi qu'en ait dit plus tard Michaëlis, on n'en doutait pas : le langage tenu par Guillaume au Conseil de Bellevue (voir plus bas) le prouve.

Le 31 août, le ministre des affaires étrangères recevait de Bruxelles un télégramme, contenant entr'autres cette phrase : «... d'après un diplomate neutre accrédité auprès du gouvernement néerlandais, le ministre britannique [à la Haye] a dit que la première condition à remplir, pour qu'il puisse y avoir des négociations de paix, est la libération de la Belgique; on ne demande pas, avait ajouté le neutre, que l'Allemagne se dessaisisse de son gage, mais il faut une déclaration nette concernant ce pays (1) ».

Le conseiller d'ambassade von Hindenburg envoyait de Berne, le 30 août, un rapport détaillé sur une conversation qu'il avait eue avec un représentant du Saint-Siège au sujet de la note papale :

« Avec une insistance destinée à produire la plus vive impression, Monsignore M. revint encore sur l'importance de la note papale et de la réponse à y faire. Comme le dôme du Vatican se dresse au dessus des édifices environnants, cette manifestation laisse loin derrière elle les efforts confus de l'Internationale en faveur de la paix.

« Le prélat fit entendre confidentiellement que la préparation du document pontifical n'était pas restée ignorée des gouvernements belligérants.

« Les puissances centrales avaient dû être renseignées de plus près, pour cette raison que d'elles on attendait les plus gros sacrifices ; toutefois, pour les gouvernements de l'Entente aussi, la note n'avait pas été une surprise. Le pape, en effet, ne voulait, ni ne pouvait, s'exposer à un refus venu soit d'un camp, soit de l'autre.

« Tout dépend maintenant du contenu et du ton des réponses que l'Allemagne et ses alliés feront au pape, et naturellement surtout de la réponse allemande. Les gouvernements de l'Entente, notamment ceux de France et d'Angleterre, attendraient pour répondre eux-mêmes que cette réponse fût connue.

« Le prélat espère que la note allemande ne contiendra aucune parole acerbe, et, en particulier, s'abstiendra de toute

(1) D'après SCHEIDEMANN : *Papst, Kaiser und Sozialdemokratie in ihren Friedensbemühungen im Sommer* 1917, p. 21.

considération sur les origines de la guerre et le caractère purement défensif qu'elle a eu pour l'Allemagne.

« Après un accueil empressé fait aux propositions touchant le désarmement, l'arbitrage et la liberté des mers, il faudrait, dans le passage relatif à la restitution des colonies allemandes, une déclaration nette sur l'évacuation de la Belgique et des territoires français occupés.

« Il espère, en outre, que la note allemande sera rédigée sur un ton chaleureux et humain ; que, par exemple, elle exprimera le regret cordial qu'inspire à l'Allemagne le triste sort de la Belgique, des départements français occupés, de la Serbie et de la Roumanie.

« Si la note est satisfaisante, surtout en ce qui concerne la Belgique, le prélat est convaincu que l'Angleterre, elle aussi, fera une réponse favorable. Et l'Angleterre est, parmi les Etats alliés, celui qui compte le plus (1). »

Le 5 septembre, Michaëlis recevait la lettre du nonce Pacelli, et, le 6, M. von Bergen était avisé encore une fois, par le même correspondant, de l'importance capitale, aux yeux de l'Angleterre, d'une déclaration non équivoque sur la Belgique (2).

A Vienne, d'autre part, où le besoin de la paix était plus impérieux qu'à Berlin, le comte Czernin exprime la crainte qu'en insistant sur la nécessité pour l'Allemagne d'obtenir des garanties contre un assujettissement de la Belgique à l'Angleterre ou à la France, on ne rende les négociations impossibles. C'est ce qui ressort d'un document publié, comme les précédents, par M. Scheidemann (3). Le gouvernement

(1) SCHEIDEMANN, *ouvr. cité*, p. 21.

(2) Voici, d'après Scheidemann, le texte de ce message : « Je crois utile de communiquer confidentiellement à Votre Excellence, et, par son aimable entremise, au gouvernement impérial, que Son Eminence le Cardinal secrétaire d'Etat, dans une lettre à moi adressée, insiste pour obtenir une réponse favorable relativement à la Belgique. » Suit dans le texte une phrase qui doit être la transcription d'un passage de la lettre écrite au nonce par le Cardinal Gasparri : « Le ministre anglais, le comte de Salis, me disait *ce matin* que c'était pour l'Angleterre le point le plus important. » Nous ignorons la date d'envoi de la lettre, et nous ne pouvons savoir, en conséquence, si le Cardinal fait allusion à l'entretien du 24 août, ou à une conversation plus récente.

(3) SCHEIDEMANN, *ouvr. cité*, p. 15.

autrichien comprend donc parfaitement la nécessité absolue d'une déclaration bien nette.

2° — En Allemagne, ceux qui, désirant sincèrement la paix, se trouvaient, en outre, par leur situation, en mesure d'être renseignés, pensaient de même : M. Scheidemann, par exemple, voyait bien que, seul un langage clair, sans ambiguïté, témoignant de l'accord du gouvernement avec la gauche du Reichstag, pouvait ouvrir une voie aux négociations. Mais ceux qui étaient de l'avis de M. Scheidemann étaient-ils bien nombreux ? Le chancelier Michaëlis était, nous l'avons vu, pour les « moyens dilatoires » (1). Le 22 août, dans une séance de la Commission principale du Reichstag, violemment attaqué par un membre socialiste, il répondit qu'il avait voulu s'assurer les mains libres « dans le cadre de la résolution » ; que les chefs de groupe le savaient fort bien ; que d'ailleurs, dans les partis même formant la majorité du Reichstag, il s'en fallait de beaucoup qu'il y eût unanimité : quand il s'agirait d'examiner les conditions de paix offertes, des divergences ne manqueraient pas d'apparaître (2). Ces paroles du chancelier, bien qu'elles fussent assez conformes à la vérité, ou parce qu'elles l'étaient, ne manquèrent pas de soulever des protestations. On lui en voulait de son attitude depuis le 19 juillet. Dès le 28, le langage qu'il avait tenu à la presse allemande ne manifestait ni un grand espoir, ni un vif désir, d'engager des négociations avec les puissances occidentales : il interprétait le discours prononcé par M. Lloyd George au Queenshall, le 21 juillet, comme signifiant que l'Angleterre ne voulait pas d'une paix de conciliation et de compromis; mais surtout il attaquait très violemment la « politique de conquête » de la France, sur laquelle il se prétendait exactement renseigné (3). Au commencement du mois d'août, il s'était rendu au grand quartier général, et y avait pris le mot d'ordre de Ludendorff,

(1) V. page 53, note 2.

(2) Voir ce que dit Michaëlis de cette séance dans son livre *Für Staat und Volk*, p. 359.

(3) La presse allemande parlait à cette occasion de l'*offensive diplomatique dirigée par Michaëlis contre la France* (titre d'un article paru dans *Deutsche Politik*, 24 août 1917).

encore très annexionniste à ce moment-là (1). Les journaux de droite, enfin, interprétaient son adhésion — conditionnelle — à la résolution du Reichstag de telle sorte qu'il n'en subsistait à peu près rien, et le chancelier laissait dire (2). Ce n'est pas sans raison, Michaëlis le reconnaît, que Helfferich, dans son ouvrage sur la guerre, fait dater du 22 août la nouvelle crise de chancellerie (3), celle qui, fin octobre, devait aboutir à la démission de Michaëlis et à son remplacement par le comte Hertling.

Pour tenter de rétablir un certain accord entre les représentants de la nation et le gouvernement, un comité, dit des Sept, fut constitué. Il comprenait 7 membres du Reichstag : deux socialistes, Ebert et Scheidemann, un progressiste, Wiener, deux hommes du Centre, Erzberger et Fehrenbach, un national-libéral, Stresemann, un conversateur, Westarp, et 7 membres du Bundesrat. Ce comité avait pour mission d'écouter les explications fournies par le chancelier et le ministre des affaires étrangères Kühlmann, et de donner son avis sur la réponse à faire au pape. Il se réunit, pour la première fois, le 28 août. M. von Kühlmann déclara qu'il serait très avantageux de laisser les puissances de l'Entente répondre les premières, car, si elles ne montraient pas des dispositions très conciliantes, elles porteraient devant le monde la responsabilité de la continuation de la guerre (4).

(1) Voir Delbruck, *Ludendorffs Selbstporträt* p. 22. Michaëlis lui-même fait allusion dans son livre aux conversations qu'il avait eues avec Ludendorff, lors d'une visite au grand quartier général, à Kreuznach, de l'empereur et du chancelier.

(2) Ce silence lui est reproché comme une faute par Delbrück dès le mois d'août 1917 (dans un article des *Preussische Jahrbücher*). Au reste, Michaëlis lui-même nous renseigne, dans son livre, sur la façon dont il entendait conclure la paix « dans le cadre de la résolution du Reichstag ». Sa lettre à Czernin, du 17 août (reproduite dans *Für Staat und Volk*, p. 333) l'indique de la façon la plus explicite : sans parler du *rattachement* à l'Allemagne de diverses provinces qui, en 1914, appartenaient à la Russie (Courlande, Lithuanie, Pologne), il voulait assurer à l'industrie allemande la possibilité d'exploiter à son profit les richesses minérales du bassin de Briey et prendre, d'accord avec le haut commandement, les mesures militaires requises pour que la Belgique indépendante fût, à tous égards, dans la main de l'Allemagne.

(3) Helfferich, *Der Weltkrieg* III, p. 168.

(4) Nous nous appuyons ici sur le récit donné par Scheidemann dans son livre *Der Zusammenbruch* p. 106 et suiv. Nous considérons cet auteur comme digne de confiance. Le langage qu'il attribue à Kühlmann s'accorde d'ailleurs

Les sept membres du Reichstag donnèrent ensuite leur avis, M. Scheidemann, qui parla le premier, fut très catégorique ; la Belgique, exposa-t-il, est le pivot de toute l'affaire, et il faut nous déclarer sans ambiguïté prêts à l'évacuer. MM. Wiener et Fehrenbach parlèrent dans le même sens. En revanche, le comte Westarp voulait que, dans la réponse au pape, on se bornât à des considérations générales : pas un mot sur la Belgique ; il est, disait-il, manifeste que ce pays, après la guerre, devra tomber sous la domination de l'Angleterre ou sous celle de l'Allemagne, et cette dernière solution était seule acceptable à ses yeux. Stresemann tint à peu près le même langage. Selon Erzberger et Ebert, il convenait d'acquiescer en gros aux propositions, en évitant de rien dire de trop précis sur la Belgique (1).

Au cours d'un entretien confidentiel avec le ministre Kühlmann, M. Scheidemann, le 9 septembre (2), insista encore de la façon la plus pressante pour que, dans la réponse au pape, le gouvernement déclarât qu'il n'avait aucune intention d'annexer la moindre partie de la Belgique, et voulait que ce pays recouvrât son indépendance pleine et entière. Le ministre refusa de prendre aucun engagement, invoquant toute sorte de raisons politiques et diplomatiques, dont celle-ci, qu'il faut signaler à part : « Si nous faisons, avant

pleinement avec le message de Michaëlis à Wedel que nous avons cité (page 53, note 2), et montre combien peu le gouvernement allemand était disposé à faire au Cardinal Gasparri la réponse désirée par lui.

(1) Un incident — significatif en ce que, rapproché du langage tenu par Erzberger, il nous éclaire sur la sincérité du parti qui, le 9 juillet, avait pris l'initiative de la résolution de paix — se produisit à cette occasion. Le comte Westarp, dans son discours, cita un mot de Spahn, membre très influent du Centre, qui avait dit en séance publique : « La Belgique doit tomber dans la dépendance de l'Allemagne. » A cela, Erzberger répondit : « C'est un lapsus, Spahn a voulu dire que la Belgique ne devait ni économiquement, ni politiquement, ni militairement être inféodée à nos ennemis. » Spahn, plus tard (en 1919), protesta contre cette soi-disant erreur de langage. En somme, le parti du Centre se réservait, à l'égard de la résolution qu'il avait fait voter, la même liberté d'interprétation que le chancelier.

(2) A cette date du 9 septembre, Michaëlis avait, depuis quatre jours, reçu la lettre du nonce Pacelli et la traduction française du télégramme adressé le 21 août par M. Balfour au comte de Salis. M. de Kühlmann, nous l'avons vu, était au courant. Il ne dit cependant rien de cette communication si importante ni à M. Scheidemann ni à aucun membre du Comité des Sept. Le député Müller, à l'Assemblée de Weimar, a reproché avec raison ce silence à Michaëlis et à Kühlmann.

l'ouverture des négociations, la déclaration demandée, nous nous dessaisissons de notre seule bonne carte ». Le mot caractérise bien la politique de Kühlmann : joueur qui se croit très habile, il tient en réserve un atout majeur et veut s'en servir pour s'assurer un bénéfice au moment du règlement ; malgré les avis réitérés qu'il a reçus de l'ennemi, des neutres bienveillants, d'Autriche, et même d'Allemagne, il ne comprend pas que l'instant est venu de jouer franc jeu; que, s'il y a quelque espoir d'amener le gouvernement anglais à traiter, c'est en disant nettement, comme l'eût sans doute fait Bethmann Hollweg : il va de soi que l'Allemagne reconnaît la pleine indépendance de la Belgique (1).

Cet entretien de M. Scheidemann avec M. de Kühlmann sur le sofa rouge du ministère (2), précéda de fort peu le Conseil de Couronne, qui se tint, le 11 septembre, au château de Bellevue (Berlin), et où furent définitivement arrêtés les termes de la réponse au pape.

II

L'empereur Guillaume revient, le 9, d'un voyage au front oriental, plus particulièrement de Riga, que ses troupes occupent, et il est, on peut le croire, tout gonflé de ce succès ; à la station de Friedrichstrasse, il trouve Michaëlis, qui monte dans sa voiture et l'accompagne à Potsdam. Le chancelier

(1) M. de Kühlmann s'est aperçu trop tard, quand les négociations, contrairement à ses espérances, eurent été rompues, de la faute commise. Il a cherché alors à faire admettre par l'opinion que le véritable obstacle à la paix, ce n'était pas du tout la Belgique, sur laquelle l'Allemagne eût abandonné toute prétention, mais l'Alsace, sur laquelle la France, soutenue par l'Angleterre, se refusait à abandonner ses prétentions. De là le fameux *Nein ! Niemals !* du 9 octobre.

(2) Nous avons dit qu'il est du dimanche 9 septembre. M. de Kühlmann dit à un certain moment à M. Scheidemann : « Vous vous rappellerez très distinctement dans trois à quatre semaines cette après-midi dominicale où vous êtes assis à côté de moi sur ce sofa rouge. A ce moment, les négociations entre l'Angleterre et nous sur la question belge seront en cours. Vous accorderez que, dans ces conditions, ce serait vraiment de la simplicité de rendre les négociations (le marchandage) impossibles, en disant au monde, dans notre réponse au pape, de quoi nous voulons nous entretenir. Il n'y aurait plus de terrain de discussion, notre réponse ayant rendu tout débat superflu », (SCHEIDEMANN, *Der Zusammenbruch*, p. 112.)

lui communique la lettre du nonce Pacelli (1). Ils sont du même avis : l'Angleterre veut pressentir l'Allemagne ; la dépêche de Balfour au comte de Salis est une première ouverture de paix. Cette pensée réjouit le cœur de Guillaume, mais le chancelier a raison ; il faut avant tout procéder à un sondage prudent, et aussi fixer de façon définitive les buts de guerre allemands, après avoir consulté le haut commandement militaire et le naval. Après délibération, il est décidé qu'un conseil se tiendra le surlendemain, 11 septembre, au château de Bellevue, que la question belge y sera examinée et résolue, qu'il n'y a pas lieu d'être intransigeant quant à la côte flamande ou à toute autre partie du territoire belge, si, par leur abandon, l'on peut conclure une paix honorable. Michaëlis, satisfait de cet accord, revient à Berlin, met Kühlmann au courant, et envoie des convocations au maréchal Hindenburg, au général Ludendorff, au ministre de la marine, l'amiral von Capelle, au chef de l'amirauté, Holtzendorff, au gouverneur général de la Belgique, Falkenhausen, aux ministres Helfferich, Rödern, Breitenbach et Waldow. Avec M. de Kühlmann, le chancelier lui-même, l'empereur et le kronprinz, tels sont les personnages qui eurent part au conseil de Bellevue.

La nuit suivante, un courrier de l'empereur vint troubler le sommeil du chancelier : il apportait un message écrit au crayon par Guillaume sur ces bouts de papier qui servent à la rédaction des télégrammes, onze en tout. L'empereur avait dû, après son entretien avec Michaëlis, écouter d'autres conseillers, des gens de la marine surtout. Il exposait les motifs qui lui faisaient regretter la décision prise touchant la côte flamande. Pendant les années 1915 et 1916, il avait soutenu qu'au point de vue naval la côte flamande était l'enjeu principal de la guerre. Y renoncer, c'était annuler en quelque sorte la bataille du Skagerrak (2); il fallait donc examiner si l'on ne devait pas traiter à part de Zeebruges. Ce port de Zeebruges, sans utilité pour le commerce, n'avait qu'une valeur militaire ; on l'avait construit tout exprès pour

(1) Voir page 58 le texte de cette lettre. Nous traduisons, en l'abrégeant un peu, le récit de Michaëlis dans *Für Staat und Volk*, p. 344 et suiv.

(2) *Skagerrak umsonst !*

permettre un débarquement de troupes anglaises destinées à combattre l'Allemagne ; on pourrait offrir de prendre Zeebruges à bail. En cas qu'on dût y renoncer, il y avait lieu d'exiger des compensations, par exemple des points d'appui pour la flotte dans la Méditerranée. L'empereur, ajoute Michaëlis, entendait réserver sa liberté d'action au Conseil de Couronne.

Sitôt la lettre reçue, le chancelier manda M. de Kühlmann pour examiner en commun la situation. Si l'empereur s'en tenait à sa nouvelle détermination, toute leur politique s'effondrait (1). Kühlmann ne parlait de rien moins que de donner sa démission. Michaëlis le calma : « il connaissait l'empereur ; l'empereur a voulu, une dernière fois, parler selon son cœur ; mais, quand il s'agira de prendre une décision définitive, il se retrouvera de notre côté ».

Le jour suivant, Michaëlis pria l'empereur de lui accorder audience, avant le conseil. L'entretien eut lieu dans le parc du château : une heure de promenade en commun dans les allées, et la voix, sans doute persuasive, du chancelier avait amené le revirement attendu ; l'empereur n'avait voulu que montrer l'étendue du sacrifice auquel il consentait par amour de la paix ; le chancelier pouvait maintenant parler en toute liberté : son souverain l'appuierait.

A dix heures, s'ouvrit la séance mémorable où, avec plus de sagesse et de clairvoyance, les hommes qui gouvernaient l'Allemagne auraient pu, selon Delbrück, sauver l'Etat (2). Que s'y est-il passé au juste? Il faut observer, en premier lieu, qu'aucun procès-verbal n'a été dressé, de sorte que nous en sommes réduits aux récits des assistants. Le plus complet est celui de Michaëlis, mais on ne peut négliger ni ce qu'a dit Ludendorff dans *Kriegführung und Politik* (Stratégie et poli-

(1) Michaëlis tient ce langage après coup, comme si, à la date du 10 septembre, il eût été décidé à l'abandon de toute prétention sur la Belgique. Nous ne lisons pas dans son cœur,cela est clair ; tout ce que nous pouvons dire, c'est que la lecture de son ouvrage ne prouve pas que cette décision fût très arrêtée dans son esprit.

(2) Citons ce mot de Delbrück dans l'opuscule intitulé *Ludendorffs Selbstporträt*, p. 20 : Quelle résolution a-t-on prise au conseil de Bellevue ? « Ce n'est pas une question parmi beaucoup d'autres ; c'est la question décisive en ce qui touche toute la politique de guerre allemande . »

tique), ni ce que rapporte Nowak dans *Der Sturz der Mittelmachte* (L'écroulement des Empires centraux) (1). A défaut de procès-verbal toutefois, il existe une note rédigée par Michaëlis, contre-signée par Guilaume, qui reproduit le résumé de la discussion fait par l'empereur à la fin de la séance. Nous commencerons par donner la traduction de ce document :

« Sa Majesté l'Empereur déclara que la situation avait ceci de nouveau qu'on se trouvait en présence d'une proposition positive de paix. L'Angleterre voulait savoir ce qu'il adviendrait de la Belgique. Il avait, lui l'empereur, toujours attendu quelque invite de l'ennemi. Or voici l'Angleterre qui vient à nous, avec prudence il est vrai, mais enfin elle y vient. C'est la preuve qu'elle tient la partie pour perdue ; il faut voir là surtout l'effet de la contrainte qu'exerce la guerre sous-marine. Il ne s'agit plus, en première ligne, de la famine qui menace ; c'est une question de tonnage. L'Angleterre tient à jour le compte des navires coulés et sait très exactement quelle doit être la limite de ses sacrifices ; maintenant cette limite est atteinte.

« De plus, l'effondrement de la Russie aggrave la détresse de l'Angleterre ; on ne parle plus de « rouleau compresseur ».

« Il faut ajouter encore que la récolte est mauvaise ; on n'engrange dans certaines régions que la moitié de ce qu'on espérait. En Irlande, dès le mois de juin, les pommes de terre étaient gelées.

« Et l'état d'esprit des ouvriers donne beaucoup d'inquiétude à l'Angleterre.

« Enfin les Anglais craignent que l'Amérique ne prenne trop d'influence. Les Français comptent sur les Américains, pour bouter les Anglais hors de France. Les Anglais, eux, redoutent la prépondérance de l'Amérique.

« La démarche de l'Angleterre doit être considérée comme un grand succès [pour l'Allemagne]. Précisément parce que

(1) Nowak parait avoir été renseigné par Kühlmann, dont il cherche à dissimuler certaines faiblesses. Helfferich, dans le troisième volume de son ouvrage *Der Weltkrieg*, ne parle qu'assez sommairement du conseil de Bellevue, auquel il assistait, mais où il semble n'avoir rien dit.

c'est l'Angleterre, et non la Russie ou l'Italie ; car l'Angleterre peut agir comme un coin sur les autres puissances.

« En ce qui touche les buts de guerre, en Belgique, Sa Majesté avait d'abord acquiescé à l'idée de Falkenhausen, c'est-à-dire à l'annexion de ce pays jusqu'à la mer du Nord. La situation est maintenant différente, et l'empereur veut, en conséquence, prendre une position nouvelle. L'annexion de la Belgique serait une opération risquée, contraire peut-être aux vrais intérêts de l'Allemagne. Le Cardinal Hartmann la déconseille, ayant égard au clergé belge, dangereux, et aux Wallons, concitoyens très peu désirables. Ainsi, la Belgique peut être restaurée, le roi des Belges peut y rentrer. Quant aux désirs du haut commandement et de la marine, il en a été parlé abondamment. Il faut reconnaître que la côte flamande a une grande importance ; c'est pour elle qu'a été livrée la bataille du Skagerrak. Il ne fallait pas permettre que la côte flamande tombât aux mains des Anglais. On ne peut [toutefois] conserver la côte flamande sans annexer la Belgique. L'empereur voit clairement que ce n'est pas possible ; mais, si elle renonce à cette côte, l'Allemagne a droit à des compensatiöns, sans quoi cette politique ne pourrait pas être soutenue. Il faut que nulle influence anglaise ne puisse s'exercer sur la Belgique ; il faut des mesures de précaution économiques ; il faut que la question flamande soit réglée; mais ce sont là, d'après Sa Majesté, des questions purement germano-belges (1). Il y aurait de plus à réclamer un autre point d'appui pour la flotte allemande, disons dans la Méditerranée ; l'empereur pense à Vallona ou à Corfou.

« C'est aussi entre l'Allemagne et la Belgique qu'un arrangement concernant Liége pourrait être conclu.

« La situation, au début de cette quatrième année de guerre, nous oblige, en cas que nous puissions obtenir une paix honnête, une paix convenable (2), à ne pas nous laisser arrêter par la côte flamande. Mais il faudrait exiger une union éco-

(1) *Rein belgisch-deutsche Fragen.* Autrement dit, l'Allemagne entend les résoudre par un accord *direct* avec la Belgique, sans intervention des autres puissances.

(2) *Einen ehrlichen, anständigen Frieden.*

nomique étroite avec la Belgique, union à laquelle les Belges eux-mêmes ont d'ailleurs le plus grand intérêt. »

La lecture de cette note suffit à faire comprendre combien peu les négociations avaient chance de s'ouvrir. L'empereur croit ou feint de croire que l'Angleterre est à bout de sacrifices ; il met à la restauration de la Belgique des conditions telles qu'aucun des Alliés n'eût jamais consenti à les discuter. Michaëlis, dans la lettre qu'il écrit à l'empereur pour le prier de contre-signer cette note, a beau le remercier d'avoir si clairement défini la position prise par l'Allemagne, et rendu possible un accord avec l'Angleterre ; M. de Kühlmann a beau se vanter d'avoir un blanc-seing laissant la Belgique à son entière disposition ; Guillaume lui-même a beau dire à M. de Kühlmann à la fin de la séance : « Montrez-nous maintenant ce que vous savez faire, et donnez-nous une bonne paix pour la Noël », il est clair que les décisions prises au château de Bellevue sont un compromis bâtard entre la politique de l'Etat-major, nettement annexionniste, et celle des partis de gauche, opposée à toute annexion, même déguisée, au moins sur la frontière occidentale (1).

Quelle avait été au conseil l'attitude des grands chefs ? Quelle surtout celle de Ludendorff, le maître effectif ? Car, si l'on en croit le colonel Bauer, l'*Eminence grise*, et Ludendorff lui-même, Hindenburg était un personnage très décoratif, mais peu agissant : *eine ehrwürdige Null* (un zéro qu'il fallait entourer de respect).A s'en tenir au récit que donne Ludendorff, le haut commandement, consulté, aurait d'abord, comme c'était son devoir, donné son avis : « il tenait pour nécessaire la possession de la ligne de la Meuse aux environs de Liége, afin de garantir la sécurité de la région industrielle de Basse-Rhénanie, et en même temps de s'opposer à la main-mise de l'ennemi sur la Belgique. Sa Majesté l'Empereur prit position, comme l'avait fait le chancelier dans son entretien avec le nonce du 26 juin (2). Elle décida contre le haut comman-

(1) Il semble, en effet, qu'à l'Est les socialistes eux-mêmes aient admis que certaines annexions, certains *rattachements*, pourraient être justifiés.

(2) Assertion dont l'inexactitude est si manifeste qu'il est à peine utile de la relever. Pour Bethman-Hollweg, l'indépendance de la Belgique ne faisait pas question ; et il était disposé à faire en Alsace-Lorraine des concessions à la France.

dement. Le haut commandement s'inclina devant la décision de Sa Majesté (1) ».

Et Ludendorff ajoute : « Il n'est donc pas vrai que le haut commandement ait, comme on l'en a plus tard accusé, saboté la paix qui s'offrait en 1917 ».

Mais dans le livre même d'où nous extrayons ce passage, Ludendorff reproduit la plus grande partie du mémoire rédigé par lui à l'occasion du conseil de Bellevue (2). Or, dans ce mémoire, loin de *s'incliner* devant une décision qui eût mis fin à toute velléité d'annexion, il déclare que même la possession de la ligne de la Meuse, avec Liége naturellement, ne suffit pas à garantir la sécurité du district industriel rhénan ; il réclame, outre le bassin de Briey, un rattachement économique si étroit de la Belgique à l'Allemagne que le rattachement politique devait en être la conséquence naturelle. Le 27 septembre, un peu plus de deux semaines après le conseil de Bellevue, le haut commandement, représenté par le maréchal Hindenburg, télégraphie au chancelier :« Il m'est de nouveau revenu que nous aurions soi-disant renoncé, dans le Conseil de Couronne, à l'annexion de la Belgique. Il ne s'agissait en réalité que de la possession permanente de la côte flamande, à laquelle nous avons renoncé, au cas qu'il soit possible à ce prix d'avoir la paix cette année et que les Anglais évacuent le territoire français » (3). Enfin Ludendorff, toujours dans cet ouvrage où il raconte à sa manière le conseil de Bellevue, nous

(1) *Kriegführung und Politik*, p. 280. Suivant le récit très incomplet de Helfferich, le chancelier et M. de Kühlmann, après des allusions obscures aux ouvertures faites par l'Angleterre, auraient dit que, la condition essentielle étant l'abandon total de la Belgique, il convenait de s'y résigner. Le chef de l'état-major naval aurait réclamé l'annexion de la côte flamande. Ludendorff aurait consenti à évacuer la côte flamande, mais insisté sur la nécessité de conserver Liége et ses environs. L'empereur enfin se serait prononcé dans le sens du chancelier, avec cette réserve que la question belge devrait être soumise à un nouvel examen en cas que, par la renonciation à la Belgique, on ne pût obtenir la paix avant la fin de l'année. Helfferich ne donne évidemment qu'une sorte de schéma des positions prises par les principaux personnages ayant eu part aux débats (*Der Weltkrieg*, III, p. 171).

(2) Par une petite *habileté* que Delbrück a relevée, cette reproduction se trouve environ 35 pages *avant* le passage relatif au conseil de Bellevue. Dans les *Urkunden der Obersten Heeresleitung* (Documents du haut commandement), le mémoire est reproduit *in extenso*.

(3) Nous citons ce télégramme d'après Delbrück : *Ludendorffs Selbstporträt*, p. 21, qui en donne le texte conservé au *Reichsarchiv* de Potsdam.

dit que, jusqu'au mois d'août 1918, il est resté intérieurement attaché aux buts de guerre fixés par lui, et reproche au chancelier d'avoir, par l'emploi du mot *Verständigungsfriede* (paix de conciliation) « épaissi le nuage qui pesait sur le peuple » (1).

Si donc Ludendorff avait eu à *s'incliner,* comme il le prétend, il se serait bien vite redressé. Mais telle qu'elle nous apparaît dans la note rédigée par Michaëlis, la décision de l'empereur n'avait rien eu de si contraire aux désirs du haut commandement, et Ludendorff, pour s'y résigner, n'a pas eu besoin d'une force d'âme exceptionnelle. L'Allemagne renonce à la possession *définitive* de la côte flamande (2); elle veut bien ne pas s'annexer la Belgique ; mais, outre qu'elle entend se faire payer assez cher ces sacrifices, elle réglera seule à seule avec la Belgique un certain nombre de questions qui ne laissent pas d'avoir leur importance ; elle se réserve d'occuper Liége aussi longtemps qu'il faudra pour garantir sa propre sécurité, et s'assurer une foule d'avantages nullement négligeables.

Tout cela ressort du récit de Michaëlis auquel nous revenons : après que le chancelier eut exposé la situation et affirmé, avec énergie, à ce qu'il prétend, que si des possibilités de paix s'offraient, l'Allemagne ne devait pas, par attachement à ses buts de conquête, tels que la possession de la côte flamande, repousser la main tendue ; après qu'il eut parlé du besoin que le peuple ressentait de la paix, et montré que, financièrement et économiquement, il était nécessaire d'arriver le plus vite possible à la cessation des hostilités, Hindenburg et Ludendorff consentirent à l'abandon de la côte flamande ; mais Ludendorff exprima l'avis que, pour garantir la sécurité du territoire industriel rhénan, il fallait garder Liége (3).

Selon Nowak également (4), Ludendorff accepta la thèse

(1) *Kriegführung und Politik*, p. 252 et 253.

(2) Selon toute vraisemblance, pour calmer l'inquiétude des militaires et des marins, on avait dit qu'on occuperait la côte flamande aussi longtemps que les troupes anglaises n'auraient pas complètement évacué le territoire français.

(3) *Für Staat und Volk*, p. 347.

(4) *Der Sturz der Mittelmächte*, p. 160.

du chancelier (1) et de Kühlmann : l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Belgique devant servir de *monnaie d'échange* ; mais il demanda Liége et des sûretés économiques ; il voulut même que la position prise par lui fût définie dans une formule écrite, ajoutée aux pleins pouvoirs réclamés par M. de Kühlmann. « L'empereur, dit encore Nowak, accorda à Kühlmann ces pleins pouvoirs, avec la clause de Ludendorff (2) ».

Kühlmann et Michaëlis lui-même, à supposer que ce dernier ait jamais voulu sincèrement reconnaître la pleine indépendance de la Belgique et lui restituer la totalité de son territoire, ont, en somme, capitulé devant le haut commandement ; c'est eux qui se sont inclinés. Cela se voit encore plus clairement dans les lettres écrites, le 12 septembre, par Michaëlis au maréchal Hindenburg et à l'amiral Holtzendorff.

Dans la première, Michaëlis commence par remercier le maréchal, et aussi Ludendorff, d'avoir consenti à abandonner le point de vue purement militaire et, d'accord avec lui, de s'être résignés à des buts de guerre modérés, en vue des négociations qui pourraient s'ouvrir. Il ajoute : « Je fais entrer dans mes projets comme une exigence du haut commandement à laquelle, suivant votre opinion, il faut absolument faire droit, ce que vous réclamez : à savoir, pour la protection de notre industrie, en première ligne, l'occupation de Liége et d'un territoire de sûreté ; en second lieu, espérant le rattachement économique étroit de la Belgique et, conséquemment, la disparition de toute crainte de différend entre elle et nous, vous admettez qu'après que la Belgique aura fait tout ce que nous pourrons exiger, ce qui prendra naturellement plusieurs années, les garanties militaires pourront être abandonnées. Liége ne serait donc retenu par nous qu'à titre de garantie et pour un temps (3).

Michaëlis prie ensuite le maréchal de tenir aux annexion-

(1) Par une erreur bizarre, Nowak nomme ici Hertling au lieu de Michaëlis.

(2) Nowak ajoute: le ministre se trouvait disposer d'un blanc-seing, s'il voulait mettre sur la table, dans ses négociations, les concessions faites en Belgique. Est-il besoin de signaler l'inconséquence ? Les Allemands auraient dû se rappeler le vieil adage français : *donner et retenir ne vaut.*

(3) *Für Staat und Volk*, p. 352.

nistes intransigeants (il nomme en particulier le comte Westarp) un langage propre à les apaiser; puis il fait valoir les avantages que la paix, telle qu'il l'a en vue, procurerait à l'Allemagne : frontières intactes, certitude de pouvoir exploiter les richesses en matières premières contenues dans les territoires occupés (1), conditions favorables au commerce et à l'industrie allemande sur les voies d'eau et les chemins de fer, emplacements privilégiés dans le port d'Anvers, influence exercée sur la population flamande de tendances germanophiles, charges imposées aux ennemis, qui auraient seuls à supporter la réparation des lourds dommages de guerre, suppression de toute influence anglaise sur les côtes de Flandre et du Nord de la France, restitution à l'Allemagne de ses colonies.

Ce ne serait donc pas du tout une paix de renoncement, imposée par la famine ; les nationalistes ardents qui ne rêvent que conquêtes (*unsere Stürmer und Dränger*) peuvent se tranquilliser (2).

A l'amiral, Michaëlis tient à peu près le même langage. Il s'excuse d'avoir été obligé, dans le conseil, de prendre position contre le haut commandement naval, qui réclamait l'annexion de la côte flamande, et remercie l'amiral d'avoir bien voulu consentir à examiner quelles compensations seraient à envisager en cas que l'on ne pût décidément pas donner pleine satisfaction à la marine. Il insiste sur les difficultés de la situation financière, difficultés que n'imaginent pas les non-initiés ; après quoi, dans les mêmes termes que dans la lettre à Hindenburg, il représente les avantages de la paix projetée.

(1) Il s'agit apparemment du minerai de fer existant dans le bassin de Briey, dont les Allemands entendaient se réserver l'exploitation, peut-être aussi des bassins houillers belges et même français.

(2) La réponse de Hindenburg, que Michaëlis n'a pas cru devoir reproduire, mais que nous connaissons par ailleurs, montre elle aussi combien peu le haut commandement « s'inclinait ». Hindenburg n'entrevoit pas la possibilité, même après des années, d'évacuer Liége et la ligne de la Meuse. Signalons encore une lettre écrite par Hindenburg au moment où se négociait la paix de Brest-Litowsk (25 février 1918) : « On a, paraît-il, prétendu à Brest-Litowsk que je m'étais prononcé pour une paix sans annexions, et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, autrement dit que je me plaçais sur le terrain de la résolution votée par le Reichstag. Je proteste avec indignation contre cette allégation, et je demande qu'on ne néglige aucune occasion d'en proclamer la fausseté. » (D'après le texte donné par Nowak, *Chaos*, p. 281.)

III

La réponse officielle de l'Allemagne au Saint-Siège était déjà rédigée le 12 septembre, puisque Michaëlis, en même temps qu'il envoyait à l'empereur la note ci-dessus reproduite, lui demandait d'approuver les termes de sa lettre au cardinal Gasparri. Toutefois cette réponse ne fut envoyée que le 19 ; peut-être Michaëlis a-t-il voulu attendre l'effet de la démarche tentée auprès du Cabinet anglais par l'entremise d'un diplomate espagnol. Il va de soi que cette réponse, œuvre de Kühlmann, ne contenait rien de ce qu'espérait le cardinal Gasparri, rien de ce que demandait Scheidemann. Après les compliments obligatoires, Michaëlis, qui l'a signée, rappelle le grand amour de la paix, dont l'empereur Guillaume a donné tant de preuves pendant vingt-six ans de règne, les efforts qu'il a faits jusqu'au dernier moment pour empêcher la guerre d'éclater, le désir de mettre fin au conflit qu'il a manifesté de façon si évidente en offrant, le premier, d'accord avec ses alliés, d'engager des négociations.

Les dispositions de l'empereur sont d'ailleurs celles de tout le peuple allemand, qui ne demande qu'a développer en paix, dans les limites de ses frontières, ses richesses spirituelles et matérielles, et ne prétend au dehors qu'à la place que son travail et ses aptitudes lui permettent d'occuper, sans faire violence à personne.

Le chancelier parle ensuite de la résolution votée le 19 juillet par le Reichstag, résolution qui, dit-il, s'accorde avec les désirs exprimés par le pape dans sa note, et où l'on pourrait trouver les bases d'une paix juste et durable.

Suit un grand éloge des mesures que propose Sa Sainteté pour empêcher le renouvellement des horreurs présentes : limitation des armements, recours à l'arbitrage, d'une manière générale substitution d'un pouvoir moral, du droit, à la force des armes ; nul peuple plus que l'allemand ne désire qu'un esprit fraternel règne entre les nations (1), etc.

(1) Michaëlis ne songe pas à regretter qu'antérieurement à la guerre, le

Ce que ce document a de plus remarquable, c'est qu'il ne s'y trouve pas un mot sur la Belgique, pas un mot sur les territoires occupés en France, en Serbie, en Roumanie. Le membre du Comité des Sept, que la réponse allemande devait le plus satisfaire, était certainement le comte Westarp. En revanche, Monsignore M. et le Cardinal Gasparri ne pouvaient manquer d'être fort déçus.

Encore moins satisfaisante peut-être, la réponse de Michaëlis à la lettre particulière que lui avait écrite le nonce, à la date du 30 août. Datée du 24 septembre, cette réponse n'a pas été reproduite par son auteur ; mais on la trouve dans l'opuscule d'Oscar Müller, intitulée : *Warum mussten wir nach Versailles !* (Pourquoi nous avons dû aller à Versailles).

Le chancelier commence par remercier le nonce des communications intéressantes qu'il a bien voulu lui faire ; puis il continue en ces termes :

« D'après la lettre de Votre Excellence, Monsieur le Cardinal Secrétaire d'Etat veut continuer l'action qu'il a si méritoirement engagée pour amener promptement une paix juste et durable ; c'est avec une vive satisfaction que j'ai pris connaissance de ce dessein, car les désirs du gouvernement impérial s'accordent pleinement avec les efforts de Son Eminence.

« Votre Excellence me permettra de faire l'observation ci-après, au sujet de la copie, qu'elle a bien voulu me transmettre, d'un télégramme adressé par le gouvernement royal de Grande-Bretagne à son envoyé auprès du Saint-Siège.

« Le gouvernement impérial adhère à cette manière de voir, que la voie la meilleure pour amener les parties belligérantes à un accord éventuel consiste à définir de façon précise leurs buts de guerre, car c'est en précisant avec rigueur les conditions requises des deux côtés qu'il sera possible de voir si, par un examen entrepris dans un esprit de conciliation, les oppositions actuellement existantes peuvent être aplanies. Et, sans doute, pour traiter les différents points devant donner lieu à une étude, il faudra suivre un

gouvernement allemand ne se soit pas davantage inspiré de ces maximes généreuses à la conférence de La Haye.

certain ordre et adopter une méthode ; à mon sens, les questions relatives à la Belgique doivent venir en première ligne.

« Mais toutes les tentatives de rapprochement — je tiens à le bien marquer avant d'entrer dans l'examen d'aucune question particulière — seraient condamnées à demeurer infructueuses si, aux échanges d'idées entre belligérants, ne présidait pas cet esprit d'objectivité et de respect du point de vue propre à l'adversaire, dont précisément Sa Sainteté le Pape a donné aux nations un si lumineux exemple pendant toute la durée de cette guerre effroyable. »

Michaëlis parle ensuite de la tendance, manifestée par les adversaires de l'Allemagne, à rejeter sur les puissances centrales la responsabilité de la guerre et à prendre à leur égard le ton qu'on prend envers un accusé, appelé à comparaître devant un tribunal. Ce ton est encore perceptible dans le télégramme communiqué par le nonce, bien que, suivant les rapports qui lui sont parvenus, le chancelier sache que des hommes d'Etat anglais considérables ont fait preuve dans leurs déclarations d'un esprit plus objectif et formulé des opinions admissibles pour les Allemands eux-mêmes, des opinions plus conformes au jugement futur de l'histoire. La légitime fierté du peuple allemand ne lui permettrait pas d'engager une discussion sur les conditions de la paix avec des adversaires qui seraient animés d'un autre esprit que celui de ces hommes d'Etat.

Le chancelier Michaëlis, à dessein ou involontairement, tient précisément le langage, on le voit, que Monsignore M. avait recommandé d'éviter, en cas que l'on eût le désir sincère de traiter.

Suivent des considérations sur les buts de guerre marqués par les puissances de l'Entente dans leur réponse à la note du président Wilson (au mois de janvier). Ces buts sont tels que nulle discussion n'est possible à leur sujet, et que, pour les atteindre, il faudrait que l'Allemagne et ses alliés eussent subi une défaite complète.

Vient enfin le passage peut-être le plus caractéristique de la lettre :

« Si, dans l'état présent des choses, nous ne sommes pas en situation de répondre au souhait de Votre Excellence, et

de faire une déclaration précise sur les desseins du gouvernement allemand, quant à la Belgique et aux garanties désirées par nous, le motif de ce silence n'est pas que le gouvernement impérial soit, en principe, opposé à une déclaration de cette sorte, ou qu'il ignore l'importance qu'elle aurait pour la conclusion de la paix, ou encore que ses desseins, et les garanties jugées par lui indispensables, lui paraissent constituer un obstacle infranchissable, c'est simplement parce que certaines conditions préalables qu'implique à ses yeux cette déclaration, ne lui semblent pas encore remplies. »

Erzberger, dans un discours prononcé, le 25 juillet 1919, devant l'Assemblée Constituante de Weimar, a raconté, peut-être en dramatisant un peu, l'effet produit par cette réponse si étrangement enveloppée : « Le nonce vint à moi, quand j'allai le voir, et me dit, les yeux pleins de larmes : « Tout est perdu, et aussi votre malheureuse patrie ». Je lui demandai : « Comment, pourquoi jugez-vous ainsi ? » Je ne connaissais alors ni sa lettre, ni la réponse (1). L'action que, par l'entremise du Saint-Siège, avait engagée l'Angleterre, avait échoué : c'était réglé. Et ce qu'il y a de tragique et d'épouvantable pour notre peuple, c'est qu'il y avait eu possibilité de conclure la paix (2) ».

Ce n'est pas ici le lieu de discuter une affirmation de ce genre. Notre dessein, beaucoup plus modeste, était de montrer qu'après avoir accepté et même sollicité l'intervention du pape, le gouvernement impérial avait tout fait pour qu'elle demeurât sans résultat. Que serait-il arrivé cependant, si, au conseil de Bellevue, s'était trouvé un homme de décision, si l'empereur, si le kronprinz, si le chancelier Michaëlis, ou seulement le ministre Kühlmann avaient eu, avec un sentiment plus juste de la situation, le courage de parler net et s'ils avaient réussi à triompher de la résistance opposée par le haut commandement ?

(1) Michaëlis assure, au contraire, qu'Erzberger avait eu connaissance avant lui-même de la lettre du nonce.

(2) *Verhandlungen der verfassunggebenden Deutschen Nationalversammlung*, vol. 328, p. 1938.

L'Agonie de l'Allemagne Impériale.

Nous n'entreprenons pas ici d'écrire l'histoire de la révolution allemande; notre ambition, beaucoup moins hardie, est d'attirer l'attention du lecteur sur quelques faits peu ou mal connus en France et propres, ce nous semble, à expliquer l'effondrement si rapide d'un empire qu'on pouvait croire solide.

I

Le 13 juillet 1917, le haut commandement avait, avec le concours de certains hommes politiques, obtenu le renvoi du chancelier Bethmann-Hollweg. L'empereur fit appeler le comte Hertling, chef du gouvernement bavarois; mais ce vieillard (il avait 74 ans) ne se sentait pas de taille à défendre contre Ludendorff les prérogatives du gouvernement civil, et refusa le poste qu'on lui offrait. Quand le docteur Michaëlis, qui n'était qu'un honnête fonctionnaire prussien, dépourvu de toute autorité personnelle, dut se retirer à son tour, ce fut encore à Hertling qu'on s'adressa pour le remplacer. Il reçut, le 26 octobre 1917, du comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin, un télégramme qui commençait ainsi : « Prière de venir le plus vite possible, Sa Majesté vous offrira de nouveau le poste de chancelier. Le haut commandement ne s'immiscera plus dans la politique (1). »

Comment la promesse renfermée dans ces derniers mots

(1) Graf von Hertling (c'est le fils du chancelier) : *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 14.

fut-elle tenue ? Quelques exemples suffiront pour le montrer, et quiconque les aura médités sera, pensons-nous, porté à dire avec l'auteur du livre intitulé *Die Tragödie Deutschlands* (La tragédie de l'Allemagne) (1) : après le départ de Bethmann et jusqu'à l'effondrement final, la politique de l'Allemagne a été dirigée en fait par Ludendorff, et c'est au Grand Quartier Général qu'était le véritable siège du gouvernement.

Il y aurait injustice à ne pas reconnaître que le comte Hertling a résisté de son mieux, parfois avec un succès relatif, aux exigences du haut commandement ; son fils a publié une phrase d'un télégramme, signé Ludendorff, où le premier quartier-maître de l'armée se plaint d'avoir été « pressé contre un mur » par le chancelier civil. Entre ces deux hommes, toutefois, la partie n'est pas égale : d'un côté, un vieillard un peu goutteux (un « vieux monsieur », disaient les militaires), tenu de ménager sa santé, et qu'entouraient de soins douillets sa femme, sa fille et son fils ; il a ses heures pour le travail, un travail consciencieux et sans fièvre (2), et ses heures pour le repos ; au cours de l'été 1918, malgré la gravité des circonstances, il emploie ses matinées à rédiger ses mémoires ; après le repas du soir, il fait d'ordinaire sa petite partie de whist, puis il se couche de très bonne heure : il faudrait un événement bien extraordinaire pour qu'on se permît de troubler son sommeil. Non seulement il n'a pas — il le dit lui-même — un tempérament de lutteur, mais son caractère et aussi ses habitudes professionnelles le portent, dans un conflit d'opinion, à faire crédit à l'adversaire, à tenter d'obtenir par la persuasion son assentiment : *rationabile obsequium*. En face de lui, un homme encore jeune, prodigieusement actif, un « rude et dur soldat », véritable incarnation du militarisme prussien: intelligence d'étendue médiocre, esprit dépourvu de toute souplesse, mais volonté impérieuse, tendue pour l'attaque. Même en présence de l'empereur, il ignore et méprise la discussion courtoise ; il ménage les

(1) Cet ouvrage anonyme : *Die Tragödie Deutschlands, von einem Deutschen* semble à tout le moins *inspiré* par M. de Kühlmann, ministre des affaires étrangères du 5 août 1917 au 8 juillet 1918.

(2) « Ni froid, ni chaud, tiède », disait de lui, à sa chute, un journal allemand.

autres aussi peu qu'il se ménage lui-même, et tous plient devant lui, car il est le grand « vainqueur », le « stratège » en qui l'Allemagne a mis tout son espoir. Sa méthode est simple et brutale ; elle consiste à offrir sa démission, et celle de son chef nominal Hindenburg, toutes les fois qu'on ne fait pas ce qu'il veut.

Au mois de janvier 1918, il n'est pas content de la façon dont sont conduites les négociations de Brest-Litowsk : son ancien subordonné, le général Hoffmann, s'est permis d'avoir un avis différent du sien et, au Conseil de couronne qui s'est tenu le 2, l'empereur a paru s'y ranger ; le 7, lettre de Hindenburg à l'empereur :

« Il appartient à Votre Majesté de décider ; mais Votre Majesté ne peut demander que des hommes loyaux, qui ont fidèlement servi Votre Majesté et la patrie, couvrent de leur nom et de leur autorité des actes auxquels, les jugeant en conscience nuisibles à la couronne et au Reich, ils ne peuvent s'associer.

« Votre Majesté ne peut demander que je lui soumette des plans d'opérations, alors qu'il s'agit d'opérations comptant parmi les plus difficiles de toute l'histoire, s'ils ne doivent pas servir à atteindre des buts militaires-politiques déterminés (1). »

Il faut donc que Hoffmann soit rappelé, disgracié (sur ce point, Guillaume qui, dans un entretien particulier, avait exigé de Hoffmann qu'il donnât franchement son avis (2), ne voulut pas céder).

La politique suivie à Brest-Litovsk par le ministre des affaires étrangères, M. de Külmann, n'a pas non plus l'approbation de Ludendorff. Ce ministre devra être congédié (en fait il le fut, comme on va le voir, quelques mois après).

Le chef du cabinet impérial, l'assez inoffensif Valentini, a eu le malheur de déplaire ; il est accusé d'exercer sur l'empereur une mauvaise influence, de dresser autour de lui une « muraille de Chine » pour l'empêcher de connaître les véritables senti-

(1) Lettre reproduite en entier dans Ludendorff : *Urkunden der Obersten Heeresleitung* (Documents du haut commandement), p. 452-455.

(2) « Il ne pouvait guère ne pas me couvrir », dit Hoffmann (*Der Krieg der versäumten Gelegenheiten*, p. 206).

ments de son peuple (1). Son départ est donc jugé nécessaire : on mobilise contre lui le Kronprinz, et Guillaume, après quelque résistance, est contraint de se séparer de son vieux serviteur (2).

Contre le traité qui se négocie à Brest-Litovsk, Ludendorff ne craint pas de soulever l'opinion : des bruits alarmants circulent sur les discussions qui se sont engagées au dernier Conseil de couronne, des renseignements « très confidentiels » sont donnés, la nouvelle se répand que l'Allemagne est sur le point d'accepter une paix honteuse, une paix de renoncement (*Verzichtfrieden*), et de toutes les parties de l'Allemagne affluent des télégrammes contenant les mêmes reproches, exprimant les mêmes inquiétudes, et dont la rédaction même ne varie pas. Le chancelier, devant cette levée de boucliers pangermaniste, finit par se lasser ; aux premiers mots d'un de ces télégrammes que vient d'ouvrir son fils, il l'interrompt : « Laisse-là ces bêtises ; cela ne vaut pas la peine d'être lu (3). » Toutes ces manœuvres, ces offres réitérées de démission, ce chantage perpétuel, pour dire le mot, l'exaspèrent à la longue. Son fils reproduit une note laissée par lui et très significative : « J'ai l'impression que Ludendorff pousse au conflit avec le gouvernement pour instaurer une dictature militaire après la chute de chancelier (4). »

Au mois de février, nouveau désaccord : les négociations de Brest-Litovsk venaient d'être interrompues, les représentants de la Russie soviétique jugeant que l'Allemagne ne tenait pas l'engagement qu'elle avait pris de conclure une paix sans annexions (5). Il s'agissait d'amener les Russes à reprendre les négociations. A cet effet, les chefs de l'armée proposaient d'occuper militairement de nouveaux territoires. On

(1) HERTLING, *ouvr. cité*, p. 55-56.

(2) Le chancelier avait, à la vérité, rédigé, le 12 janvier, en réponse à la lettre de Hindenburg citée ci-dessus, une note définissant de façon stricte, au point de vue du droit constitutionnel, le rôle du haut commandement dans toute affaire d'ordre politique (cette pièce a été reproduite dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung* p. 455), l'empereur l'avait approuvée, et Hindenburg y avait souscrit ou à peu près ; cela ne pouvait rien changer à une situation de fait.

(3) HERTLING, *ouvr. cité*, p. 54.

(4) *Ibid.* p. 59-60.

(5) Voir pour le détail HOFFMANN, *ouvr. cité*, p. 199 à 202.

n'avait aucune résistance à craindre : il suffisait d'un ordre de marche, et les troupes allemandes s'avanceraient glorieusement en Esthonie, en Courlande, en Lithuanie, en Ukraine. M. de Kühlmann était d'un avis différent : il prétendait que les Russes, qu'il connaissait bien, ayant vécu près d'eux, reviendraient d'eux-mêmes à Brest-Litovsk ; il ne souhaitait pas que l'Allemagne étendît davantage son occupation, sachant quelles ambitions se déchaîneraient, et redoutant des difficultés avec l'Autriche ; il jugeait enfin que l'intérêt de l'Allemagne était, non de s'agrandir aux dépens de la Russie, mais de se la concilier et de conclure avec elle une paix qui, par sa modération, pût engager les autres puissances ennemies à négocier à leur tour (1). Au début, le chancelier Hertling, et surtout le vice-chancelier Payer, partageaient les vues du ministre (2). Toutefois, ils se laissèrent convaincre peu à peu, et finalement M. de Kühlmann se trouva seul de son avis. Il s'inclina, et l'ordre fut donné aux troupes d'avancer ; en deux ou trois jours, elles avaient atteint et même dépassé les limites qui leur étaient assignées. Ludendorff reçut un télégramme qui lui enjoignait d'arrêter le mouvement, les Russes ayant annoncé qu'ils allaient reprendre les négociations, mais il n'obéit pas tout de suite, et la ville de Narva fut occupée ; le chancelier dut à son tour s'incliner devant le fait accompli (3). Il va de soi que toute cette affaire n'avait pas contribué à rendre moins tendues les relations du haut commandement avec le ministre des affaires étrangères.

Au printemps 1918, les avantages remportés sur les Anglais d'abord, puis sur les Français, accrurent encore tout naturellement l'autorité de Ludendorff et sa confiance en son propre génie. La seule pensée de consentir à son départ et à celui de Hindenburg serait « criminelle » (4). L'heure est donc venue pour le haut commandement de se débarrasser d'un ministre des affaires étrangères qui s'acharne à négo-

(1) *Die Tragödie Deutschland, von einem Deutschen*, p. 210.

(2) Payer : *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert*, p. 63.

(3) Ludendorff, dans son livre *Kriegführung und Politiks*, essaye de prouver qu'il n'a pas outrepassé ses ordres. Sa démonstration paraît peu convaincante. Cf. Payer, *ouvr. cité*, p. 66.

(4) *Frevelhaft*, dit le chancelier Hertling dans une lettre adressée à Payer. Hertling, *ouvr. cité*, p. 131.

cier une paix d'accommodement avec l'Angleterre. Tous les moyens lui sont bons à cet effet : ses amis du parti conservateur et les pangermanistes répandent des bruits probablement calomnieux sur la vie privée de M. de Kühlmann : au cours des négociations avec la Roumanie, il s'est, à Bucarest, conduit de façon scandaleuse, le prestige de l'Allemagne en a grandement souffert. Ces racontars prirent assez de consistance pour que le chancelier crût devoir porter l'affaire devant les tribunaux (1). Le 21 avril, Hertling étant à Spa, arrive dans la soirée un télégramme de M. de Kühlmann, contenant une nouvelle très étrange : le ministre annonce que le haut commandement a décidé de pénétrer en armes, sans aucun retard, sans même en référer au gouvernement, en territoire hollandais ; le prétexte allégué est que la Zélande est fréquemment survolée par des aviateurs anglais et que la Hollande, malgré les réclamations réitérées de l'Allemagne, paraît incapable de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter sa neutralité dans les airs. Hertling est déjà couché ; on ne juge pas l'affaire assez grave pour le réveiller. Mais M. de Radowitz, qui avait lu le télégramme, invite le colonel de Winterfeldt à se mettre aussitôt en communication téléphonique avec le haut commandement ; la réponse de Ludendorff est rassurante : il ne violera pas le territoire hollandais sans l'autorisation du gouvernement (2). En fait, l'incident n'eut pas de suites graves ; peut-être n'est-il pas téméraire d'y voir un simple épisode de la lutte tantôt sourde, tantôt déclarée, du haut commandement contre M. de Kühlmann.

Ce ministre, cependant, ne veut pas se laisser décourager et poursuit toujours, par des moyens d'efficacité assez illusoire d'ailleurs, ses tentatives de rapprochement anglo-allemand (3). Dès le mois de janvier, le comte Brockdorff-Rantzau,

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 67.

(2) D'après le récit de Hertling, *ouvr. cité*, p. 96.

(3) Il n'est pas sans intérêt de noter que M. de Kühlmann avait des relations personnelles en Angleterre. Conseiller d'ambassade à Londres, il avait heureusement conclu, au mois de juillet 1914, un accord avec l'Angleterre sur les affaires d'Afrique et celles d'Orient ; il était sur le point d'obtenir (disait-il) une promesse de neutralité du gouvernement britannique en cas de conflit franco-allemand, quand la guerre éclata. Il eut alors ce mot que

ministre à Copenhague, avait annoncé que le roi de Danemark, croyant le moment favorable, offrait de servir d'intermédiaire entre le gouvernement britannique et celui du Reich ; ces démarches du comte Brockdorff-Rantzau et les discussions qui suivirent à Berlin, étaient restées sans résultat. Au mois de juin, il semble possible d'entrer en pourparlers avec l'Angleterre par l'intermédiaire des délégués allemands qui traitent à la Haye de l'échange des prisonniers avec les délégués anglais (1). N'y a-t-il point, d'ailleurs, des signes manifestes de lassitude en Angleterre? L'Angleterre n'a-t-elle pas révélé le désir de traiter ? Le 16 mai, à la Chambre des Communes, Balfour a déclaré que le gouvernement britannique ne fermait la voie à aucune démarche en faveur de la paix, que si une invite lui était adressée, de quel côté qu'elle vînt, pourvu qu'elle s'appuyât sur des bases paraissant solides, il n'y resterait pas sourd. Vers la fin de juin, à Glasgow, le général Smuts, membre du Cabinet de guerre, prononce un discours où il paraît admettre l'idée d'une paix restituant à toutes les puissances belligérantes leurs territoires d'avant la guerre.

Comme avec l'Angleterre, M. de Kühlmann cherche aussi à engager la conversation avec les Etats-Unis. Un Allemand résidant en Suisse, le professeur Nathan, s'est embarqué, et réussit à gagner l'Amérique ; il a mission de voir le président Wilson, de l'éclairer sur les desseins de l'Allemagne, à qui l'on prête à tort des ambitions de conquête.

Malheureusement pour M. de Kühlmann, toutes ces tentatives étaient contrecarrées vigoureusement par les conservateurs pangermanistes d'accord, semble-t-il, avec le haut commandement. Le comte Roon, membre de la Chambre prussienne des Seigneurs, publiait au mois de juin dans les *Görlitzer Nachrichen* une sorte de manifeste commençant ainsi :

« Maintenant nous avons la force qui nous a donné la victoire ; nous n'avons pas à nous « entendre » avec nos

certains Allemands ne lui pardonnaient pas : « Ce que nous tentons de faire aujourd'hui, un plus grand que nous, Napoléon, l'a entrepris, et il a échoué. »

(1) PAYER, *ouvr. cité*, p. 120.

ennemis abattus ; nous sommes en situation de leur imposer les conditions suivantes (1)... »

Au nombre de ces conditions se trouvait l'annexion de la côte flamande et de la côte française jusqu'à Calais inclusivement, la cession par l'Angleterre d'un certain nombre de stations navales et de sa flotte de guerre tout entière.

Et, en même temps, l'amirauté allemande décidait de créer une nouvelle zone de blocus maritime sur les côtes même des Etats-Unis.

Il est facile de comprendre quel accueil reçut des partis de droite M. de Kühlmann quand il vint, le 24 juin, exposer au Reichstag la situation. Dans son discours, qu'il prononça d'ailleurs du ton le plus froid et avec un air de lassitude, il rappelait une parole du vieux Moltke qui disait en 1890 : « Quelle pourra être la durée d'une guerre venant à éclater entre les puissances européennes ? Nul ne peut le prévoir. Aucune des grandes puissances intéressées ne consentira, après une ou deux campagnes, à s'avouer vaincue. Les conditions qu'elle aurait à subir seraient trop dures, et la guerre se prolongera en conséquence ; peut-être ce sera une nouvelle guerre de sept ans, peut-être une guerre de trente ans. » Et un peu après, M. de Kühlmann s'exprimait ainsi :

« Quand on a égard à la grandeur monstrueuse de cette guerre en coalition, et au nombre des puissances, non seulement européennes, mais trans-océaniques, qui y prennent part, on ne peut guère s'attendre que la fin de la lutte soit obtenue par des décisions militaires seules, sans négociations diplomatiques. »

Cette phrase fut aussitôt relevée par le comte Westarp : « Nous avons, s'exclama-t-il, fait la paix à l'est avec notre bonne épée ; notre épée la rétablira aussi à l'ouest. »

Au grand quartier-général l'effet fut prompt ; le capitaine Hertling le compare à celui d'une bombe. Ludendorff dut penser : « Nous le tenons enfin. » Hindenburg, dès le 25 au matin, télégraphiait au chancelier pour lui dire quelle impression déplorable, accablante, le langage de M. de Kühlmann

(1) Ce manifeste est reproduit dans *Die Tragödie Deutschland, von einem Deutschen*, p.248, 249.

avait produite dans l'armée (1). Un homme d'un caractère plus ferme que ce ministre aurait cherché à s'appuyer sur les partis de gauche, dont il avait exprimé l'opinion et qui formaient la majorité du Reichstag; il aurait nettement pris position contre le haut commandement. Kühlmann n'en eut pas le courage ; dans l'après-midi du 23, il fit mine de s'excuser au contraire, atténua de son mieux ses déclarations de la veille, si bien que la gauche en conçut de l'inquiétude et qu'il se trouva, dit Hertling, entre deux sièges.

Dès lors, la chute de M. de Kühlmann était inévitable; on ne pouvait qu'essayer de la retarder un peu. C'est à quoi s'employa le chancelier Hertling, qui partit pour Spa, où il eut, le 1er juillet, un long entretien avec Hindenburg et Ludendorff. Il s'efforça vainement d'excuser son ministre des affaires étrangères ; Ludendorff et, *plus que lui*, Hindenburg restèrent intraitables, et déclarèrent qu'ils se refusaient désormais à collaborer avec M. de Kühlmann : lui présent, ils ne prendraient part à aucun Conseil de couronne et, en cas qu'il entrât, sortiraient aussitôt.

Un nouvel entretien eut lieu le 2 en présence de l'Empereur ; toujours disposé à donner raison à l'Etat-Major, Guillaume déclara, lui aussi, que le maintien de M. de Kühlmann était impossible et qu'on pouvait tout au plus lui accorder quelques semaines de répit : le temps de poursuivre les pourparlers engagés à la Haye, et aussi de lui trouver un successeur.

Le 3, Hindenburg et Ludendorff étant repartis pour Avesnes, qui était à ce moment le siège du grand quartier-général, Hertling obtint de l'empereur qu'il consentît à recevoir M. de Kühlmann, et ce ministre fut mandé à Spa. Son successeur, non encore désigné, y arriva de son côté le 5 ; c'était l'amiral von Hintze, ministre à Copenhague.

Du point de vue politique, le départ de M. de Kühlmann n'était pas sans avoir de gros inconvénients ; en dépit de son attitude peu nette au lendemain de son fameux discours, il

(1) Ce qu'il y a d'assez piquant dans cette histoire, c'est que la formule de Kühlmann sur l'impossibilité d'une solution militaire était empruntée, nous le savons aujourd'hui, à un mémoire du colonel von Haeften, mémoire *approuvé par Ludendorff* (voir les conclusions de la *Commission d'enquête sur l'effondrement*, publiées dans la *Vossische Zeitung* 21 juillet 1925).

représentait dans le cabinet l'opinion de la majorité ; on le savait désireux de faire la paix, et une très grande partie du peuple allemand souhaitait ardemment la paix. Les fils, bien ténus, qu'il s'efforçait de nouer, allaient-ils être rompus? L'Allemagne allait-elle prendre en face de l'Europe et des deux Amériques une attitude intransigeante ? Il était certain que le renvoi de M. de Kühlmann et son remplacement par un ministre plus agréable au haut commandement serait considéré partout comme une victoire du parti conservateur. Tous ceux qui, en Allemagne, souhaitaient l'établissement d'un régime parlementaire — et ils ne laissaient pas d'être nombreux — en seraient péniblement affectés.

Telles sont les raisons que fait valoir Payer dans une lettre adressée, le 6 juillet, à Hertling :

« J'espérais, disait-il, faire comprendre aux socialistes qu'un changement de personne ne doit pas être entendu nécessairement comme un changement de système.

« Ainsi que le montre leur attaque brutale de mercredi (1), ils s'obstinent à penser que le départ de Kühlmann, quel que soit son successeur, est une victoire des pangermanistes, et ils y voient une preuve que le gouvernement actuel, effrayé par le bruit, est incapable de résister aux pangermanistes, capitule devant le haut commandement et ne mérite donc aucune confiance (2). »

Payer, vieux parlementaire à tendances démocratiques, redoutait beaucoup une rupture avec les socialistes dits « majoritaires » qui, jusque-là, avaient en somme soutenu le gouvernement et voté tous les crédits. Il savait que son propre parti (alors appelé progressiste) et la plupart des députés du Centre prendraient une attitude hostile si le gouvernement se montrait par trop infidèle à une politique de modération.

Donc, conclut-il, conservons Kühlmann si c'est possible. Si

(1) Le mercredi 3 juillet, Scheidemann, au sujet d'une demande de crédit, et aussi de la paix avec la Roumanie, avait en effet prononcé un discours assez agressif où il déclarait que M. de Kühlmann avait exprimé la pensée de tous les chanceliers, de tous les ministres, de tous les diplomates.

(2) Payer reproduit sa lettre dans son livre, p. 69.

cela ne l'est pas, faisons en sorte de rassurer tout le monde sur nos intentions.

Hertling, dans ce cas particulier, partageait l'avis de son vice-chancelier, bien qu'il fût, en sa qualité de vieux conservateur, l'adversaire de la « parlementarisation ». Il eut avec l'empereur un nouvel entretien, le 7 au soir, et lui communiqua la lettre de Payer. Mais, pour tout ce qui a trait à la situation des partis, pour tout ce qui est d'ordre parlementaire, Guillaume a toujours fait preuve d'un manque total de compréhension. « Il est difficile, écrivait Hertling à Payer, de l'amener à une appréciation juste de ces choses (1). » Toutefois, comme il était très changeant et que Hertling insista beaucoup sur les services que M. de Kühlmann pouvait rendre dans les négociations engagées, il finit par consentir à retarder jusqu'à l'automne le renvoi du ministre. Le chancelier revint chez lui tout heureux et fier de cette petite victoire. Il comptait sans son hôte ; il terminait à peine son repas du soir que le colonel Winterfeldt arriva et lui annonça, d'ordre du souverain, que l'empereur avait changé sa décision et que le départ de M. de Kühlmann ne pouvait pas être différé. Guillaume avait-il reçu d'Avesnes un message téléphonique ? Il est permis de le supposer. Ludendorff, à la vérité, a soutenu itérativement qu'il n'avait nullement exigé le départ de M. de Kühlmann ; mais, outre que son témoignage en cette affaire est un peu sujet à caution, ce qu'il dit peut être vrai de lui personnellement et ne pas l'être de Hindenburg. Il est à noter, en effet, que, d'après le témoignage, non suspect celui-là, de Hertling, Hindenburg, le tranquille Hindenburg, était particulièrement monté contre M. de Kühlmann et, dans les entretiens du 1er et du 2 juillet, avait montré plus d'intransigeance que son second (2).

Quand, le 8, M. de Kühlmann se présenta chez l'empereur, ce dernier l'accueillit par ces mots : « Notre mariage est rompu. »

Il est infiniment peu probable que M. de Kühlmann fût

(1) La lettre de Hertling a été reproduite dans le livre de son fils, p. 131 à 134.

(2) « Je ne l'ai jamais vu si intraitable », disait Hertling (*Ibid*, p. 131).

arrivé à négocier, s'il était resté en fonctions, et si nous avons cru devoir parler un peu longuement de ce congé assez brutal, ce n'est pas qu'il nous paraisse avoir, par lui-même, un grand intérêt historique. Nous avons voulu montrer par un exemple comment se réglaient les affaires et quelles influences contraires s'exerçaient. Au commencement de juillet, l'Allemagne pouvait encore se croire victorieuse, le régime impérial était déjà bien malade.

II

Si l'unité de direction a fait défaut à la politique extérieure de l'Allemagne pendant la guerre, si, à toutes les velléités pacifiques du gouvernement civil, les hommes du haut commandement ont toujours opposé une résistance insurmontable, que dire de la politique intérieure ? Nous ne nous attarderons pas à répéter ce que tout le monde sait : que ni les mesures prises de bonne heure pour assurer le ravitaillement, ni la création d'un service civil obligatoire, ni le talent d'organisation qu'on reconnaît aux Allemands, n'ont empêché les souffrances de la population d'aller en croissant jusqu'à devenir insupportables. Que, dans ces conditions, l'ouvrier et le paysan se soient lassés de tant de sacrifices inutiles, que les manifestations en faveur de la paix se soient multipliées, que des grèves aient éclaté dans les usines de guerre, que des émeutes locales aient fait entendre çà et là dans le Reich leurs grondements avertisseurs, on ne saurait en être surpris. Notre attention se portera dans le présent chapitre sur des faits d'autre sorte, politiques plutôt que sociaux ; nous voudrions montrer comment, dans tous les partis, le mécontentement s'est répandu, comment le gouvernement s'est montré incapable d'imposer sa volonté, même aux plus fidèles amis du régime, comment enfin, tandis que dans des pays démocratiques et parlementaires, tels que la France et l'Angleterre, un Clemenceau, un Lloyd George réussissaient sans trop de peine, à l'heure du péril, à faire accepter une quasi-dictature, le phénomène opposé s'observait dans l'Allemagne impériale : quand il aurait fallu que tous les ressorts de la

machine gouvernementale se tendissent, on s'aperçut qu'ils étaient cassés.

Le chancelier Hertling s'est trouvé, dès son arrivée au pouvoir, en présence de deux réformes politiques en voie d'accomplissement : la suppression des privilèges de classe en Prusse (1), et l'introduction dans le Reich du régime parlementaire. La première de ces réformes était promise depuis plusieurs mois ; l'empereur en avait fait l'objet de son « message de Pâques » (7 avril 1917). Il y a lieu, disait-il dans ce document, de donner à toutes les classes de la population quelque moyen nouveau de participer librement, joyeusement, à la vie publique... Le chancelier est chargé de préparer, pour le retour de nos guerriers, une réforme de la législation dans ce sens : « Après les prodiges accomplis par le peuple tout entier dans cette guerre formidable, il n'y a plus place en Prusse, telle est ma conviction, pour le vote par classes. Le projet de loi devra établir l'élection des députés au suffrage direct et au scrutin secret (2). » L'empereur prévoyait, en outre, une réforme de la Chambre des Seigneurs, où il voulait que toutes les professions et toutes les classes fussent représentées.

Comme il était naturel, ce message fut accueilli plus que froidement par les conservateurs : le privilège des riches, des grands propriétaires en particulier, était menacé ; la Prusse allait se « démocratiser » ; autrement dit, ce qui subsistait encore de l'ancienne Prusse allait disparaître (3). En revanche, les partis de gauche jugeaient la réforme indispensable,

(1) On sait que, pour la désignation des députés au Landtag prussien, la population du royaume était divisée en trois classes, chacune payant un tiers de la totalité des impôts directs ; la première classe, formée des plus imposés, comprenait 3,82 0/0 de la population, la deuxième 13,87 0/0, le troisième 82,31 0/0. Les élections se faisaient à deux degrés, les délégués des trois classes, en nombre égal constituant le collège électoral qui nommait les députés. Eu égard au nombre moyen des électeurs de la première classe et de la troisième, le suffrage d'un gros contribuable pesait 22 fois autant que celui d'un petit contribuable ou d'un électeur du premier degré ne payant pas de contribution directe. La réforme de ce système, déjà jugé sévèrement par Bismarck en 1867, était demandée depuis longtemps par les partis de gauche ; des projets avaient été déposés ou annoncés en 1908 et 1910.

(2) *Ostererlass über eine Reform in Preussen* (Rescrit de Pâques sur une réforme en Prusse).

(3) C'est en ce termes que la *Gazette de Cologne* parlait de la réforme.

et le chancelier Bethmann-Hollweg y voyait un moyen, peut-être le seul moyen, de s'assurer, jusqu'à la fin de la guerre, le concours des socialistes, une satisfaction donnée aux progressistes, aux libéraux, au Centre catholique, et d'une manière générale aux aspirations démocratiques de toute l'Allemagne. Il convient de l'observer, en effet, purement prussienne à première vue puisqu'il s'agissait du droit électoral en Prusse, la réforme intéressait en réalité l'Allemagne entière, pour cette raison que la Prusse était l'Etat de beaucoup le plus considérable, l'Etat-maître de la Confédération, celui dont la volonté avait toujours le dernier mot au Bundesrat.

Le Reichstag étant élu au suffrage universel et direct, les Etats importants de l'Allemagne du Sud ayant une Chambre basse issue du peuple entier, il semblait anormal et de plus en plus inadmissible que le pouvoir législatif appartînt en Prusse à deux Chambres, dont l'une tout aristocratique (1), l'autre représentant principalement les classes riches. De là cette conséquence que toute cette affaire de réforme électorale a été, dans une large mesure, une lutte soutenue par la « vieille Prusse » contre l'Allemagne nouvelle.

Le message de Pâques fut suivi, le 11 juillet, par un deuxième rescrit impérial et royal adressé au chancelier et ordonnant le dépôt d'un projet de loi qui établît en Prusse l'égalité des droits politiques. M. de Bethmann-Hollweg, à la veille de sa chute, avait obtenu de l'empereur ce nouveau pas en avant. La presse conservatrice, en particulier la *Kreuzzeitung* et la *Deutsche Zeitung,* y virent l'effet d'une pression exercée par certains membres du Reichstag, notamment Erzberger. « Voilà, disait aimablement la *Deutsche Zeitung,* la solution imaginée par le chancelier pour se tirer des difficultés que lui créent les gouvernements des Etats confédérés. En tant que président du Conseil des ministres prussien, il présente cette immondice aux masses. Le peuple prussien va être gratifié, bonheur que, certes, il ne souhaitait pas, d'une onction démocratique. Si vraiment quelque jour il arrive à se persuader, par extraordinaire, que c'est un bien-

(1) Sur 300 membres environ que comprenait la Chambre des Seigneurs, cent étaient membres héréditaires de droit, cent autres nommés par l'empereur mais sur la présentation des cercles nobiliaires.

fait, il élèvera un monument de gratitude ; mais ce ne sera pas au philosophe de Hohenfinow (1), ce sera au maître d'école wurtembergeois en disponibilité, Erzberger, qui est originaire, lui, de Buttershausen, une enclave de trafiquants juifs dans le pays de Souabe, foncièrement allemand par ailleurs. C'est son intervention dans la Commission principale du Reichstag qui a déterminé le chancelier ; un démocrate allemand du Sud, instigateur de réformes en Prusse ! De pareilles absurdités n'étaient possibles que sous M. de Bethmann-Hollweg. »

Le chancelier ayant dû résigner ses fonctions au lendemain de ce message, c'est sous son successeur, Michaëlis, que furent prises les mesures préparatoires nécessaires à l'accomplissement de la réforme. Elles consistaient en un remaniement du ministère prussien : les adversaires du projet furent remplacés par des hommes qui lui étaient favorables, tels que Spahn, l'un des chefs du parti du Centre, Drews et Hergt. Au mois de novembre, Hertling devenu chancelier et président du Conseil des ministres prussien, le vice-président Breidenbach fut à son tour remplacé par Friedberg, chef du parti national libéral au Reichstag et partisan de la réforme ; presque en même temps le progressiste Payer (un Wurtembergeois) devenait vice-chancelier en remplacement du conservateur prussien Helfferich. Le 20 novembre enfin, l'on eut connaissance dans le public de trois projets de loi : le premier accordait le titre d'électeur à tous les Prussiens âgés de vingt-cinq ans, possédant depuis trois ans au moins la qualité de sujet prussien et domiciliés depuis un an au moins dans une commune prussienne ; les élections au Landtag devaient se faire au suffrage direct, au scrutin secret, et à la majorité absolue des votants, à raison de un député pour une circonscription électorale comprenant 250.000 habitants.

Le deuxième projet de loi modifiait la composition de la Chambre des Seigneurs, où entraient des représentants des communes et de diverses professions (agriculture, commerce, industrie, métiers, université, église).

Le troisième projet de loi, remaniant quelque peu la constitution, réglait les conflits qui pourraient éclater au sujet des

(1) Bourgade du Brandebourg, lieu de naissance de Bethmann-Hollweg.

dépenses publiques entre le Landtag et la Chambre des Seigneurs. On sait que jusque-là la Chambre des Seigneurs ne pouvait qu'accepter ou rejeter en bloc le budget voté par le Landtag, mais non l'amender.

Ces projets, particulièrement le premier, ne pouvaient que déplaire aux conservateurs, qui se préparèrent à défendre énergiquement leurs positions. D'autre part, les libéraux avancés et les socialistes se déclaraient mécontents des restrictions apportées au droit de vote et faisaient observer que le parti qui, jusque-là, avait dominé au Landtag, conservait en fait le pouvoir parce qu'il aurait la majorité dans la Chambre des Seigneurs (1).

Le 5 décembre, les projets du gouvernement vinrent en première lecture devant le Landtag. Le chancelier, quelque peu gêné par sa qualité de Bavarois, déclara que sa conscience était engagée : le roi avait à plusieurs reprises et solennellement promis de donner à ses sujets l'égalité de droits politiques ; il fallait que cette promesse fût tenue. Le ministre de l'Intérieur Drews le soutint énergiquement ; « le gouvernement prussien, dit-il, userait de tous les moyens en son pouvoir pour accomplir une réforme dont l'abandon mettrait la désunion entre le peuple et la couronne ». Tout aussitôt le parti conservateur protesta : son chef, M. de Heydebrand, le prit de haut : « Nous respectons fort, dit-il en substance, M. de Herling, mais il n'est pas des nôtres, et les affaires intérieures de la Prusse doivent être réglées entre Prussiens. Nous ne mettons pas en doute le patriotisme allemand de M. de Hertling, mais la façon dont il est arrivé au pouvoir nous déplaît : il a voulu, avant d'accepter le poste de chancelier et de premier ministre prussien, s'assurer qu'il était agréé par la majorité du Reichstag ; c'est donc un chef de Cabinet parlementaire, ou quelque chose d'approchant, que nous avons devant nous, et nous n'avons aucun goût pour le régime parlementaire. »

Nous nous bornerons à passer en revue les incidents les plus marquants de la lutte qui s'engagea et se prolongea

(1) Le nombre des membres était porté à 510 (maximum), dont 150 nommés par le roi sans présentation ; parmi les autres, des membres à vie et de très nombreux représentants des classes privilégiées.

jusqu'à la veille même du jour fatidique où devait s'écrouler, en même temps que l'empire allemand, la monarchie prussienne. Tout d'abord, après d'assez longs débats, renvoi des projets à une commission de 35 membres. Le 19 janvier 1918, le Landtag décida qu'il délibérerait en premier lieu sur la réforme de la Chambre des Seigneurs. Le désir manifeste des conservateurs qui formaient la majorité de cette assemblée, était de faire traîner les choses en longueur, si possible, jusqu'à la fin de la guerre.

En raison de l'intérêt qu'avait l'affaire pour toute l'Allemagne, le vice-chancelier Payer crut devoir y faire allusion au Reichstag. Dans la discussion qui s'engageait le 25 février au sujet du budget, il proclama, pour commencer, l'union de tous plus nécessaire que jamais dans le Reich, parla des sacrifices que tous devaient être prêts à faire : « Plus les sacrifices nécessaires sont grands pour la masse de la population, plus aussi ses efforts pour s'assurer, avec plus de liberté de mouvements, plus de pouvoir, plus d'influence sur le gouvernement, méritent d'être récompensés. Le gouvernement du Reich reste fermement attaché à la réforme du droit électoral en Prusse, et j'ai la conviction que cette réforme ne peut manquer de s'accomplir promptement (1). » Jusque-là, bien que mécontente, la droite était restée calme ; une parole du vice-chancelier déchaîna le tumulte. Après avoir flétri les grèves et l'agitation révolutionnaire, il ajouta : « En dehors des rangs des grévistes et à droite comme à gauche, il y a des hommes auxquels il faut rappeler que nous devons à la patrie le sacrifice de nos préférences et de nos intérêts personnels. » Du coup, les conservateurs se cabrèrent : le vice-chancelier les avait gravement offensés. Le Reichstag dut, sur la demande de M. de Heydebrand, décider que la séance du lendemain commencerait seulement à deux heures, afin que le parti conservateur eût le temps d'examiner le « discours provocant » de Payer. C'était la première fois qu'un membre du gouvernement se voyait assailli de la sorte au Reichstag. Payer qui, dit-il, n'avait jamais compté sur le

(1) Nous ne traduisons pas, mais résumons le discours du vice-chancelier ou une partie de ce discours en nous aidant du résumé qu'il en a donné lui-même dans son livre : *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert*, p. 283.

concours de la droite, garda sa tranquillité, mais tout l'état-major gouvernemental qui l'entourait : sous-secrétaires d'Etat, représentants des Etats au Bundesrat, conseillers secrets, se laissa intimider. Après la séance, un des conseillers secrets ne crut pas devoir cacher que la situation du vice-chancelier lui semblait fort compromise. « Le Centre, objecta Payer, ne me laissera pas tomber. » — « Ah! reprit le conseiller secret, si vraiment le Centre vous soutient, vous êtes plus fort en Prusse que n'importe qui. »

Payer, à qui nous empruntons ce court dialogue, ajoute en manière de commentaire : « Nous nous étions trompés l'un et l'autre. Il s'était exagéré l'influence des conservateurs dans le Reich : en fait, ils n'ont pu me renverser. Mais j'avais, moi, sous-estimé l'influence qu'ils ont gardée en Prusse. Uniquement soucieux de conserver leur privilège et écartant de sang-froid toute autre considération, ils sont restés vainqueurs dans cette lutte pour le droit électoral, — à quel prix ! il est inutile aujourd'hui de le discuter (1). »

Les adversaires de la réforme au Landtag, c'est-à-dire les conservateurs, les nationaux-libéraux en majorité et quelques membres du Centre, étaient bien décidés à user de tous les moyens pour empêcher le projet du gouvernement d'aboutir, en l'amendant de telle sorte qu'il n'en subsistât rien, et la procédure compliquée instituée par la constitution prussienne leur donnait toute facilité pour prolonger leur obstruction aussi longtemps qu'ils voudraient, car il fallait qu'après une suite de lectures séparées les unes des autres par des intervalles de temps assez longs, les deux Chambres finissent par être entièrement d'accord, et cela pouvait durer indéfiniment. D'autre part, beaucoup de partisans de la réforme, s'y résignant plutôt qu'ils ne la souhaitaient ardemment, n'apportaient pas à la défendre un zèle excessif. La seule façon d'en finir dans ces conditions était de dissoudre le Landtag et le gouvernement y pensa sérieusement. Mais il aurait fallu alors procéder avant la fin de la guerre à des élections nouvelles, et cela semblait assez dangereux. Le haut commandement, sans prendre ouvertement position contre la

(1) PAYER, *ouvr. cité*, p. 284.

réforme électorale, y était, on le savait, hostile ; il se prononça nettement, sinon publiquement, contre la dissolution du Landtag et paraît avoir agi sur le souverain pour l'empêcher (1).

Bien qu'il eût, le 18 avril, répété qu'il voulait donner à ses sujets l'égalité de droits politiques, Guillaume refusa de dissoudre le Landtag, de sorte qu'à la reprise des débats, le 30 (deuxième lecture), Hertling et Friedberg eurent beau soutenir avec énergie le projet de réforme, ils ne purent dire le mot décisif qui seul eût probablement triomphé de la résistance opposée par la majorité (2), et le 2 mai, par 230 voix contre 183, le principe de l'égalité politique fut rejeté. (Il en fut de même le 14 mai, le 11 et le 14 juillet, quand les projets vinrent en 3e, 4e et 5e lectures.)

(1) Le document révélateur sur ce point est une lettre adressée par M. Stresemann au général Ludendorff, le 29 avril 1918 (reproduite dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 293). Streseman, membre influent du parti, national-libéral, mais politique assez avisé, est de ceux qui acceptent la réforme électorale et même la jugent indispensable eu égard aux circonstances; toute l'Allemagne du sud et 85 % des électeurs prussiens la réclament; si elle s'accomplit, le peuple allemand satisfait ne pensera plus qu'à bien terminer la guerre; les partisans de la paix sans victoire et sans annexion, les membres du Reichstag qui ont voté la fameuse résolution du 19 juillet 1917, seront réduits à l'impuissance. Au contraire, si le projet de réforme échoue, le mécontentement de la population profitera aux partis que représentent dans la presse le *Berliner Tageblatt* (les progressistes à tendances démocratiques), le *Vorwärts* (les socialistes), la *Germania* (le Centre, Erzberger) Il faut surtout éviter qu'on puisse dire tout haut : Hindenburg et Ludendorff sont des adversaires irréductibles de la réforme ; Hindenburg et Ludendorff ne veulent à aucun prix de la dissolution du Landtag. Mieux vaudrait encore que cette dissolution eût lieu : sans doute, il est fâcheux de donner, pendant que la guerre dure encore, prétexte à une agitation politique dans le pays, mais, en fait, cette agitation existe déjà et, en cas d'élections nouvelles, elle n'aura plus d'intensité que dans un petit nombre de circonscriptions et ne durera pas plus de quatre semaines.

Evidemment, si Stresemann écrit cette lettre le 29 avril, au moment où les débats vont reprendre au Landtag, pour exhorter Ludendorff à garder une attitude très réservée, c'est que l'action du haut commandement s'était exercée contre la réforme et contre la dissolution, que beaucoup de gens le disaient et qu'il fallait empêcher la situation de s'aggraver.

(2) Un incident assez vif, qui se produisit dans la séance du 30 avril, mérite d'être mentionné : le comte Spee propose l'ajournement du débat jusqu'à la fin de la guerre et assure à ce propos que les soldats qui sont au front se soucient fort peu de la réforme. Le socialiste Hoffmann l'interrompt : « Comment pouvez-vous savoir ce qu'ils pensent, vous passez votre temps au casino des officiers », et, prenant un peu après la parole, déclare que si la proposition d'ajournement est adoptée (en fait, il s'en fallut de peu qu'elle ne le fût), il exhortera les soldats du front à se retirer du combat.

Les membres du gouvernement, le chancelier Hertling, le vice-chancelier Payer, les ministres et secrétaires d'Etat Wallraf, Friedberg, Hergt, Drews, Spahn, s'étaient réunis cependant et avaient jugé qu'il était impossible de laisser aller les choses de la sorte. Le chancelier fut prié de faire au roi de nouvelles représentations, mais ces instances restèrent sans effet, d'après Payer (1). Suivant le capitaine Hertling, le chancelier aurait obtenu du souverain un acquiescement de principe à la dissolution du Landtag au commencement du mois de mai (2). Quoi qu'il en soit, on recula devant la mesure, et, après examen de divers projets, dont celui de proroger pour un temps les deux Chambres et, quand elles se réuniraient de nouveau, de remettre la question à l'étude en faisant à la droite quelques concessions (3), le gouvernement n'intervint que pour recommander l'adoption de son projet, le 4 septembre, à la commission nommée pour l'examiner par la Chambre des Seigneurs (4). Quelques passages du discours prononcé par Hertling en cette occasion valent d'être cités :

« L'attention de tous, non seulement en Prusse, mais en Allemagne, se porte sur vos délibérations. C'est pour le gouvernement une tâche à laquelle il ne peut faillir que de poursuivre l'accomplissement de la promesse faite par le roi... Tous dans cette guerre ont fait leur devoir, aussi bien ceux qui sont en haut que ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, les pauvres comme les riches, les ignorants comme les plus instruits ; il ne doit donc plus y avoir, en ce qui concerne la capacité électorale, de différence de classe sociale... C'est ainsi que, dès le début, j'ai compris la parole donnée par le roi ; cette parole, il faut qu'elle soit tenue. Si vous restez sourds à mes exhortations, je quitterai le pouvoir et celui qui me remplacera se trouvera en présence de la même obligation : il s'agit du maintien de la couronne et la dynastie (5). »

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 287.

(2) Hertling, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 170.

(3) Certains membres du gouvernement pensèrent aussi, au cours de l'été, à faire voter par le Reichstag une loi établissant le suffrage universel dans tous les *Etats* allemands. Ce projet n'eut pas manqué de paraître à tous les adversaires de la réforme contraire à la Constitution.

(4) Hertling pensait que, s'adressant au sentiment dynastique, il obtiendrait de cette chambre ce que le Landtag lui avait refusé.

(5) Nous donnons le sens du discours d'après le texte imprimé dans le

La commission écouta, non sans émotion, cet appel pathétique ; la délibération commença, et la réforme fut — provisoirement — enterrée.

Les événements se précipitaient cependant; au début d'octobre, alors que la situation militaire paraissait irrémédiablement compromise, en pleine crise de chancellerie, le haut commandement qui, à ce moment, jugeait indispensable une demande d'armistice aussi prompte que possible (1), s'avisa aussi qu'à l'intérieur du pays il fallait donner des gages de bon vouloir à la grande masse de la population et aux partis de gauche. D'après le récit de Wermuth, alors premier bourgmestre de Berlin, « deux représentants du gouvernement prussien déclarèrent le 1er octobre à la Commission de la Chambre des Seigneurs que, de l'avis du haut commandement, l'égalité de droits politiques devrait être admise par la haute Assemblée, et cela sans aucun retard : la situation politique et militaire commandait impérieusement cette réforme ». Si grande fut la surprise que quelques membres de la Commission refusèrent de croire à la nouvelle et il fallut que le comte Rödern, secrétaire d'Etat, qui arrivait au Grand Quartier général, vînt en personne la confirmer.

Malgré cet avertissement donné par des hommes qu'on ne pouvait guère soupçonner d'inclinations démocratiques, malgré les adjurations du gouvernement, la Commission ne put encore se résoudre à accepter la pleine égalité ; elle introduisit dans le projet une disposition tendant à faire varier le poids du suffrage avec l'âge du votant, l'électeur âgé de 40 ans disposant de plus de voix que l'électeur plus jeune.

Le 15 octobre seulement, l'accord put se faire à peu près sur le principe de l'égalité et, le 24, jour où l'Assemblée se prononça, la droite entière s'abstint (2). Le Landtag avait tenu sa dernière séance le 23 octobre et ne devait plus se réunir

Deutcher Geschichtskalender (34e année, 1918). On observera que les volumes de cette collection publiés pendant la guerre portent un titre spécial : *Der Europäische Krieg* et que le volume auquel nous nous reportons est le neuvième de cette série, p. 411.

(1) Nous verrons dans un chapitre ultérieur quel motif le détermina brusquement et quelles furent les conséquences de cette décision.

(2) Quelques membres du parti-conservateur déclarèrent en cette question se séparer du groupe.

que le 18 novembre. La Révolution lui épargna la peine de revenir sur ses décisions antérieures (1).

Votée au mois de décembre 1917, comme elle aurait pu l'être, ou dans les premiers mois de 1918, la réforme électorale aurait-elle empêché la révolution d'éclater ? Il serait téméraire de l'affirmer ; du moins peut-on dire que les conservateurs prussiens, par leur acharnement à défendre leurs privilèges, ont efficacement contribué à rendre la révolution inévitable, que la responsabilité du haut commandement dans cette affaire n'est guère moindre que celle du parti conservateur, et que son brusque changement d'attitude, un peu avant la catastrophe, révèle un désarroi profond, que le gouvernement impérial et royal enfin, malgré les belles promesses de Guillaume et les belles paroles de Hertling, s'est montré faible et mou dans sa politique intérieure comme il était hésitant et incertain dans ses velléités de paix. Il avait une arme, la dissolution, et n'a pas voulu en user, trouvant ainsi le moyen de déplaire également aux hommes de gauche et aux hommes de droite.

III

Au nombre des reproches qu'adressait à Hertling le parti conservateur, figurait, on l'a vu, le caractère trop « parlementaire » de son gouvernement. Et cependant l'avant-dernier chancelier de l'empereur Guillaume a combattu les modifications que les partis de gauche voulaient apporter à la constitution. Situation étrange que celle de ce théologien placé à la tête des affaires dans un moment où les circonstances contraignent l'Allemagne à entrer dans des voies nouvelles ! Conservateur dans l'âme, il n'a pas de pires ennemis que les conservateurs prussiens ; partisan de l'ordre établi dans le Reich, il est accusé de le troubler, et il le trouble en effet par sa

(1) Pour en finir, les partis formant la majorité du Reichstag décidèrent de faire voter, *par cette assemblée*, le 8 novembre, veille du jour où Guillaume devait prendre la fuite, l'introduction dans tous les Etats de l'Allemagne du suffrage universel et direct. La décision demeura sans effet parce que le Reichstag tint sa dernière séance le 26 octobre. La coïncidence est au moins curieuse à noter.

seule présence, comme tout autre le ferait à sa place. En droit, il n'a pas de comptes à rendre au Reichstag, et, en fait, ne peut se maintenir qu'en restant d'accord avec le Reichstag. Plus la guerre se prolonge, plus l'influence des chefs de parti grandit dans le pays; l'empereur, à la vérité, n'y comprend rien et incline toujours à se ranger en dernière analyse à l'avis du haut commandement, mais il ne faut pas qu'il en ait trop l'air ; le rôle singulièrement ingrat dévolu au chancelier est en somme de faire croire au public qu'il y *a* un gouvernement civil du Reich et que ce gouvernement *a* l'appui du Reichstag.

Et, pas plus sur le terrain parlementaire que dans ses démêlés avec le général Ludendorff, le comte Hertling ne possédait les qualités qui lui eussent permis de triompher de tant de difficultés : choisi parce qu'il était catholique et, comme tel, agréable au Centre, il avait contre lui le plus remuant des hommes du Centre, Erzberger, avec qui assez promptement il crut devoir rompre toute relation. Pour un aristocrate un peu empesé tel que Hertling, Erzberger n'était guère qu'un intrigant de basse extraction, un démagogue dangereux Il fallait le tenir à distance et soustraire le Centre, autant que possible, à son influence (1). Mais, d'autre part, avant d'entrer en fonctions, Hertling avait dû accepter le programme élaboré par la majorité du Reichstag et admettre comme collaborateurs des membres de tous les partis formant cette majorité, à l'exception des socialistes (2), et à mesure que le temps s'écoulait, qu'éclatait la faiblesse du chancelier, qu'il perdait du terrain dans la lutte contre le haut commandement et les conservateurs prussiens, les partis de gauche du Reichstag devenaient plus pressants : « Le gouvernement n'a ni plan arrêté, ni but précis... La politique du gouvernement prolonge la guerre et déconsidère l'Allemagne à l'étranger... Le Reichstag a le droit d'intervenir pour que l'Allemagne soit préservée d'un malheur terrible. Il faut que nous ayons un

(1) C'est ce que Hertling avait annoncé aux ministres de Prusse qu'il ferait. Voir Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, p. 300.

(2) Les socialistes n'avaient pas réclamé de portefeuille pour l'un d'eux, mais exigé que le vice-chancelier Helfferich fût remplacé par un membre du parti progressiste (démocratique), et Hertling, non sans résistance, s'était laissé imposer Payer en cette qualité. Payer lui-même se considérait comme « l'homme de confiance » à la fois de son propre parti et des socialistes.

gouvernement dont les actes répondent aux paroles données. » Telles étaient les paroles d'Erzberger à la Commission principale du Reichstag, le 8 mai (1). Et sans doute, dans son propre parti, ces paroles menaçantes n'étaient pas sans soulever quelques protestations, mais le parti socialiste lui donnait sa pleine approbation (2), et le Centre avait, on le savait bien, le plus grand intérêt à ménager sa clientèle ouvrière : s'il la mécontentait, elle risquait d'aller grossir les rangs du parti socialiste. D'où cette conséquence que les efforts de Hertling pour rompre la coalition, au Reichstag, du Centre, des socialistes et des progressistes restaient sans grand effet. Erzberger demeurait maître de la situation.

Le 3 juillet, discours violent de Scheidemann ; un peu plus tard, dans une réunion des chefs de groupe, les socialistes s'expriment sans ménagement : « La faiblesse du gouvernement est un scandale, le renvoi de M. de Kühlmann une provocation. » Hertling revient tout exprès de Spa pour calmer les esprits et y réussit dans une certaine mesure (3), mais ce n'est qu'une trêve de courte durée. Pour que le chancelier triomphe de ses adversaires au Reichstag, il faudrait de grands succès militaires, et ce sont des revers qu'on annonce; devant le péril croissant, les chefs des partis de gauche finissent par exiger que les destinées de l'Allemagne leur soient remises. Le 24 septembre, à la Commission principale du Reichstag, Hertling expose la situation qui, bien que grave assurément, n'est cependant pas,selon lui,désespérée ; il parle de la note adressée par le comte Burian, ministre des affaires étrangères en Autriche-Hongrie, aux gouvernements belligérants. Les députés réunis l'écoutent en silence, l'effet est nul : « Ils attendaient autre chose », dit le fils du chancelier (4). La politique extérieure passe à l'arrière-plan. Ce qu'ils veulent, c'est l'introduction du régime parlementaire, c'est l'abrogation de l'article 9, paragraphe 2, de la Constitution qui rend la qualité de représentant du peuple incompatible avec celle de membre du gou-

(1) Erzberger, *ouvr. cité*, p. 301.
(2) *Die kluge Politik Erzbergers* (la politique avisée d'Erzberger), disait *le Vorwärts*.
(3) Hertling, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 137.
(4) *Ibid.*, p. 176.

vernement ou du Bundesrat. Le jour suivant, les chefs de parti prennent la parole, Gröber au nom du Centre. Il avait avec Hertling des relations étroites, et le début de son discours fut amical ; la suite ressemblait fort à un acte d'accusation. Scheidemann parla ensuite, et trouva le moyen d'être sévère tout en restant courtois. Stresemann lui-même, chef du parti national-libéral, fit allusion à un changement devenu inévitable dans la politique de son groupe. Hertling, à qui les orateurs avaient prodigué les marques de respect, ne comprit pas sur le champ la signification de ces discours ; la presse se chargea de l'éclairer, et Gröber eut beau lui certifier qu'il n'avait pas voulu le renverser (1), c'était l'opinion d'Erzberger qui prévalait dans le Centre et au Reichstag : Hertling devait résigner ses fonctions, et il fallait lui donner un successeur partisan résolu de la « parlementarisation ».

Ce qui, pour le spectateur désintéressé, ne laisse pas d'être comique, c'est que, trois jours plus tard, le haut commandement, lui aussi, se prononça dans le même sens, de façon plus brutale seulement. Le 28 septembre au matin (2), le colonel de Winterfeldt se présentait chez le chancelier et lui déclarait que le haut commandement croyait le moment venu de constituer un ministère où seraient représentés les partis politiques formant la majorité du Reichstag et qui serait ainsi assuré de leur appui (3). Hertling partit aussitôt pour Spa où le ministre des affaires étrangères, Hintze, l'avait précédé. Quand il y arriva, l'empereur Guillaume lui présenta un rescrit, rédigé par M. de Radowitz, par lequel il ordonnait l'introduction en Allemagne du régime parlementaire (4). Hertling,

(1) Hertling, *ouvr. cité*, p. 172. Cf. Payer, *Von Bethmann Hollweg bis Ebert*, p. 80.

(2) *Ibid.*, p. 176.

(3) C'est au même moment que le haut commandement se déclarait partisan du suffrage universel et direct en Prusse. Ludendorff, dans ses Souvenirs, ne parle pas de la démarche, évidemment ordonnée par lui, de Winterfeldt, et prétend (*Erinnerungem*, p. 584) que, le 29 seulement, au cours d'un entretien avec Hintze, ministre des affaires étrangères, il eut connaissance de la situation parlementaire ; jusque là, il avait cru que Hertling conserverait ses fonctions ; Hintze lui dit qu'une transformation profonde était nécessaire. En dépit de ses affirmations réitérées, Ludendorff ne prend pas très volontiers la responsabilité de ces actes, au moins quand ils ont un caractère politique.

(4) Ludendorff, *Erinnerungem*, p. 584, dit, à tort, que le document avait été préparé par Hintze. Cf. Hertling, *ouvr. cité*, p. 181.

adversaire de ce régime et qui voulait que l'Allemagne restât une confédération d'Etats, donna aussitôt sa démission : « A Berlin, dit Ludendorff, on se mit en hâte en quête d'un nouveau chancelier parlementaire. Cela se passa tout à fait en dehors de la couronne. »

Les temps étaient révolus; le prince Max de Bade fut le chef d'un Cabinet parlementaire, le premier qu'ait eu l'Allemagne.

Lui-même conserva le nom de chancelier mais il fut en réalité un président du Conseil; le ministre des affaires étrangères, M. de Hintze, fut remplacé par M. Solf, précédemment ministre des colonies, qui avait des appuis dans les partis formant la majorité du Reichstag; le ministre de l'intérieur Wallraf, par Trimborn (Centre). Un ministère du travail fut créé pour le député socialiste Bauer.De plus, Gröber et Erzberger, représentants du Centre,Scheidemann du parti socialiste et Haussmann du parti progressiste, devinrent ministres sans portefeuille. Payer, qui restait vice-chancelier, voulut qu'avant de rendre officielle et définitive la nomination du prince Max, on s'assurât du concours des socialistes. Un peu plus tard, on adjoignit à ce cabinet, en qualité de sous-secrétaires d'Etat, de nouveaux membres du Reichstag, les socialistes David et Schmidt, Giesberts, du parti du Centre ; le ministre de la guerre, von Stein, mal vu des socialistes, fut remplacé par le général Scheuch.

Une difficulté de forme surgit ; le fameux article 9 de la Constitution restait toujours en vigueur, de sorte que la nomination officielle des ministres ou sous-secrétaires d'Etat pris parmi les membres du Reichstag eût été irrégulière. On était bien décidé à abroger cet article aussitôt que faire se pourrait, mais, en attendant, une ordonnance, que l'empereur signa en soupirant, dit Payer (2), accorda aux parlementaires introduits dans le cabinet une situation et un traitement égaux à ceux des autres ministres (3).

(1) Guillaume n'objecta rien quand on lui soumit la liste arrêtée en dehors de lui ; seul le nom d'Erzberger lui fit faire la grimace. Cf. PAYER, *ouvr. cité*, p. 108.

(2) *Ouvr. cité*, p. 119.

(3) La nomination officielle et définitive n'eut lieu que le 31 octobre.

Une fois le nouveau ministère installé, les choses allèrent assez vite. Tant pour satisfaire les partis de gauche que pour inspirer plus de confiance à ses ennemis, l'Allemagne fit peau neuve. Le 9 octobre, l'empereur établissait par ordonnance la suprématie du pouvoir civil sur le militaire en tout ce qui n'était pas étroitement affaire de service militaire et, par exemple, en ce qui concernait la censure des journaux et des livres, le droit de réunion et d'association. Jusque-là, le peuple allemand avait supporté patiemment une sorte de dictature militaire sans contrôle.

Le 11 octobre, le chef du cabinet civil de l'empereur, M. von Berg, était remplacé par M. Klemens von Delbrück. Le renvoi de M. von Berg avait été exigé par le prince Max presque au lendemain de son arrivée au pouvoir, s'il faut en croire Niemann (1).

Le 5 octobre, le Bundesrat admit que l'article 11 de la Constitution relatif au droit de paix et de guerre fût modifié dans le sens suivant : l'approbation du Bundesrat et celle du Reichstag sont nécessaires pour que la guerre puisse être déclarée au nom du Reich. Les traités de paix doivent être ratifiés par le Bundesrat et le Reichstag. Le Reichstag décida le 26 octobre qu'il en serait ainsi désormais. Le même jour, il formula nettement ce principe que le chancelier avait, pour gouverner, besoin de la confiance du Reichstag et cet autre principe que le chancelier et le vice-chancelier étaient responsables devant le Reichstag de tous les actes politiques de l'empereur. Les nominations, les permutations, les mises en disponibilité des officiers de terre et de mer devaient être contresignés par le ministre de la guerre compétent ou par le chancelier et engageaient leur responsabilité ; le cabinet militaire impérial était subordonné au ministre de la guerre. L'article 9, paragraphe 2, de la Constitution était en même temps abrogé (2).

(1) Le lieutenant-colonel Niemann, officier d'Etat-major attaché à la personne de l'empereur, dans son livre intitulé *Kaiser und Revolution* p. 97, dit qu'un certain *dimanche*, le prince Max vint trouver l'empereur pour lui demander le renvoi de son chef de cabinet ; la démission de M. von Berg et la nomination de son remplaçant ayant été annoncées officiellement le 11, cette démarche ne peut être que du dimanche 6 octobre.

(2) Dans la troisième note adressée par le gouvernement du Reich au pré-

Le Bundesrat ratifia, le 28 octobre, toutes ces modifications apportés à la Constitution, et l'empereur, le 2 novembre, dans un rescrit du ton le plus solennel, proclama cette vérité qu'en vertu de tous ces changements, un ordre nouveau était instauré, que des droits fondamentaux jusque-là dévolus au seul empereur appartenaient dorénavant à la nation ; il exprimait en même temps la ferme volonté de travailler de concert avec les représentants du peuple à la mise en vigueur de ces principes nouveaux. Le 4 novembre, tout le gouvernement adressait au peuple allemand une exhortation au calme et au maintien de l'ordre. Il énumérait dans ce document les réformes déjà accomplies et continuait en termes : « Beaucoup reste encore à faire. La transformation de l'Allemagne en un Etat populaire (*Volksstaat*) qui, à l'égard de la liberté politique et en ce que touche l'assistance sociale, ne le cédera en rien à aucun autre Etat du monde, sera poursuivie avec résolution. »

L'Allemagne impériale était devenue en très peu de jours un Etat parlementaire. L'empereur acceptait tout passivement, les conservateurs se taisaient (1), le haut commandement avait poussé à la roue. La révolution était faite en un sens avant qu'elle eût éclaté.

IV

Jusqu'au mois de septembre 1918, on peut même dire jusqu'à la fin de ce mois, le haut commandement combat la réforme électorale et veut le maintien de la constitution en vigueur, qui assure en fait sa prédominance puisque, tenant l'empereur, il tient le chancelier, qui n'a pas besoin pour gouverner de l'appui du Reichstag. A la fin de septembre, le même haut commandement se prononce avec énergie en faveur des changements dont il a toujours été l'adversaire. De même, il

sident Wilson (elle est du 20 octobre), toutes ces réformes sont données comme déjà accomplies.

(1) A titre d'exemple, nous citons une résolution prise par l'union conservatrice (*Konservativer Landesverein*) du royaume de Saxe : « Puisque les partis de gauche voient, dans la concession au peuple de nouveaux droits politiques, l'unique moyen de fortifier, d'affermir son unité, sa résolution, sa vigueur au combat, nous ferons taire nos scrupules et consentirons au sacrifice qu'on nous demande. »

a longtemps désapprouvé, contrecarré, toutes les tentatives de négociation de M. de Kühlmann et de son successeur, M. de Hintze, parce qu'il ne pouvait accepter une paix ne procurant pas à l'Allemagne des avantages territoriaux et économiques en rapport avec ses sacrifices et ne la garantissant pas contre tout danger à venir. Dans le conseil de couronne tenu à Spa le 14 août, Hindenburg avait déclaré que l'armée allemande « réussirait à se maintenir sur le territoire français et à imposer finalement à l'ennemi la volonté de l'Allemagne (1) ». Conformément au désir du haut commandement, il fut décidé qu'on attendrait pour faire des ouvertures de paix un « moment plus favorable », c'est-à-dire qu'on attendrait d'avoir obtenu quelques succès militaires (2). Ludendorff a déclaré, il est vrai, à la fin de février 1919, au représentant d'une agence télégraphique, qu'à partir de la mi-août, il avait travaillé à rétablir la paix avec la même force qu'antérieurement il avait employée à briser la volonté d'anéantissement de l'ennemi (3). Mais il ne s'agissait manifestement dans sa pensée que d'opposer aux troupes de l'Entente une résistance assez vigoureuse pour lui enlever tout espoir de victoire et l'amener à traiter à des conditions honorables pour l'Allemagne. Les articles publiés les 11, 12 et 13 septembre 1919 dans la *Vossische Zeitung* par Hintze achèvent de démontrer que, dans les délibérations du 13 et du 14 août 1918, Ludendorff s'était prononcé contre toute démarche directe en faveur de la paix.

Le 8 septembre, pour la première fois, le haut commandement manifeste un certain désir impatient de voir s'engager les négociations. Le chancelier Hertling apprend soudain par le colonel de Winterfeld que sa présence est requise au Grand Quartier Général. Il n'y va pas lui-même, mais y envoie le ministre des affaires étrangères, Hintze, avec mission de se renseigner aussi exactement que possible sur la situation militaire. Les communiqués officiels, en effet — on en a le soup-

(1) Hindenburg avait dit en réalité qu'il *l'espérait*; Ludendorff, dans le procès-verbal de la séance, remplaça ce mot par une formule plus affirmative (*Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 502, note).

(2) Voir Payer, *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert*, page 73.

(3) Hertling, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 150.

çon, — n'en donnent qu'une idée assez inexacte (1). A son retour, deux jours plus tard, Hintze rapporte que le haut commandement n'est pas sans inquiétude et prie le gouvernement de « chercher au plus tôt le moyen d'amener la paix » (2). Toutefois les renseignements d'ordre militaire que donne le ministre sont plutôt rassurants, et le colonel de Winterfeld les complète comme il suit:

« La situation au front est de nature à satisfaire ; le moral et la tenue des troupes sont remarquables. En tout cas, il n'a nullement l'impression qu'il y ait rien de sérieux à redouter (3). »

Au même moment, l'Autriche, à bout de forces, déclare l'heure venue de demander la paix ; déjà, le 15 août, le comte Burian, alors à Spa, exprimait l'avis qu'il fallait adresser une note dans ce sens à toutes les puissances belligérantes. Le chancelier allemand, en plein accord avec le haut commandement, n'admettait qu'une démarche auprès d'une puissance neutre (4), et, le 10 septembre, Hindenburg, dans un télégramme au général de Cramon (5), déclarait encore qu'il ne pouvait approuver l'envoi de la note projetée par l'Autriche-Hongrie (6). Cette désapprobation n'empêchait d'ailleurs pas Burian d'envoyer, le 14 septembre, sa note, qui, dit-il avec quelque naïveté, « si elle n'atteignit pas son but, a du moins rendu la situation plus claire » (7).

A la date du 28 septembre, revirement brusque du haut commandement : il faut négocier sans perdre un instant. Le général Ludendorff va trouver le maréchal Hindenburg et lui expose qu'il y a urgence à demander un armistice (8). Le 30 septembre, les ministres Hintze et Rödern, revenant

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 173.

(2) *Baldigst an die Herbeiführung des Friedens zu denken*, Hertling, *ouvr. cité*, p. 164. Le 21 septembre, Ludendorff fit demander à Hintze s'il ne pourrait pas confier au prince Hohenlohe-Langenburg, sur le point d'aller en Suisse, le soin d'engager quelques pourparlers avec les Etats-Unis. Cf. *Weissbuch, Vorgeschichte des Waffentillstands*, n° 11.

(3) Hertling, *ouvr. cité*, p. 166.

(4) C'est à la Hollande que l'on pensait et que, sans succès, l'on s'adressa.

(5) On sait que cet officier général représentait l'armée allemande au Grand Quartier général austro-hongrois.

(6) *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 516.

(7) Burian, *Drei Jahre aus der Zeit meiner Amtsführung im Kriege*, p. 288.

(8) Ludendorff, *Erinnerungen*, p. 582.

à Berlin après avoir conféré avec le haut commandement, déclarent que, pour éviter une catastrophe, une interruption des hostilités est indispensable (1). Le 1er octobre enfin, à une heure et demie après-midi, Hertling étant démissionnaire et son successeur non encore nommé, Hindenburg télégraphie, sur la demande expresse de Ludendorff, au major von dem Bussche, pour le vice-chancelier Payer :

« Si l'on a la certitude aujourd'hui avant 7 ou 8 heures que le prince Max de Bade formera le nouveau gouvernement, j'accepte renvoi jusqu'à demain de la note aux Etats-Unis.

« En revanche, s'il y a le moindre doute sur la formation du cabinet, je tiens pour obligatoire cette nuit même l'envoi aux gouvernements étrangers de l'offre de paix (2). »

Le brusque changement d'attitude du haut commandement fut pour tous, dit Payer, une « surprise de la pire espèce ». Cette « déclaration de banqueroute militaire » ne pouvait manquer d'ôter à l'ennemi tout désir de traiter (3); il exigerait qu'on se remît entre ses mains pieds et poings liés. Après un pareil effondrement « tout à fait inattendu et d'autant plus démoralisant », où le peuple, où l'armée puiseraient-ils la force nécessaire à la reprise du combat en cas que les conditions de paix fussent très dures, ainsi qu'on pouvait s'y attendre ? Comment se pouvait-il que le haut commandement vît seulement à la dernière minute l'abîme où l'Allemagne était menacée de tomber ? Ou, s'il l'avait vu plus tôt, comment l'excuser de n'avoir pas fait connaître au gouvernement le danger de la situation ?

Il va de soi que Ludendorff, dans les ouvrages qu'il a publiés depuis, s'est efforcé d'établir qu'on avait mal compris sa pensée, mal compris le télégramme resté fameux de Hindenburg. Il ne redoutait nullement une catastrophe, jamais il n'a prononcé ce mot, c'est Hintze qui l'a employé ; il ne voulait pas de la paix, encore moins d'un armistice, à tout prix ; il était sûr de son armée, sûr de résister longtemps encore à la pression des troupes ennemies ; il avait seulement voulu influer fortement sur les ministres et les partis politiques, leur faire

(1) Payer, *ouvr. cité*, pp. 86-87.

(2) *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 529.

(3) Payer, *ouvr. cité*, p. 87. Les mots mis entre guillemets dans ce passage sont empruntés à cet auteur et traduits textuellement.

comprendre la nécessité « de subordonner enfin leurs intérêts personnels et les intérêts de parti à l'intérêt suprême de l'armée et de la patrie ». Telle est en particulier l'explication donnée par le major von dem Bussche et reproduite par Ludendorff (1). Mais si telle avait été son intention, on doit reconnaître qu'il s'y était bien mal pris.

Le télégramme de Hindenburg, en effet, était destiné, non du tout aux hommes politiques des différents partis, aux chefs de groupe, mais au vice-chancelier devenu, par la démission de Hertling, chef intérimaire du gouvernement. Ludendorff avait-il vraiment quelque raison sérieuse de mettre en doute le patriotisme de Payer et des autres membres du gouvernement ? Si son dessein, comme il semble le dire, était de les effrayer, que penser d'un chef d'armée qui use, à l'égard du gouvernement qu'il sert, de pareils procédés ? Ceux même d'entre les Allemands qui n'ont pas de Ludendorff une opinion très haute croiraient lui faire tort en le supposant capable de manœuvres aussi peu loyales, et aiment mieux admettre qu'il avait perdu la tête.

Un détail montre à quel point il pressait l'ouverture des négociations. Le 1er octobre, l'empereur conférait avec Hertling, démissionnaire de la veille, au sujet du successeur à lui donner. La candidature du prince Max de Bade, mise en avant par les « politiques », faisait à Guillaume l'effet d'une couleuvre un peu dure à avaler. Brusquement, sans même attendre qu'on l'eût annoncé, Ludendorff fait irruption dans le cabinet impérial : « Le gouvernement est-il formé ? » demande-t-il très excité. A quoi l'empereur répond sèchement : « Je ne suis pas un magicien. » Ludendorff de reprendre : « Il faut que le gouvernement se forme tout de suite, car l'offre de paix doit partir aujourd'hui même. » — « Vous auriez dû me dire cela il y a quinze jours », répartit Guillaume (2).

Si d'ailleurs on se reporte à la publication allemande *Vorgeschichte des Waffenstillstands* (Préhistoire de l'armistice), on constate qu'au ministère des affaires étrangères parvinrent plusieurs télégrammes reproduisant les propres paroles de Ludendorff et qui ne pouvaient manquer de produire l'effet

(1) *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 529.
(2) HERTLING, *ouvr. cité*, p. 182.

le plus alarmant. Nous citerons en particulier le n° 21 de ce recueil (1) : Lersner, conseiller de légation impérial, télégraphie, le 1er octobre, au ministère des affaires étrangères : « Le général Ludendorff vient d'inviter le baron von Grünau et moi, en présence du colonel Heye, à transmettre à Votre Excellence une demande très pressante d'envoi, sans aucun délai, de notre offre de paix ; il a déclaré qu'aujourd'hui la troupe tenait, mais qu'on ne pouvait prévoir ce qui arriverait demain. » Le baron von Grünau reproduit le même jour un aveu de Ludendorff : « Il (Ludendorff) m'a déclaré qu'aujourd'hui la troupe tenait encore et que nous étions encore dans une situation digne, mais qu'une percée pouvait survenir à tout instant et que notre offre de paix arriverait alors au moment le plus défavorable (2). » Le même Grünau ajoute : « J'ai l'impression qu'il a perdu tout sang-froid. » Dans un autre télégramme de Lersner enfin, se trouve cette phrase souvent reproduite : « L'armée ne peut plus attendre 48 heures (3). »

Les explications assez embarrassées données plus tard par Ludendorff et ses admirateurs ne sauraient prévaloir contre ces textes décisifs. Nous tenons pour acquis que le haut commandement a senti passer sur lui, à la date du 28 septembre et dans les journées qui ont suivi, le vent de la défaite, et qu'il a vu dans la conclusion rapide d'un armistice le moyen d'échapper à un désastre probable.

Il importe d'y insister en effet : ce n'est pas seulement une offre de paix, c'est une offre de suspension aussi prompte que possible des hostilités que réclament Hindenburg et Ludendorff. Les civils, plus clairvoyants (le croirait-on ?) que les militaires, y sont d'abord opposés. Ils comprennent bien que, si un armistice est accordé, les conditions en seront telles que la re-

(1) *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 21. Les pièces contenues dans ce livre blanc ont été traduites en français par le capitaine Koeltz et publiées sous ce titre : *L'aveu de la défaite allemande*. Ludendorff a fait paraître en deux fascicules une réponse à la publication officielle : *Das Scheitern der neutralen Friedensvermittlung, August-September 1918* (L'échec de la médiation d'une puissance neutre en août-septembre 1918) et *Das Friedens-und Waffenstillstandsangebot* (L'offre de paix et d'armistice). Il cherche à réfuter en même temps dans ces opuscules les articles de l'ancien ministre Hintze qui ont paru dans la *Frankfurter Zeitung*, les 22 et 31 juillet 1919.

(2) *Ibid.*, n° 23.

(3) *Ibid.*, n° 72.

prise du combat sera ensuite impossible pour l'Allemagne. Demander un armistice, c'est donc capituler. L'Allemagne en est-elle là ? Cette pensée leur est insupportable : « Quoi ? l'Allemagne, notre forte, notre grande patrie, si pleine d'esprit de sacrifice, se trouverait dans l'obligation d'implorer de l'ennemi une suspension d'armes (1) ? » Le prince Max de Bade, désigné pour le poste de chancelier parce qu'on le sait désireux de la paix et favorable aux réformes, résiste énergiquement. Mandé d'urgence à Berlin, il y arrive le mardi 1er octobre ; mis au courant de la situation, sitôt qu'il a connaissance de la « terrible » demande d'armistice (2), il voit le danger, et déclare qu'il a un autre avis à proposer, « qu'il refusera, s'il est nommé, de signer cette demande » (5). Le 2 octobre, non encore revêtu officiellement du titre de chancelier, il soutient, secondé par Solf, une lutte à ce sujet contre Hindenburg, plus calme que Ludendorff, mais qui exige aussi la suspension des hostilités (4). La discussion se poursuit le 3 ; la situation est-elle si critique, demande le prince, qu'il faille engager tout de suite une action tendant à obtenir un armistice ? « Le haut commandement se rend-il compte qu'une action de cette sorte peut conduire à la perte des colonies allemandes et de territoires allemands, en particulier de l'Alsace-Lorraine et des cercles purement polonais des provinces de l'Est (5) ? » Hindenburg maintient les termes de sa demande, et déclare « qu'il vaut mieux cesser la lutte » (6). Finalement le prince,et les membres du gouvernement qui partagent son avis, sont obligés de céder ; la première note au président Wilson est rédigée (elle fut expédiée seulement dans la nuit du 4 au 5 octobre) ; elle contient ces mots qui réussissent

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 88.

(2) Le mot *fürchterlich*, mis entre guillemets par Payer (*ouvr. cité*, p. 98), est sans aucun doute du prince Max lui-même.

(3) Payer, *ouvr. cité*, p. 99. Cf. dans *Vorgeschichte des Waffenstillstands* n° 42, les paroles du prince Max dans la conférence tenue le 11 octobre ; il voulait, avant sa nomination, au lieu de s adresser tout de suite au président Wilson, « attendre au moins huit jours pour consolider le nouveau gouvernement et ne pas donner l'impression que nous faisions notre demande d'entremise sous la pression d'un effondrement militaire ».

(4) Payer, *ouvr. cité*, p. 107.

(5) *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 32.

(6) *Ibid.*, n° 33.

mal à sauver la face : « En vue d'éviter une plus longue effusion de sang, le gouvernement allemand propose la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs (1). » Pour reprendre une expression de Payer, « l'effondrement militaire de l'empire était reconnu officiellement » (2).

Quelle explication peut-on donner de l'attitude prise et gardée par le haut commandement dans toute cette crise ?

Nous possédons trois exposés à peu près concordants de la situation militaire telle que l'envisageait Ludendorff.

1° Le général Bartenwerffer, dans une lettre adressée au colonel Heye (3) le 20 février 1919, a résumé en quelques lignes le langage tenu par Ludendorff à ses collaborateurs immédiats, le 29 septembre 1918, à 10 heures du soir.

2° Le général von Eulitz, qui représentait la Saxe au Grand Quartier Général, a reproduit, dans une lettre du 1er août 1919 au général von Mertz, les notes prises par lui au cours d'une séance tenue le 30 septembre 1918, à 11 h. 1/2 du matin, et où Ludendorff fit un tableau de la situation (4).

3° Enfin le major von dem Bussche, le 2 octobre 1918, en présence du vice-chancelier Payer, donna aux chefs de groupe du Reichstag, le socialiste indépendant Haase et le Polonais Seyda (5) compris, des renseignements propres à leur faire comprendre la nécessité d'engager sans aucun délai les négo-

(1) *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 34.

(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 112. Au témoignage d'un civil, membre du parti démocratique, nous joindrons celui d'un militaire, le général Maercker : « L'offre (il serait plus exact de dire la demande) d'un armistice, dit-il, eut un effet dévastateur » *Vom Kaiserheer zur Reichswehr*, p. 8.

(3) Lettre reproduite par Ludendorff dans l'opuscule déjà cité : *Das Friedens-und Waffenstillstandsangebot*, p. 23, et dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 526.

(4) Ce document figure également dans l'opuscule ci-dessus cité, p. 26 et dans les *Urkunden*, p. 524.

(5) Ludendorff et d'autres ont accusé ce dernier d'avoir communiqué aux ennemis de l'Allemagne les renseignements confidentiels qu'il avait pu recueillir, et de s'être ainsi rendu coupable d'une véritable trahison : instruites par Seyda, les puissances de l'Entente se seraient montrées intraitables ; c'est Seyda qui a amené la capitulation du 11 novembre. A supposer établie (elle est loin de l'être) la trahison de Seyda, on conçoit difficilement, fait observer Payer (*ouvr. cité*, p. 214), qu'elle ait pu modifier en rien les décisions prises par les chefs de l'Entente : ils étaient bien résolus à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète.

ciations avec l'ennemi. Le major von dem Bussche peut être considéré comme le porte-parole de Ludendorff, qui reproduit son rapport dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung* (p. 535).

La lecture de ces documents nous apprend que l'effondrement militaire de la Bulgarie a nécessité l'envoi de quatre divisions allemandes et de deux divisions autrichiennes à Nisch afin de rétablir la situation. En outre, une division allemande doit être transportée à Constantinople, car la Turquie est menacée. Cela fait sept divisions perdues pour le front Ouest. L'armée qui combat en France et en Belgique est très affaiblie ; 22 divisions allemandes ont dû être dissoutes, ce qui porte à 30 ou 40 divisions la supériorité de l'Entente. Tandis que les 38 divisions américaines sont toutes à gros effectif, les divisions allemandes sont à effectif réduit ; quelques-unes ne sont plus qu'un faux-semblant (1). Ce n'est cependant pas la faiblesse numérique des divisions qui rend la situation inquiétante ; ce sont plutôt les « tanks » qui apparaissent en nombre croissant et produisent sur les troupes un effet de surprise. Il y a encore de nombreux exemples de courage opiniâtre donnés par elles, mais il y a aussi bien des fléchissements. Le haut commandement ne peut plus compter sur aucune certitude ; nulle offensive n'est plus possible ; et, si la guerre continue, la conduite en ressemblera désormais à un jeu de hasard.

On conçoit l'impression que des « révélations » de ce genre purent produire sur les chefs de groupe. A la vérité, le major von dem Bussche termina son rapport par des exhortations viriles : « Ni l'armée, ni le pays ne doivent rien faire qui soit un signe de faiblesse. Au contraire, l'armée et le pays doivent tenir plus fermement que jamais. En même temps qu'il offre la paix, le pays doit, par la réunion de toutes ses forces en un front unique, manifester la volonté inflexible de continuer la guerre si l'ennemi ne veut pas de la paix offerte, ou prétend nous imposer une paix humiliante. »

Mais cet appel au patriotisme s'accordait assez mal avec le contenu de son rapport ; entre une demande aussi prompte que possible d'armistice et cette affirmation hautaine qu'il

(1) *Einige Divisionen sind nur noch Attrappen* (lettre du général von Eulitz).

fallait se garder de donner aucune marque de faiblesse, la contradiction était flagrante. Aussi l'effet de cette mâle péroraison fut-il à peu près nul. On n'attacha pas une plus grande importance aux fanfares dont Hindenburg et Ludendorff crurent devoir par la suite couvrir parfois leurs aveux d'impuissance. Et quand, après le 23 octobre, Ludendorff, jugeant offensante pour l'Allemagne la troisième note du président Wilson, voulut qu'on y répondît par un beau sursaut de patriotisme, par un effort suprême pour ressaisir la victoire (1), il ne trouva plus personne pour le suivre. On voyait trop qu'il « faisait le magnanime », prenait, un peu tard, une attitude héroïque, alors que, le premier, il avait, devant l'ennemi, levé les bras en l'air et obligé l'Allemagne à répéter ce geste de soumission. Non seulement il avait insisté pour qu'on demandât ou offrît l'armistice ; mais, comme le prince Max voulait consulter d'autres généraux, il s'était opposé avec la dernière énergie à cette enquête projetée. Même dans la défaite, il restait l'homme orgueilleux qui ne souffre pas qu'on discute son opinion et qu'on fasse appel à d'autres autorités que la sienne.

Nous n'avons pas, bien entendu, pour juger la situation militaire de l'Allemagne au 1er octobre 1918, la compétence requise ; à considérer toutefois les événements qui ont suivi, il ne nous paraît pas qu'elle justifie pleinement l'insistance mise par Ludendorff à demander sur l'heure une suspension des hostilités. Les combats ont continué jusqu'au 11 novembre, et les Allemands ont reculé sans doute ; mais jusqu'à cette date au moins, la catastrophe redoutée ne s'était pas produite. Faut-il donc s'en tenir à l'opinion de Payer et de quelques autres, et dire : Ludendorff a traversé un moment de dépression, il a perdu la tête ? Lui-même, on l'observera, proteste contre ce jugement et donne pour se disculper toute sorte de raisons qui nous paraissent assez mauvaises. Accordons, si l'on veut, qu'il a eu l'esprit quelque peu troublé par les mauvaises nouvelles venues d'Orient ; un trouble est momentané, et pendant plusieurs jours, à partir du 28 septembre, il n'a cessé de réclamer à cor et à cri l'ouverture, sans délai, de négociations, c'est-à-dire l'envoi d'une note au président Wilson.

(1) De là, la proclamation adressée aux troupes le 25 par Hindenburg, proclamation qui eut pour effet immédiat la mise en disponibilité de Ludendorff.

Que ce soit le vice-chancelier Payer qui la signe ou le prince Max de Bade, ou tout autre, peu lui importe pourvu qu'elle parte au plus tôt (1). Et quand paraît la première note du président Wilson (du 8 octobre) exigeant pour la conclusion d'un armistice l'évacuation immédiate des territoires occupés par les troupes allemandes, Ludendorff déclare y consentir en principe (2). La deuxième note allemande (du 12 octobre), dans laquelle le gouvernement du Reich se déclarait « prêt à accéder aux propositions d'évacuation faites par le Président comme conditions préalables d'armistice » (3), fut envoyée avec l'approbation expresse de Ludendorff. De même, après la réception de la deuxième note du président Wilson (celle du 14 octobre) qui déclare qu'aucun accord n'est possible s'il ne prévoit des garanties absolument satisfaisantes et les sûretés nécessaires pour le maintien de la supériorité militaire de l'Entente (4), qui exige, en outre, au moins implicitement, que l'Allemagne renonce tout de suite à la guerre sous-marine, Ludendorff, dans la conférence tenue le 17 octobre à 5 heures du soir, « demande que l'on continue la négociation de paix » (5). C'est seulement la troisième note (celle du 23) qui excite son indignation, et, avec le succès que nous avons dit, le pousse à adopter une attitude nouvelle et intransigeante.

Conservateur dans l'âme, vieux-Prussien, adversaire-né de la démocratie, Ludendorff intervient fin septembre en faveur de la réforme électorale en Prusse et prête un appui très inattendu aux partisans du régime parlementaire ; en même temps, ce soldat plein d'orgueil fait preuve d'une hâte à capituler qui étonne et scandalise les civils. Quand on rapproche tous ces faits, on ne peut se défendre de leur attribuer une même cause ; après l'effondrement du front balkanique, Ludendorff a compris que la partie était perdue,et il n'a plus eu qu'une idée :

(1) Oubliant, ou feignant d'oublier, que l'Allemagne n'avait pas encore, à la date du 1er octobre, le régime parlementaire, Ludendorff trouvait tout simple, après la démission de Hertling, que le vice chancelier Payer formât un gouvernement tout exprès pour hâter l'expédition de la note. Voir LUDENDORFF *Das Friedens und Waffenstillstandsangebot*, p. 6 et p. 34, note ; PAYER, *ouvr. cité*, p. 89.

(2) *Vorgeschichte des Waffenstiltstands*, n° 39.

(3) *Ibid.*, n° 47.

(4) *Ibid.*, n° 48.

(5) *Ibid.*, n° 58.

se soustraire à la responsabilité écrasante qu'il sentait peser sur lui. Que le pouvoir passe aux mains des hommes de gauche le plus vite possible ; que libéraux, progressistes, démocrates, socialistes, députés du Centre, constituent un gouvernement populaire et signent la paix aux conditions que leur imposera l'Entente. Cela est douloureux sans doute, mais la réputation militaire du général aura moins à en souffrir que d'une défaite retentissante ou d'une capitulation en rase campagne. Ludendorff s'est défendu d'être, en tant que chef d'armée, un joueur audacieux qui hasarde de grands coups, s'enrichit ou se ruine suivant que la fortune lui est favorable ou contraire. Peut-être a-t-il raison sur ce point, nous n'avons pas qualité pour en décider; en revanche, sa conduite au cours de la crise qui fait l'objet de ce chapitre ressemble fort à celle d'un joueur prudent qui, ne se sentant plus en veine, cherche à passer la main. Tel est ce militaire, si prodigue, dans ses ouvrages subséquents, d'accusations contre les civils qui ont eu la mission pénible de liquider la banqueroute déclarée par lui-même. La « révolution d'en haut » dont il parle si volontiers, comment ne voit-il pas qu'il en est le principal auteur ?

V

Les réformes accomplies au cours du mois d'octobre, la liberté plus grande donnée, ou plutôt promise, à la presse — car la censure continua de s'exercer avec rigueur, — une sorte d'amnistie accordée en Prusse à un grand nombre de condamnés politiques (1), la réception par l'empereur, le 21 octobre, des nouveaux ministres, les amabilités qu'il eut à cette occasion pour les socialistes Bauer, David, Schmidt, Scheidemann, le discours plein de promesses qu'il leur tint et qui, « prononcé quelques années auparavant, aurait pu produire une impression remarquable » (2), toutes ces manifestations d'un « esprit nouveau » ne pouvaient empêcher les événements de suivre leur cours. La personnalité même du prince Max

(1) Ce ne fut pas une véritable amnistie, au sens que l'on donne au mot en français ; les condamnés furent recommandés à la clémence du roi et graciés par lui. Voir PAYER, *ouvr. cité*, p. 123.

(2) SCHEIDEMANN, *Der Zusammenbruch*, p. 188.

de Bade n'inspirait pas grande confiance, et une dislocation du gouvernement faillit se produire après la publication, par un journal socialiste suisse, la *Freie Zeitung* de Berne, de la lettre écrite le 12 janvier 1918 par le prince à son cousin Hohenlohe. Entre cette lettre, en effet, dont l'auteur parlait avec mépris de la résolution de paix du 19 juillet 1917 et se prononçait contre les institutions démocratiques, et le discours lu au Reichstag le 5 octobre 1918 par le nouveau chancelier, il y avait trop de désaccord. Scheidemann et Bauer, quand ils eurent connaissance de la lettre, dont la reproduction fut interdite en Allemagne, voulurent donner leur démission en cas que le prince Max restât au pouvoir (1). Ils finirent cependant par la retirer. Une question plus grave n'allait pas tarder à se poser, celle de l'abdication de l'empereur. Dès le 16 octobre, dans une séance du cabinet de guerre, Scheidemann disait : « Croit-on vraiment que le peuple soit encore disposé à lever un doigt pour maintenir l'empereur (2) ? » Ludendorff fait observer à ce propos que Scheidemann qui, le premier parla d'abdication (3), a été aussi le premier à prononcer au Reichstag le mot de « révolution ». Il l'avait prononcé, en effet, dans la séance du 15 mai 1917, mais que disait-il à cette date ? « Si les gouvernements anglais et français prennent la même attitude que la Russie, c'est-à-dire déclarent renoncer à toute annexion, et si, dans cette hypothèse, le gouvernement allemand, au lieu de mettre fin à la guerre par une renonciation semblable, la continue dans l'intention de faire des conquêtes, alors, Messieurs, vous pouvez m'en

(1) Scheidemann, *ouvr. cité*, p. 182, donne le texte de la lettre adressée par son collègue et lui au vice-chancelier Payer.

(2) *Vorgeschichte des Waffentillstands*, n° 54. Le mot de Scheidemann a été reproduit par Ludendorff, *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 555.

(3) Il n'est d'ailleurs pas tout à fait exact que Scheidemann ait le premier parlé d'abdication. Dans un tout autre esprit, à la vérité, un homme du parti le plus opposé aux socialistes, un représentant de la vieille Prusse militaire avait, antérieurement, eu l'idée que, pour le salut de la Prusse et de l'Empire, il convenait de remplacer au moins temporairement Guillaume II par son fils. Voir Oberst Bauer, *Der grosse Krieg in Feld und Heimat* (La grande guerre sur le front et à l'arrière), p. 187. «Le seul homme qui vit clair et ne voulut pas se leurrer fut le kronprinz ; je lui dis au commencement de février 1918 que l'Empereur était notre perte,... que nous allions à la révolution, et qu'à mon avis il fallait ou bien que l'Empereur fît acte d'énergie ou qu'il abandonnât pour un temps le gouvernement. »

Notons encore que, d'après Niemann, ce ne seraient pas les socialistes

croire, vous verrez la révolution éclater dans le pays (1). » Au mois d'octobre 1918, l'Entente, loin de renoncer à ce que Scheidemann appelait des annexions, affichait hautement la prétention d'enlever à l'Allemagne des territoires occupés par elle depuis des années, et en particulier depuis 1871. Scheidemann cependant, jugeant la paix indispensable, était disposé à jeter l'empereur par dessus bord, — ce même Scheidemann qui, au mois de juin 1917, disait au ministre suédois Lindmann : « L'Entente est complètement dans l'erreur si elle compte sur une révolution chez nous pendant la guerre ; la révolution n'est possible, à mon avis, que dans les conditions que j'ai exposées en mai (2). » On voit par là le chemin parcouru depuis les mois de mai et juin 1917 jusqu'au mois d'octobre 1918.

Les adversaires de l'Allemagne ne semblaient pas disposés à traiter avec un gouvernement ayant à sa tête l'empereur Guillaume, même habillé comme M. Renaudel (3) ; on pouvait croire qu'au nombre des conditions d'armistice proposées par eux, se trouverait l'abdication de l'empereur, sa renonciation à la couronne et celle du kronprinz; le mieux serait donc d'aller au devant de ce désir, et la dignité de l'Allemagne aurait moins à souffrir si l'empereur s'en allait avant que l'Entente eût formellement exigé son départ. Certains pays du Sud, la Bavière, notamment, semblaient d'ailleurs le souhaiter. Un député au Landtag bavarois, Held, avait publiquement envisagé la possibilité pour la Bavière de conclure une paix séparée ; on avait été jusqu'à dire que les troupes bavaroises refuseraient d'obéir aux ordres du général en chef (4).

Même dans l'Allemagne du Nord, même en Prusse, et aussi

mais les hommes du parti démocratique-bourgeois qui, en octobre 1918, auraient les premiers envisagé la nécessité d'une abdication. Dans le feuilleton d'un de leur journaux, on avait pu lire un dialogue supposé entre le vieux maréchal de la Cour et l'empereur. En manière de conclusion, l'empereur, d'un beau geste, renonçait au trône par patriotisme. NIEMANN, *Kaiser und Revolution*, pp. 103-104.

(1) SCHEIDEMANN, *ouvr. cité*, p. 158.

(2) SCHEIDEMANN, *ouvr. cité* p. 146.

(3) Nous faisons allusions à un fort joli dessin d'Abel Faivre publié par *l'Echo de Paris* vers cette époque : l'empereur Guillaume porte encore un pantalon à bandes brodées et des bottes à éperons, mais il a revêtu, avec une chemise à col rabattu, un veston et un gilet d'étoffe quadrillée. Légende : « S'habiller comme M. Renaudel, voilà le salut ! »

(4) PAYER, *ouvr. cité*. p. 153.

dans l'armée, les signes de mécontentement allaient se multipliant. La mise en liberté de Karl Liebknecht, retardée par le mauvais vouloir des bureaux de la guerre (1), finissait par être obtenue le 21, grâce à la pression exercée par les membres socialistes du gouvernement, et c'était l'occasion d'une manifestation très bruyante : on alla en foule attendre Liebknecht à la gare d'Anhalt ; il fit son entrée dans Berlin comme un triomphateur (2). Les socialistes indépendants, dès le milieu d'octobre, étaient débordés et dépassés ; un parti communiste franchement révolutionnaire se constituait sur un appel de Frenken-Nowawes (3). L'ambassade russe à Berlin devenait un foyer très actif de propagande. Joffe, le représentant des Soviets, y tenait table ouverte, ce qui, dans un temps de quasi-famine, ne laissait pas d'avoir son importance. Bien des Allemands recevaient de lui des conseils, et aussi de l'argent ; nous citerons les noms de Berth, encore inconnu à ce moment, mais qui, au jour de la révolution, devait jouer un rôle inattendu (4); d'Oscar Cohen, député au Reichstag; d'Eichhorn, le futur chef de la police. Jouissant du bénéfice de l'exterritorialité et recevant de Russie des colis non contrôlés, disposant d'une imprimerie clandestine, Joffe pouvait très librement, comme il l'a raconté lui-même, poursuivre son travail et répandre par milliers des brochures, des « tracts » révolutionnaires. Cela dura jusqu'au commencement de novembre. Un jour, une caisse adressée à l'ambassadeur de Russie s'ouvrit par accident, tandis qu'on la déchargeait dans une des gares de Berlin ; on vit qu'elle contenait des écrits de propagande destinés au peuple et à l'armée (5). Le gouvernement prit aussitôt des mesures, et, le lendemain matin, Joffe, avec toute sa suite, était déjà loin de Berlin ; la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* annonçait, le 6 novembre, la rupture des relations diplomatiques avec la Russie.

L'armée ne pouvait évidemment rester à l'abri de la conta-

(1) PAYER, *ouvr. cité*, p. 124.

(2) SCHEINING, *Das erste Jahr der deutschen Revolution*, p. 17.

(3) *Der Europäische Krieg* (série de guerre du *Deutscher Geschichtskalender*) Neunter Band, 2 Hälfte, p. 609.

(4) Lui-même a pris soin de l'exposer en e grossissant dans son livre : *Aus der Werkstätte der deutschen Revolution.*

(5) PAYER, *ouvr. cité*, p. 60.

gion. Les soldats, qui avaient eu contact avec les Russes et qu'on transportait sur le front Ouest, y apportaient des germes actifs de fermentation. Les désertions à l'extérieur et à l'intérieur étaient nombreuses ; parmi les hommes de remplacement qu'on envoyait pour combler les vides creusés dans les bataillons allemands, beaucoup n'arrivaient pas. Un officier raconte que, sur 1.400 hommes que comptait un transport au départ d'Ellenborn, 100 avaient déjà disparu avant qu'on eût passé la frontière, cependant peu éloignée, et qu'une faible partie seulement parvint au front (1). Comme le fait très judicieusement observer Payer, après quatre ans de guerre, une armée de plusieurs millions d'hommes qui restent en contact constant avec leurs parents et amis de l'arrière, qui ont, de temps à autre, des permissions, ne peut pas avoir un moral très différent de celui de la population civile ; la lassitude, le dégoût qui vont en croissant dans le pays, ont leur répercussion inévitable dans les rangs mêmes des combattants (2). Les moyens employés par le haut commandement pour fortifier le moral des troupes n'étaient d'ailleurs pas toujours très bien choisis. On avait, par exemple, répandu à profusion dans l'armée un écrit de 48 pages intitulé : *Deutschlands Zukunft bei einem guten und bei einem schlechten Frieden* (L'avenir de l'Allemagne en cas d'une bonne paix et en cas d'une mauvaise). Or, que trouve-t-on dans cet écrit ? Une toute petite phrase incidente sur l'honneur national et de longs développements sur ce que l'Allemagne devait prendre à ses ennemis pour créer de nouveaux débouchés à son commerce et à son industrie, pour avoir des terres nouvelles à exploiter, pour être en état de payer ses dettes, et enfin pour pouvoir entreprendre de nouvelles guerres dans des conditions plus favorables. On n'avait pas pris garde, fait observer Gustave Büscher (3), que ce programme, rempli d'attrait pour les seigneurs du haut

(1) *Der Weltkrieg im Lichte naturwissenschaftlicher Geschichtsauffassung. Laiengedanken, eines Berufsoffiziers* (La grande guerre suivant une interprétation de l'histoire tirée des sciences naturelles. Pensées d'un profane, officier de carrière), p. 195 note.

(2) PAYER, *ouvr. cité*, p 216. On trouvera dans un article de Nelet (*Süddeutsche Monatshefte*, juillet 1925) la confirmation de ce que nous disons ici.

(3) GUSTAV BÜSCHER, *Die Vergiftung des Geistes als Ursache des Krieges und der Revolution* (L'empoisonnement de l'esprit, cause de la guerre et de la révolution), p. 123.

commerce et les généraux, devait indisposer le simple soldat. Que lui offrait-on en échange du sacrifice de sa vie ? Les miettes du festin auquel s'attablaient les riches. Aussi trouvait-on sur les parois des tranchées des inscriptions telles que celle-ci :

Wir kämpfen nicht für Deutschlands Ehr' !
Wir kämpfen für die Millionär' !

(Nous ne combattons pas pour l'honneur de l'Allemagne, nous combattons pour les millionnaires.)

Cela se passait en 1917, dans un temps où l'Allemagne pouvait encore se croire victorieuse. Quel devait être l'état d'esprit des troupes après trois mois de revers à peu près ininterrompus ? Certes, il faut le dire à l'honneur de la nature humaine, bien des soldats allemands se sont battus bravement jusqu'au dernier jour ; mais qu'il y ait eu fléchissement de la discipline, que les hommes revenant au front après une permission ou après la guérison de leurs blessures y aient apporté un mauvais esprit, que les formations nouvelles aient eu fort peu d'ardeur guerrière, ou même la résolution bien arrêtée de se rendre sans combat, c'est ce que nous savons par de nombreux témoignages, au nombre desquels nous citerons celui du kronprinz (1). Aussi la demande faite par Ludendorff, à la date du 17 octobre, de 600.000 hommes de renfort, ne pouvait-elle guère être ou paraître inspirée que par le désir de sauver son prestige personnel et celui du haut commandement, de se faire, comme on disait jadis, blanc de son épée. « Avec ces 600.000 hommes que le cabinet pusillanime, présidé par le prince Max de Bade, m'a refusés, je sauvais tout », voilà ce que déclare après coup, Ludendorff ; donc c'est le gouvernement civil qui est la cause de notre ruine (2). Mais l'attitude du

(1) Nous avons reçu des hommes de remplacement qui, dès le jour du départ, étaient bien résolus à lever les bras en l'air à la première occasions, dit le kronprinz. *Erinnerungen, herausgegeben von Karl Rosner* (Souvenir publiés par Karl Rosner), p. 237.

(2) Le kronprinz tient à peu près le même langage. Après avoir reproduit une note écrite par lui le 19 octobre et où il déclare l'heure venue des résolutions héroïques, il ajoute : « Le même jour, le général Ludendorff soutenait à Berlin devant le cabinet de guerre un combat difficile pour la mise à exécution de desseins tout semblables. Les jours qui suivirent montrèrent que

général dans ce fameux conseil du 17 octobre fut loin d'avoir la fermeté, la netteté qu'il aurait fallu. Payer la juge « pleine de contradiction » (1). Il savait fort bien, et tous savaient comme lui, que, lui eût-on accordé, sur le papier, tout ce qu'il demandait, cela n'eût rien changé à la situation, et, en fin de compte, il se rallia, nous avons eu l'occasion de le dire, à l'envoi d'une troisième note au président Wilson, encore plus conciliante que les deux premières.

Bien des mutineries s'étaient produites en divers endroits quand une division de la landwehr, le 31 octobre, refusa d'obéir (2). Trois jours avant, avait éclaté, sur le vaisseau de ligne le *Markgraf*, appartenant à la troisième escadre, une révolte grosse de conséquences.

Déjà, au mois de juillet 1917, des faits d'une certaine gravité s'étaient produits ; des velléités d'insubordination avaient dû être réprimées, quarante hommes traduits devant des cours martiales, qui en condamnèrent seize à mort. De ces seize, deux furent exécutés, les autres graciés à la demande de l'empereur (3), dont les amiraux Scheer et Foss, le capitaine de corvette Ferstner, déplorent la faiblesse. On s'était en même temps efforcé d'apporter quelques allègements au service et d'améliorer l'ordinaire des marins (4). Une certaine fermentation subsistait néanmoins dans les équipages de la flotte ; les journaux socialistes, les brochures de propagande s'y répandaient. L'amiral von Cappelle, ministre de la marine, accusa même formellement au Reichstag le parti socialiste indépendant, et nommément Dittmann, Vogtherr et Haase,de fomenter

le gouvernement ne pouvait élever son patriotisme à ce niveau. » *Meine Erinnerungen aus Deutschlands Heldenkampf* (Mes souvenirs de la lutte héroïque soutenue par l'Allemagne), p. 361.

(1) *Widerspruchsvoll*. Payer, *ouvr. cité*, p. 134. Pour le procès-verbal de la séance, voir *Vorgeschichte des Waffentillstands*, n° 57.

(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 153.

(3) D'après Foss, *Enthüllungen über den Zusammenbruch* (Révélations sur l'effondrement), p. 26. Lutz, dans son livre *The German Revolution* (La révolution allemande) p. 28, parle de 40 condamnations à mort et de 16 exécutions ; nous croyons qu'il y a eu confusion de sa part. Le même auteur dit aussi que, dans ces mutineries de l'été 1917, plusieurs officiers furent tués ; nous n'avons trouvé dans aucun document allemand confirmation de ce fait.

(4) Noske, *Von Kiel bis Kapp*, p. 9.

la révolte parmi les marins. Haase répondit le 9 octobre 1917 (1).

Au mois d'octobre 1918, le bruit se répandit qu'une attaque dirigée contre les forces anglaises de la Manche et la côte anglaise était projetée : il semble, en fait, que des torpilleurs et des sous-marins dussent bloquer les routes maritimes conduisant à l'embouchure de la Tamise et couler les navires de transport ennemis, tandis que, pour couvrir cette attaque, la flotte allemande de haute mer offrirait le combat à la flotte anglaise. Bien que ce projet un peu tardif ne fût connu que des plus grands chefs, les préparatifs ne passèrent pas inaperçus et soulevèrent une véritable indignation. On veut nous conduire à l'abattoir pour la plus grande gloire de l'empereur Guillaume ! tel fut à peu près le sentiment des marins ; ce qui pouvait subsister encore de loyalisme ne résista pas à cette épreuve. L'équipage du *Markgraf*, quand l'ordre fut donné d'appareiller, refusa de lever l'ancre, et les chauffeurs éteignirent les feux (2). Le mouvement se propagea sur d'autres navires de la troisième escadre concentrée dans le golfe de la Jade, près de Wilhelsmhaven. Les mécontents votèrent, le 30 octobre, la résolution suivante : « Si les Anglais nous attaquent, nous agirons en braves gens et défendrons nos côtes jusqu'à la dernière extrémité ; mais nous refusons d'attaquer. Nous éteindrons les feux si l'on veut nous mener plus loin qu'Héligoland. »

Cette résolution, on l'observera, n'a aucun caractère politique ; les marins se bornent à exprimer un sentiment qui, à cette date, était celui de tous ou presque tous les Allemands. Assez de sacrifices inutiles ! Nous voulons bien encore défendre notre pays, mais qu'on ne nous demande rien de plus.

Les marins insubordonnés du vaisseau de ligne *Grosser Kurfürst* furent mis en prison à Wilhelmshaven ; la troisième escadre reçut l'ordre de se rendre par le canal Kaiser Wilhelm à Kiel, où elle arriva le 2 novembre et où de nouvelles arrestations eurent lieu. Le dimanche suivant — c'était le 3 novem-

(1) Haase, *Reichstagsreden* (Discours au Reichstag), p. 110.

(2) D'après Ferstner, *Die Marine Meuterei* (Les mutineries dans la marine) p. 8, des actes d'insubordination se seraient également produits le 30 octobre à bord du *Thüringen*, de la 1re escadre, et du *Helgoland*.

bre, — un grand rassemblement de marins et d'ouvriers se forma sur le champ d'exercices de Kiel ; des discours violents furent prononcés ; on se forma en colonne, drapeau rouge déployé, pour réclamer la mise en liberté des prisonniers. Une collision sanglante se produisit alors ; un groupe comprenant une cinquantaine d'aspirants et de premiers ou seconds maîtres, sous la conduite d'un officier, se porta à la rencontre des mutins à l'angle de la Karlstrasse et de la Brunswickerstrasse. Après une sommation restée sans effet, elle ouvrit le feu ; une trentaine d'hommes furent blessés, huit tués. Ce fut à peu près la seule tentative de résistance. Dès le lendemain, les rebelles étaient les maîtres dans Kiel et sur la flotte ; les officiers laissaient faire, sentant leur impuissance ; les couleurs de la révolution remplaçaient, à bord des navires impériaux, le drapeau noir-blanc-rouge.Sur le *König* cependant, le commandant et quelques officiers voulurent s'opposer à cette substitution d'emblèmes : deux d'entre eux furent abattus, et quelques autres blessés. Les soldats, mandés en hâte, étaient désarmés à leur arrivée en gare de Kiel ; beaucoup faisaient cause commune avec les révoltés. L'amiral Souchon, gouverneur de Kiel, fut entièrement surpris par la révolte et s'abandonna aux événements (1). Il ne tarda d'ailleurs pas à être remplacé par le socialiste Noske. L'attitude du gouvernement ressembla fort à celle de l'amiral. Un membre du cabinet, Haussmann, fut envoyé à Kiel, le 4, pour juger de la situation. Il revint le 5, et dit à ses collègues qu'une « amnistie générale » (2) devait être accordée aux rebelles. En fait, il avait accepté la veille, et s'était engagé à faire accepter par le gouvernement, un certain nombre de revendications : toutes les mesures militaires prises pour arrêter le mouvement devaient être rapportées ; les conseils d'ouvriers et de soldats auraient qualité pour ordonner la mise en liberté des personnes non encore relâchées (3). La proposition de Haussmann parut d'abord inadmissible à plusieurs de

(1) Noske, *Von Kiel bis Kapp*, p. 12.

(2) C'est le terme dont use Payer, *ouvr. cité*, p. 156.

(3) Le Conseil des soldats avait, en outre, formulé un programme en 14 points (lui aussi!) :

1. Mise en liberté de toutes les personnes arrêtées et des prisonniers politiques.

ses collègues; mais, le 6 au matin, elle fut agréée par tous (1). La révolte se généralisait ; des conseils de soldats se constituaient un peu partout (2). Pas plus que l'armée de mer, si longtemps l'objet de la part de l'Empereur d'une sollicitude particulière, l'armée de terre ne semblait disposée à rien faire pour soutenir un régime que l'on sentait condamné. Le gouvernement s'estimait heureux quand des troupes relativement disciplinées se bornaient à déclarer qu'en aucun cas, « elles n'ouvriraient le feu contre ses compatriotes » (3); il cherchait anxieusement un bataillon composé d'hommes sûrs pour monter la garde autour du palais où il tenait séance. Le 7 novembre, il crut l'avoir trouvé : c'étaient des chasseurs qu'on fit venir de Lübben. Ils occupèrent leur poste le 8 ; le 9 au matin, ils avaient tous disparu, ce qui, dit Payer, « ne m'étonna pas du tout; c'est le contraire qui m'eût étonné » (4). Le général

2. Liberté complète de la parole et de la presse.

3. Suppression de la censure postale.

4. Traitement convenable (*Sachgemässe Behandlung*) des hommes par leurs supérieurs.

5. Retour à bord des navires et dans les casernes de tous les hommes, sans qu'ils aient à subir aucune punition.

6. Le départ de la flotte n'aura lieu dans aucun cas.

7. Il ne sera pris aucune mesure de protection pouvant entraîner effusion de sang.

8. Toutes les mesures nécessaires à la protection des biens privés seront ordonnées par le Conseil des soldats.

9. (Manque dans le texte que nous avons sous les yeux.)

10. En dehors du service, il n'y a plus de supérieurs.

11. Liberté personnelle illimitée pour tout homme, depuis l'achèvement de son service quotidien jusqu'au commencement du suivant.

12. Les officiers qui souscriront aux mesures prises par le Conseil des soldats seront les bienvenus parmi nous. Quant aux autres, ils n'ont qu'à se retirer sans pouvoir alléguer aucune nécessité de service.

13. Tout membre du Conseil des soldats doit être libéré de tout service.

14. Toutes les mesures à prendre à l'avenir devront recevoir l'approbation du Conseil des soldats. (D'après la *Kieler Zeitung*, 5 novembre 1918).

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 156.

(2) Dès le 8 novembre, les prisonniers et les prisonnières (Français et Belges) détenus à Siegburg étaient mis en liberté et assistaient à des scènes inattendues : les officiers allemands servant à boire à leurs hommes et se laissant malmener par eux. (Témoignage de Mlle Léonie van Houtte.)

(3) Payer, *ouvr. cité*, p. 160.

(4) *Ibid*, p. 161. Nous trouvons dans un journal conservateur l'indication suivante : « Le bataillon de chasseurs n° 4 (Marburg), qui avait, il y a quelques jours, été transporté à Berlin pour y réprimer des troubles éventuels

Linsingen, commandant supérieur de la province, avait, à la vérité, dans un document devenu fameux (1), interdit la formation des conseils d'ouvriers et des soldats, prescrit l'occupation par la force armée des rues de Berlin, coupé ou voulu couper toute communication avec le dehors, surtout avec le littoral de la Baltique et de la mer du Nord en pleine effervescence révolutionnaire ; mais, deux jours après, une nouvelle ordonnance, signée de lui, invitait la garnison de Berlin à ne pas faire usage de ses armes.

L'opinion des meilleurs juges est que ce général pouvait s'épargner la peine de rapporter ses ordres précédents puisque la troupe était décidée à ne pas obéir (2).

Que devenait Guillaume cependant, ce Guillaume que tous ou à peu près tous en Allemagne s'accordaient à trouver fort gênant ? Le 29 octobre, Scheidemann, dans une lettre adressée au chancelier, avait formellement demandé que l'Empereur fût invité « à abdiquer volontairement » (3). Le 30, le chancelier obtint de lui qu'il retirât sa lettre en lui promettant une décision très prompte ; mais, pour que cette promesse fût tenue, il aurait fallu que Guillaume fût à Berlin. Or, le 29, sans même prévenir le chef de son gouvernement (4), Guillaume avait brusquement quitté sa capitale et s'était rendu au Grand Quartier Général. Son « abdication volontaire », à la date du 30 octobre ou du 1er novembre, eût-elle rendu possible, comme le disait Scheidemann dans sa conversation avec le prince Max, le maintien de la monarchie ? Il est difficile, après coup, de l'affirmer ; du moins se fût-elle mieux conciliée avec la dignité impériale. Du 30 octobre au 9 novembre, l'empereur

et qui occupait avec des mitrailleuses les bâtiments publics ainsi que les principales places de la ville, a passé au peuple aujourd'hui. Des députations de ce corps ont déclaré aux chefs du parti socialiste que les soldats ne tireraient pas sur le peuple... Les soldats du régiment de grenadiers Empereur Alexandre se sont prononcés dans le même sens. Dans les autres corps des délibérations ont lieu en ce moment. »

(1) Cette ordonnance prétendait « interdire la révolution » (*Revolution verboten !*).

(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 161. Scheining, *Das erste Jahr der deutschen Revolution*, p. 27. Voir aussi la note 1 de la page 130.

(3) Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, p. 202.

(4) Le chancelier n'eut connaissance de ce départ qu'à l'instant même où il s'effectuait ; il tenta, sans succès, de téléphoner pour l'empêcher. Payer, *ouvr. cité*, p. 146.

Guillaume ne cessa de recevoir des messages l'invitant très respectueusement à s'en aller de son plein gré ; le 9, il finit par se décider à prendre le train de Hollande ; mais il était trop tard. Les ministres socialistes, las d'attendre, avaient donné leur démission dans la matinée, avant l'arrivée du télégramme annonçant la fuite de l'empereur (1). La foule se pressait autour du palais où siégeait le gouvernement. Un peu après midi, les délégués du parti socialiste se faisaient annoncer, et le chancelier donnait ordre de les introduire. En présence de plusieurs autres membres du cabinet, Ebert déclara avec calme, mais très fermement, que, dans l'intérêt de l'ordre public, son parti jugeait nécessaire la remise du pouvoir, et en particulier des fonctions de chancelier, aux mains « d'hommes ayant la confiance du peuple ». Le prince Max répondit que le cabinet allait examiner la situation. En fait, il se retira dans une pièce voisine, et, dès ce moment, Ebert, l'ancien ouvrier sellier, fils d'un tailleur de Heidelberg, fut appelé *Herr Reichskanzler* (Monsieur le chancelier de l'Empire). Dans l'après-midi, vers deux heures, Sheidemann, d'un balcon du bâtiment, proclama la République : « Le peuple allmand a vaincu sur toute la ligne Le vieil édifice vermoulu s'est effondré, c'en est fait du militarisme. Les Hohenzollern ont abdiqué. Vive la République allemande (2)! »

Ce qui frappe dans cette histoire, dans la scène entre Ebert et le prince Max en particulier, c'est son peu d'intérêt dramatique : il n'y a plus deux volontés qui s'affrontent, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le régime impérial a déjà cessé d'exister. « Si j'avais eu le loisir, dit Payer, de me représenter par avance l'événement, certes je me serais

(1) La lettre de démission de Scheidemann est du 9, un peu après neuf heures (Scheidemann, *ouvr. cité*, p. 208). D'après Lutz, *ouvr. cité*, p. 43, le prince Max aurait de sa propre initiative annoncé que l'empereur abdiquerait ; Guillaume, apprenant cette nouvelle, aurait dit alors : « Je reste roi de Prusse et je suis au milieu de mes troupes », mots reproduits dans la *Deutsche Tageszeitung* du 29 juillet 1919. Mais ces troupes elles-mêmes, Guillaume dut le reconnaître, n'étaient nullement disposées à se battre «pour le roi de Prusse ». Voir note 1 de la page 130.

(2) D'après Scheining, *ouvr. cité*. Nous trouvons un texte de même sens, avec quelques modifications légères de forme, dans les journaux du temps. Voir Ahnert, *Die Entwicklung der deutschen Revolution* (Le développement de la révolution allemande), p. 190.

fait une autre image d'un aussi prodigieux bouleversement ; c'eût été plus violent, cela eût moins ressemblé au règlement tranquille d'une affaire. Mais, eu égard au train dont allaient les choses, j'eus l'impression, le 9 novembre, que cet événement ne pouvait se passer que de cette façon très peu dramatique... Le Grand Quartier Général excepté (1), il était parfaitement clair pour tous que, le 9 novembre à midi, l'effondrement de la monarchie et la transmission du pouvoir aux mains populaires étaient un fait accompli ; il n'y avait plus qu'à l'enregistrer aussi simplement que possible (2). »

De résistance, il n'y en eut nulle part, pas plus à Berlin qu'à Münich, où la République avait été proclamée la veille, et dans les autres capitales d'Etats allemands. On tira bien quelques coups de fusils dans la rue ; mais, autant qu'on en peut juger, ce ne fut pas pour vaincre la contre-révolution, dont les partisans se tinrent, ce jour-là, parfaitement cois. Ce fut par besoin de faire du bruit ou pour célébrer la victoire populaire. Dans la nuit du 9 au 10, des attroupements se formèrent à Berlin, devant la gare dite de Potsdam : le bruit circula que des troupes fidèles au roi allaient arriver de Potsdam pour mettre les Berlinois à la raison. Attente vaine : on ne vit sur la grande place que quelques rares spectateurs, et les dames peu farouches qui ont accoutumé d'y chercher fortune (3). Un auteur que nous avons déjà cité, l'officier de carrière auquel nous devons un livre sur « la grande guerre suivant une interprétation de l'histoire tirée des sciences naturelles », qualifie la révolution de novembre de « révolution des estomacs »

(1) Cette exception même que fait Payer ne nous paraît pas très justifiée. Si nous en croyons le lieutenant-colonel Niemann, témoin bien renseigné, le général von Groener, qui avait remplacé Ludendorff, dit à l'empereur : « L'armée rentrera dans le pays en bon ordre et tranquillement, mais ce ne sera pas sous la conduite de Votre Majesté ». Guillaume, irrité, de répondre : « Je veux que tous les généraux ayant un commandement déclarent que l'armée abandonne son chef suprême. Ne m'a-t-elle pas prêté serment de fidélité ? » Là-dessus, le général von Groener exprima cette opinion que « la situation étant donnée, il n'y avait plus là qu'une fiction ». NIEMANN, *Kaiser und Revolution*, p. 135. Même langage ou à peu près lui est attribué par Menke-Glückert, *Die November-Revolution 1918*, p. 58. Au cours d'une réunion que tinrent à Spa, le 8 novembre, des officiers supérieurs et généraux, il fut reconnu qu'on ne pouvait compter sur l'armée pour combattre la révolution. Le colonel Heye fut chargé de le faire savoir à l'empereur. (LUTZ, *ouvr. cité*, p. 43.)

(2) PAYER, *ouvr. cité*, pp. 165-166.

(3) SCHEINING, *ouvr. cité*, p. 29.

(*Magenrevolution*). L'esprit, dit-il, n'y eut aucune part ; il ne s'agissait pas de droits nouveaux à revendiquer, de principes à proclamer. En un sens, cela n'est pas tout à fait inexact, car il est bien certain que la faim a été l'une des causes directes de la révolution. Mais nous trouvons encore plus juste cette appréciation d'un autre Allemand : « Ce ne fut pas une révolution dans laquelle une force ait été refoulée par une autre ; ce fut l'effondrement spontané d'un ordre de choses ancien qui ne pouvait plus se soutenir lui-même (1). »

Le fait qu'ouvriers et soldats ont vaincu ou paru vaincre sans combat, le 9 novembre, était de nature à inspirer de la méfiance quant à l'avenir. Une victoire trop facile remportée sur un régime agonisant eut, pour le parti de la révolution, l'effet qu'on pouvait prévoir ; il se décomposa, et les forces contre-révolutionnaires, sous des noms nouveaux, ne tardèrent pas à redevenir menaçantes.

(1) HARTUNG, dans *Politisches Handwörterbuch* (Dictionnaire politique), t. II, p. 416.

Biblioteka Wojsk. Akad. Polit. im. F. Dzierżyńskiego

R 24

TABLE DES MATIERES

Pages

AVERTISSEMENT 5

Les variations de l'opinion allemande sur la France depuis 1914 7

Le gouvernement allemand et la paix. — Première partie. L'offre de médiation pontificale (1917) 37

Deuxième partie. Le Conseil de Bellevue et la question belge .. 60

L'agonie de l'Allemagne impériale 80

POITIERS. — IMP. MARC TEXIER.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Membres du Bureau.

Président : M. André Honnorat, sénateur, ancien ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Vice-Présidents : M. Paul Appell, recteur honoraire de l'Académie de Paris ; Aulard, professeur honoraire à la Sorbonne ; Maurice Bompard, sénateur, ancien ambassadeur.

Secrétaire général : M. Georges Bourdon, homme de lettres.

Secrétaire général adjoint : M. Pierre Renouvin, agrégé de l'Université, docteur ès lettres, chargé de cours à la Sorbonne.

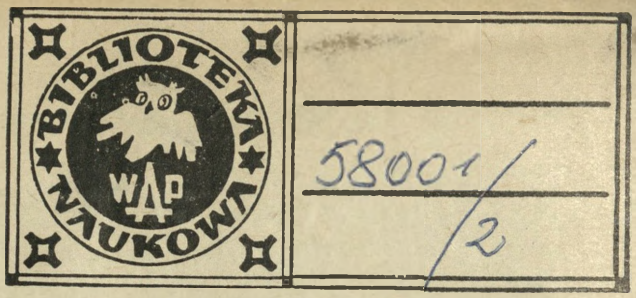
Trésoriers : M. Monnier, un des associés de la banque de Neuflize et Cie ; M. Paul Raphaël, homme de lettres.

Conseil technique des recherches et publications de documents : M. Aulard ; Mgr Baudrillart, de l'Académie Française, recteur de l'Institut catholique de Paris ; M. Coville, directeur de l'Enseignement supérieur ; M. Charles Gide, professeur honoraire à la Faculté de droit ; M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française ; M. Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne ; M. Pierre Marcel, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, ancien chef de la Section photographique et cinématographique de l'armée ; M. Jean Poirier, agrégé d'histoire et de géographie.

Délégué des Bibliothèque et Musée de la Guerre : M. Camille Bloch, inspecteur général honoraire de l'Instruction Publique, directeur des Bibliothèque et Musée de la guerre, chargé de cours à la Sorbonne.

Membres du Conseil.

M. Charles Appuhn, agrégé de l'Université, chef de la section allemande à la Bibliothèque de la Guerre ; M. Marcel Barrière, homme de lettres ; M. Walter Berry, président de la Chambre de commerce américaine à Paris ; M. Henri Bourrelier, directeur de la Librairie Colin ; M. Bruman, conseiller d'Etat ; M. François Carnot, président de l'Union centrale des Arts décoratifs ; M. E. Chapuisat, directeur du *Journal de Genève* ; Sir Martin Conway, membre de la Chambre des Communes, directeur général de l'Imperial War Museum, à Londres ; M. le général de Cugnac ; M. le commandant Denfert-Rochereau ; M. Egnell, président de l'Amitié franco-suédoise, président de la Chambre de commerce suédoise à Paris ; M. l'amiral Favereau ; M. Guglielmo Ferrero, à Florence ; M. le colonel Feyler, à Lausanne ; M. Paul Ginisty, homme de lettres ; M. Jules Isaac, professeur au lycée Saint-Louis ; M. Edouard Jordan, professeur à la Sorbonne ; M. A. Landry, député, ancien ministre ; Mme Henri Leblanc ; M. Henri Leblanc ; M. Georges Lecomte, de l'Académie française, président de la Société des gens de lettres ; M. Lesage, inspecteur général des finances ; M. Arthur Lévy, homme de lettres, ; M. Georges Lyon, recteur honoraire de l'Académie de Lille ; Sir Ian Malcolm, ancien membre de la Chambre des Communes ; M. le marquis de Moustier, sénateur ; M. de Nalèche, directeur du *Journal des Débats* ; M. de Peyerimhoff, vice-président du Comité central des Houillères de France ; M. Piccioni, ministre plénipotentiaire ; M. Henri Pirenne, recteur de l'Université de Gand ; M. le colonel Reboul, ancien chef du Service historique de l'armée ; M. le docteur Charles Richet, membre de l'Institut ; M. Emile Terquem, industriel, ancien élève de l'Ecole Polytechnique ; M. Albert Thomas, député, ancien ministre, directeur du Bureau international du Travail ; M. le Colonel Tournès ; M. Alexandre Varenne, gouverneur de l'Indo-Chine ; M. Wilmotte, professeur à l'Université de Liége.



SOCIÉT
Pa
Diderot 46-95

1° — CATAL
Catalogue
par M. Jean Dubois, conservateur, avec la collaboration de M. Henri Appuhn, agrégé de l'Université, chef de section allemande à la Bibliothèque. Ce catalogue forme 4 volumes in-8, soit 1.350 pages environ, à double colonne..... Chaque.. **40** fr.

Catalogue du fonds italien de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, par M. Paul-Henri Michel, chef de Section à la Bibliothèque. 1 volume in-8, de 534 pages, à double colonne..... **60** fr.

Catalogue du fonds anglais de la Bibliothèque-Musée de la Guerre (sous presse).

2° — RECUEILS DE DOCUMENTS.

Un des problèmes de la paix. La sécurité de la France, par M. André Honnorat, sénateur, ancien ministre, président de la Société, 1 volume in-12, 160 pages..... **5** fr.

Un des problèmes de la paix. Le Désarmement de l'Allemagne, par M. André Honnorat. 1 volume in-12, 148 pages..... **5** fr.

Recueil de documents sur l'histoire de la question des réparations, par M. Germain Calmette, attaché au service de documentation de la B. M. G. 1 volume in-8, CVIII-540 pages..... **50** fr.

Un des problèmes de la paix. Les dettes interalliées, par M. André Honnorat et M. Germain Calmette (sous presse).

3° — ÉTUDES.

Introduction aux Tableaux d'Histoire de Guillaume II, par MM. Charles Appuhn et Pierre Renouvin. Avant-propos de M. Raymond Poincaré, 1 volume in-4, 61 pages..... **25** fr.

Joffre et Lanrezac, par M. Jules Isaac, professeur au lycée Saint-Louis. Etude critique des témoignages relatifs à l'action de la Ve armée en août 1914, 1 vol. in-16, 126 pages (La Société ne possède plus d'exemplaire de cet ouvrage).

La Campagne « innocentiste » en Allemagne et le Traité de Versailles, par M. Richard Grelling. Traduit de l'allemand par M. Louis Moreau, 1 volume in-12, 318 pages..... **8** fr.

Tours pendant la Grande Guerre (1914-1918), par M. Michel Lhéritier, docteur ès lettres. Ouvrage publié sur l'initiative de la municipalité de Tours. 1 volume in-8, 438 pages.

Les origines immédiates de la Guerre (28 juin-4 août 1924), par M. Pierre Renouvin. 1 volume in-8, 277 pages..... **15** fr.

La Société publie trimestriellement
la « Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale ».

Ces ouvrages sont en vente à la Librairie Alfred COSTES,
8, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

POITIERS. — IMP. MARC TEXIER